2e ANNÉE. — T. 3

N° 55. — 21 Février 1920.



Adveniat Regnum Tuum.

La Documentation Catholique

LES QUESTIONS ACTUELLES, CHRONIQUE DE LA PRESSE, L'ACTION CATHOLIQUE et REVUE D'ORGANISATION ET DE DÉFENSE RELIGIEUSE réunies

PARAIT LE SAMEDI. — Prix du présent numéro : 0 fr. 50.

ABONNEMENTS { France : Un An, 20 fr. ; Six Mois, 11 fr. ; Étranger : Un An, 22 fr. ; Six Mois, 12 fr.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION, 5, RUE BAYARD. PARIS-VIIIe.

Nous recommandons spécialement l'AVIS AUX ABONNÉS qu'on trouvera p. 283.

Sommaire analytique

« LES QUESTIONS ACTUELLES » et « CHRONIQUE DE LA PRESSE »

Les idées directrices du nouveau Président de la République

GAMBETTA PRÉSENTÉ PAR DESCHANEL

Fantôme ou vivant?

Le nombre des personnes pour qui le nom dé Gambetta n'exprime qu'une sonorité démodée s'accroît de jour en jour parmi nous. Il semble même que l'éditeur de la collection où ce nouveau *Gambetta* paraît, M. Louis Batiffol, un historien des plus avertis, des plus consciencieux, et qui a jeté sur notre XVII[e] siècle des lumières abondantes et sûres, partage sur ce point notre impression puisqu'il fait voisiner cette biographie avec celles de Mirabeau, de Dumouriez, de Danton, de Lauzun, de la duchesse de Chevreuse, dont il est précisément le très suggestif auteur (1). Mais si l'on vibre encore des apostrophes de Danton ou de Mirabeau, si les aventures de Lauzun ou de la duchesse de Chevreuse nous passionnent plus que des romans, nous restons froids devant cette espèce de Bonnat politique qu'est le fondateur du régime actuel. Ni son talent ne nous captive ni sa tournure d'esprit ne nous intéresse. Sa vie monotone et grosse, incohérente et rusée, pleine de passions d'emprunt, sans distinction d'aucune sorte, ne nous apprend rien. Tout en lui, même l'intimité la plus mystérieuse, rentre dans le banal et le terre-à-terre. Tâcheron sans envolée, qui oserait près de son ombre pâteuse prononcer le nom de génie ? Ne nous étonnons donc point que ses détracteurs, dont M. Dutrait-Crozon (avec Mme Juliette Adam) est le plus notable (*Gambetta et la Défense nationale*) (2), haussent le ton et prennent de l'assurance dans la voix. La manière dont ses panégyristes le défendent laisse à l'indifférence ou à une sorte de dédain amusé la plus large place et, sans aller jusqu'à le traiter, avec Thiers, de « fou furieux » (8 juin 1871), on doit tenir à distance tout ce qui émane de lui.

Il faut lire, par exemple, dans ce *Gambetta* (que M. Deschanel publie, par un hasard trop spirituel pour qu'il ne soit pas concerté, au moment même où les acclamations des Français prudents ou déçus l'appellent d'une seule voix au fauteuil présidentiel), comment on peut admirer (3) Gambetta et le trouver vulgaire, lourd, flottant, relâché, ce qui est bien fâcheux pour un orateur, et, ce qui est terrible pour un homme d'Etat, dépourvu de philosophie et de sens critique (4).

Et pourtant, M. Deschanel n'a pas tort de traiter Gambetta comme une « valeur » nationale puisque le régime qu'il a contribué, plus que tout autre, à dégager du chaos, l'encastre, par ses réalisations historiques, dans la trame de notre avenir à tous. Autant que la majorité monarchiste de l'Assemblée de 1871, n'a-t-il pas fondé la République ? Ne l'a-t-il pas ensuite orientée ? Certaines de ses boutades (car il est bien incapable d'avoir des « mots ») sont devenues des idées-forces, qui travaillent toujours le pays : la *justice immanente*, ce non-sens, le *cléricalisme ennemi*, cette stupidité, ont Gambetta pour parrain.

Cette « figure du passé » reste donc acteur du présent. Son souvenir vague, traversé de deux ou trois brutalités, de trois ou quatre gestes mélodramatiques vers l'idéal, son programme tapageur, rustaud et ambigu, demeurent des champs de bataille que l'on a intérêt à se disputer. M. Joseph Reinach n'en aurait pas extrait tant de gros volumes s'il en eût été autrement. Le monde est ainsi fait que l'on n'aboutit à rien sans tradition. Et il y a beau avoir du jeu dans la tradition gambettiste, cette tradition reste un des axes de la politique contemporaine.

Gambetta ou Deschanel?

Faire ces constatations, c'est dire assez que ce qui nous intéressera dans Gambetta, ce sera M. Deschanel. Le « grand tribun », vraiment, n'est pas digne de notre exclusive attention ; tout en lui sue la médiocrité, vie et mort, fracas et silence. Est-il seulement Français ? Oui, puisqu'il est né en France d'un père italien et qu'il a opté, en 1859, à sa majorité, pour la patrie de sa mère. A la suite d'Edouard Drumont, M. Urbain Gohier, dans sa *Vieille France*, où il y a tant de drôleries, ne le nomme jamais que Gamberlé — Gamberlé descendant de Juifs génois, émigrés dans le midi de la France à Cahors, où ils s'établirent en 1818. M. Deschanel le tient pour Français bon teint, de souche catholique. *Forse che si, forse che no.*

Une lettre de Gambetta du 13 février 1882, écrite au lendemain de sa chute (5), nous montre bien

---

(1) *Gambetta*, par Paul Deschanel. Un vol. grand in-16 de 302 pages, orné de 8 gravures hors texte, 14 francs. Collection *Figures du passé* (Paris, Hachette, 1920).

(2) Un vol., deuxième édition, à la Nouvelle Librairie nationale. Ouvrage d'une documentation merveilleuse, d'un fouillé inappréciable.

(3) Un admirateur qui pousse ses élans jusqu'à prendre le langage dévot. Cf. pp. 293-94, où l'on parle du « culte fervent et passionné » que l'on a pour Gambetta.

(4) Cf. 221 (en haut), 249, 287, etc. Dans la *Croix* du 6 février, M. Guiraud dénonce son *incohérence* et son machiavélisme à propos de ses tentatives de rapprochement avec Rome :

« *Il était l'homme de la tractation, du compromis, de » la combinazione ; il était né diplomate ; il était com- » pliqué, il y avait même parfois quelque ruse en lui.* »

» Pour le prouver, M. Deschanel, résumant dans un rapide raccourci l'action politique de Gambetta, nous le montre négociant toujours des accords avec les républicains pour leur faire accepter la Constitution de 1875, avec les orléanistes pour leur faire accepter la République, avec les légitimistes et les bonapartistes pour les opposer aux orléanistes. Pourquoi n'aurait-il pas négocié avec Rome pour lui faire accepter la Séparation et la laïcité ?

» Il est fort possible que dans ce Français au sang italien il y ait eu un continuateur de Machiavel.

» Mais il y avait aussi un incohérent dont les calculs rusés étaient contrecarrés par ses passions, ses emportements oratoires. Presque au même moment, Gambetta parlait d'apaisement religieux et agitait le spectre du cléricalisme devant les masses pour les lancer à l'assaut de la religion, tout en se défendant de le faire et en inventant, pour les besoins de la cause, l'opposition de la religion et du cléricalisme, des Ordres religieux et du clergé séculier, du haut et du bas clergé. »

(5) Cf. p. 279.

qu'aux minutes de crise l'Italien surgissait en lui, franc et intact. Il est à Gênes, et il dit : « Cette grande cité de marbre... je (la) sens toujours être mon berceau. J'y respire plus librement qu'ailleurs, et loin de me trouver dépaysé, c'est toute son histoire qui me revient comme une tradition de famille... *J'éprouve, quoique bon Français, un regret de race.* » Au fond, peu importe. Ce n'est pas dans le pays de Mazarin que l'on peut trop durement reprocher son origine à Gambetta.

En tout cas, durant toute cette biographie, nous allons assister à un spectacle qui ne nous déplaît pas, celui de M. Deschanel maintenant avec vigueur la doctrine gambettiste du côté de la tradition autoritaire, de la sagesse, du tact, du compromis.

Tout n'est pas faux dans ce parti pris manœuvrier d'excuse parfois, d'explication souvent, d'atténuation toujours. Par l'emploi judicieux de textes inédits, notamment de lettres à Ranc (on ne s'attendait guère à trouver Ranc en cette affaire [6]), M. Deschanel s'efforce d'établir, sans contestation possible, que Gambetta possédait parfois du réel un sens plus accusé qu'on ne serait disposé à lui reconnaître d'après les actes et les tonitruances de sa vie publique.

Une vie « cinéma de catégorie inférieure »

Car, ne l'oublions pas, c'est une vie d'homme que l'on nous présente, une vie courte, claironnante et un peu vide, puisque le retour sur soi n'y figure que sous la forme de confidences (1873-1882) à une femme intelligente et douce, mais sans grand horizon, Mme Léonie Léon (7), et que jamais la méditation véritable n'a su l'approfondir ou la nuancer. Non, dans la grande, l'immense politique où le jetèrent le hasard, son entrain aussi, son intelligence et son entregent, autant que la pauvreté du régime en ressources d'autorités sociales, le fils de l'épicier de Cahors n'apporta autre chose qu'un esprit d'homme d'affaires supérieurement allant, ou de boutiquier dont le réalisme ne dépassa jamais la duperie de certains grands mots ou de situations trop fortes pour son caractère...

Gambetta est un esprit de second et, sur certains points, de troisième et quatrième ordre. Sa vie est un cinéma de catégorie inférieure. Peut-être doit-il à ces insuffisances combinées le succès qu'il a récolté dans notre démocratie ; et, quand je dis *peut-être*, je pense *sûrement*. Toujours est-il qu'à la suite de M. Deschanel nous devons nous y attarder puisque, à tort ou à raison, l'économie du régime actuel rend nécessaire cet examen.

Les deux Gambetta

Dans un article, consacré dernièrement par lui à l'ouvrage de M. Deschanel, M. Henri Joly croit pouvoir discerner (8) deux parties très nettes dans la vie et dans l'influence de Gambetta ; l'une discutable, où Gambetta fait office, à l'intérieur, de politicien assez borné ; l'autre, plus noble, où le souci de la grandeur de la France domine tout. Les faits correspondent-ils à cette vue ?

Je sais bien que rien n'est plus bavard qu'un texte écourté ; cependant, il en est un qui paraît donner tort à M. Joly. Le 6 juillet 1881, quelques mois donc avant sa mort (31 décembre 1882), après avoir défendu devant la Commission ses idées sur l'armée, après avoir fait sonner bien haut — trop haut — qu'il sacrifiait son bonheur « aux décevantes chimères de la politique » et accusé ses « aveugles contemporains » de supporter avec fatigue ses « projets de restauration nationale », il s'écrie : « Je ne regrette rien, *n'ayant jamais agi que dans l'intérêt supérieur* de mon parti. » (9)

M. Deschanel, qui commente avec savoir-faire ce texte révélateur, ne paraît pas en apprécier suffisamment la portée, et M. Henri Joly, qui s'efforce, à la suite de M. Deschanel, de trouver dans Gambetta une part de conservatisme assez notable, louent en lui le patriote clairvoyant. Gambetta lui-même, en nous avouant ses préférences ultimes pour la politique de secte, nous engage à ne pas aller si vite en besogne. La question vaut donc d'être pesée.

La question Gambetta

En la retournant sous toutes ses faces, nous n'oublierons jamais qu'elle concerne à la fois un mort et un vivant, un auteur et le personnage qu'il étudie, un programme d'antan et une politique d'avenir, bref, Gambetta et Deschanel.

Disons-le tout de suite : l'apologie de Gambetta fournit à son panégyriste l'occasion de développements très solides, à propos notamment de l'Egypte, de l'Autriche, de la politique coloniale, du budget de la guerre et de nos frontières du Rhin.

Aussi bien, *l'inspiration générale du livre est-elle que Gambetta, loin d'être secondé par son parti dans les questions de politique extérieure, sur lesquelles il professait une doctrine éprouvée, fut nettement contrarié par lui, et que les républicains sacrifièrent à leur goût pour les divisions intestines le prestige de notre pays.*

Pour peu qu'on y réfléchisse, on sera stupéfait d'un tel aveu, moins nettement formulé peut-être que je ne le ramasse, mais diffus et présent à toutes les pages, sous-entendu sous toutes les réflexions de M. Deschanel. Dans la mesure même où on applique cette théorie à l'avantage de Gambetta, on en grève lourdement la capacité politique du parti républicain, mouvement nécessaire dont le choc en retour retombe de tout son poids sur Gambetta initiateur, inspirateur et soutien de ce parti, et, par ce parti, de ce régime. Quoi de plus tragique que cette mésaventure ? Et que penser, encore une fois, de cet aveu d'avoir tout sacrifié à son parti ? Qu'est-ce que cette attitude, qu'est-ce que cette perspicacité, ce réalisme d'un homme épris de la grandeur de la France, et qui, par passion sectaire, sacrifie les intérêts de sa patrie au succès d'un parti qui ne s'entend qu'à les saccager ? Qu'on retourne comme on voudra ce qu'on peut appeler, depuis la publication du livre de M. Deschanel, « la question Gambetta », il est impossible de la tourner au bénéfice de l'homme ou du régime. Je ne dis pas que M. Deschanel en sorte diminué : au contraire. Mais, malgré ses efforts, à cause de ses efforts même, Gambetta, lui, n'y gagne pas en prestige. Mais regardons de plus près.

La politique extérieure traditionnelle de la France à l'état de chaos chez Gambetta nette chez Deschanel

Il y a une dizaine d'années, j'avais eu l'occasion de louer dans la *Croix* les doctrines qui charpentaient le rapport sur notre budget des affaires étran-

---

(6) Cf. notamment p. 197 à propos de la politique française en face de l'Autriche, et p. 199 sur la question des alliances.

(7) Leur banalité est exemplaire. (Cf. pp. 217-218.) Certaines phrases atteignent le dernier degré du poncif.

(8) Cf. *Libre Parole* du 21 janvier 1920.

(9) Cf. p. 289.

gères et dont M. Deschanel était l'auteur. Ces doctrines, nous les retrouvons amplifiées, assurées, rattachées à une politique plus générale et à la fois plus personnelle dans ce *Gambetta* que nous examinons.

Comme nous venons de le dire, qu'il s'agisse de la question militaire ou de notre attitude envers l'Autriche, de nos relations avec l'Angleterre ou de notre expansion dans le monde, M. Deschanel dégage avec bonheur — et avec la plus haute autorité — les principes directeurs de toute politique française.

Ecoutons Gambetta parler à Ranc, dans une lettre du 21 mai 1876 :

Comment faire comprendre aux républicains que ces luttes intestines nous empêchent de fixer la frontière ? X et Z même ont des visions. Hors leur politique habituelle, il est inutile de rien leur demander. Et nous, quelle alliance recherchons-nous ? Que faisons-nous pour nous entendre avec la Russie, avec l'Angleterre ? (10)

Cette alliance franco-russe, il la conçoit d'ailleurs non pas très différemment de l'idéal conçu par Charles Maurras, active et alerte : « Suivre les destinées de la Russie, dit-il, nous associer à ses horizons, *les modifier au besoin.* » (11) C'est M. Deschanel qui souligne, et ce *souligné*, qui répond à un désir de 1877, constitue également une critique de 1894.

L'Autriche n'est pas absente davantage des préoccupations gambettistes :

Indiquer aux Habsbourgs, note-t-il, que les Hohenzollern se servent d'eux pour affermir la constitution de l'unité allemande, quel homme en France pourrait faire cela ?... Je voudais tant... dissoudre l'alliance Habsbourgs-Hohenzollern ; rapprocher l'Italie de la France. Le capital serait d'isoler la dynastie terrible et menaçante des Hohenzollern. Celle des Habsbourgs subit son joug le sourire aux lèvres, mais le cœur oppressé (12)

Cette haute politique, dont M. Deschanel exagère sans doute la netteté, ne dépasse pas le stade des linéaments et de l'ébauche. La contradiction la plus irréfléchie s'y installe dès l'abord. Sans doute, Gambetta, et M. Deschanel l'en félicite, ne professe aucun culte pour le principe des nationalités, « destructeur (c'est Gambetta qui parle) de tous les équilibres et germe nouveau de complications entre les Etats » (13) ; néanmoins, il le considère comme bon en soi puisqu'il se borne à vouloir en retarder l'avènement d'une vingtaine d'années, et que cette alliance franco-autrichienne, qu'il appelle de tous ses vœux, ne l'empêche pas de rêver une Roumanie intégrale et de faire de ce rêve la base d'une politique positive.

Il y aurait donc bien des traits à reprendre dans ce chaos. Certes, il est imprudent de faire parler les morts ; mais enfin, rien ne nous garantit que Gambetta n'eût pas été le dévot confrère du président Wilson et qu'il ne se fût accommodé de la gabegie actuelle qui bouleverse l'Europe au nom du principe nationalitaire.

S'il faut aller au bout de notre pensée, nous n'estimons pas que les préférences de Gambetta en matière de politique extérieure, préférences qui, suivant la remarque très juste de M. Deschanel, l'apparentent à la droite orléaniste, soient la marque d'un réaliste ou d'un initiateur. N'y convient-il pas plutôt d'y voir une nouvelle preuve de médiocrité, surtout quand on remarque la note d'incohérence qu'aussitôt Gambetta y introduit comme son cachet personnel ?

Il y a bien des manières d'être traditionaliste. On peut l'être par génie, par empirisme, par raison, par boutade, par esprit de contradiction, par romantisme ; on peut l'être aussi — et c'est la moins bonne manière — par médiocrité d'esprit et par manque d'imagination. Gambetta, qui n'inventa jamais rien, et qui ramassa ses clichés de politique intérieure dans la vieille sacoche de l'opposition républicaine, s'adressa, pour la politique extérieure, à une autre sorte de spécialistes, ceux de la maison d'Orléans, dont il décalqua sans intelligence les procédés utilitaires. Ni dans l'un ni dans l'autre cas, nous ne nous trouvons en face d'une attitude authentique ou d'un esprit capable de vouloir les conditions de son idéal.

Ah ! certes, ce ne sont pas les considérations sensées qui manquent aux anticipations ou aux craintes de Gambetta. « Par notre faute, déclare-t-il, nous verrons l'Autriche combattant avec la Prusse contre nous ! » Mais que valent ces avertissements ? Qu'est-ce que peut bien vouloir dire ce platonisme ? Un mot, le mot d'impuissance, ne caractérise-t-il pas la carrière de Gambetta ?

Impuissance relative, bien entendu, mais relative à quoi et à qui ? Relative à l'homme et à ses desseins ! Gambetta, jeune encore, est mort déçu. Quelle leçon ! N'est-ce pas une indication — n'allons pas jusqu'à dire une preuve — qu'il y avait quelque chose d'irrémédiablement imparfait dans son programme ?

La « pauvreté » de Gambetta

La preuve, si nous la cherchions, nous ne peinerions pas trop à la trouver. Explorons seulement les régions du gambettisme où, par la force des choses, tous guides se dérobant, il a fallu créer et devenir chef de file.

Sa politique allemande

Aucune n'est plus instructive que celle qui concerne la politique allemande de Gambetta. D'autres seraient peut-être plus pittoresques, par exemple celle qui regarde la guerre de 1870. A la suite de Reinach et de Hanotaux, M. Deschanel n'a pas consacré moins de cinq chapitres (14) à défendre Gambetta et avec Gambetta une foule de notabilités républicaines, dont MM. de Freycinet et Antonin Dubost ne sont pas les derniers, contre le réquisitoire extraordinairement serré de M. Dutrait-Crozon, qui est vraiment une œuvre maîtresse. Même après cette défense, l'essentiel de Dutrait-Crozon subsiste, et jamais aucun historien sérieux n'accordera au promoteur de la guerre de 1870 (car, à mon sens, la thèse d'Emile Ollivier sur la responsabilité de Gambetta dans la déclaration de guerre [15] frise la vérité d'aussi près que possible) le bénéfice d'autre chose que des circonstances atténuantes dans l'extraordinaire équipée du siège et de ses suites.

Mais laissons ce débat qui passionne trop les

---

(10) Pp. 199-200.
(11) P. 200.
(12) P. 200.
(13) P. 197.

(14) Les chapitres IV à VIII inclus, c'est-à-dire toute la deuxième partie de l'ouvrage, qui en comporte quatre : 1° Avant la guerre (Enfance, Affaire Baudin, Gambetta député, le conflit avec la Prusse) ; 2° La guerre ; 3° L'établissement de la République (très curieuse discussion sur les origines et les mérites de la Constitution de 1875) ; 4° Premiers pas de la République parlementaire (Les idées de Gambetta en politique ; le 16-Mai ; Gambetta et Bismarck ; le pouvoir occulte ; le grand ministère ; la mort).
(15) *Cf. Empire libéral*, t. XIV, pp. 491-492.

versaires pour ou contre et qui s'alimente d'arguments trop divers et incontrôlables. Préférons-y la question Bismarck, à propos de laquelle aucune excuse n'est admise. M. Marie de Roux (16) en a fait l'objet d'une étude aiguë et partiale, documentaire et lumineuse au plus haut point. Qu'on la compare au récit gêné que M. Deschanel n'a pu esquiver. On ne sait trop d'où vient la condamnation la plus catégorique, du militant d'*Action française* ou du *président de la République*.

C'est qu'il s'agissait, pour Gambetta, non plus de suivre une routine, mais de faire office de pionnier. Nulle part plus qu'en ce chapitre on ne s'aperçoit de la pauvreté d'intellect et de conception qui caractérise Gambetta. Ailleurs, il pouvait ajouter à la tradition un écho et faire croire à des accents personnels. Ce recours lui est impossible ici. Coûte que coûte, il doit donner sa mesure et aller de l'avant. La déconvenue dépasse tout ce qu'on aurait pu imaginer. Non content d'adopter vis-à-vis de Bismarck l'attitude la plus imprévue, la moins française, la plus fausse pour le partisan qu'il avait été de la résistance à tout prix lors de l'invasion, il accumule si bien les imprudences et les impairs qu'il s'arrange de manière à ne pas profiter même de l'espèce d'humilité théorique où il lui plaît de s'enfoncer.

Bafoué et roulé par Bismarck, qui le voue à l'anticléricalisme

L'histoire est connue. Par l'intermédiaire de la Païva, devenue comtesse de Donnersmarck, Gambetta s'abouche secrètement avec Bismarck dans l'espoir de le convertir à ses vues. En fait, il est bafoué par le « monstre », qui lui impose ses préférences et le voue, par l'anticléricalisme, à la destruction de notre énergie nationale (17).

Bien entendu, ce n'est pas ainsi que M. Deschanel (17 *bis*) considère ce grave épisode ! Mais les paroles de blâme se pressent sous sa plume pour qualifier la tentative rocambolesque de Gambetta : erreur..., absence de sens critique..., illusion. De fait, pour avoir cru, en 1875, « à un retour possible de nos provinces perdues, *par la négociation* », il fallait avoir le jugement corrompu par la pire gangrène, celle du politicien de second ordre qui croit que les événements se règlent à la manière d'une intrigue dans un couloir. Une phrase de Gambetta permet à cet égard de le sonder jusqu'au fond. Parlant d'un discours de Bismarck, le 20 février 1878, il ose écrire :

> Je suis ravi, je suis enchanté... c'est plus que nous ne pourrions espérer... *Voici que se lève maintenant dans cet homme l'aurore radieuse du droit...* Je suis au comble de mes vœux... Aujourd'hui sera un grand jour (18).

Ce manque d'observation classe Gambetta une fois pour toutes et nous donne la mesure de sa valeur ; cette valeur est mince, extrêmement.

M. Deschanel parle

Que M. Deschanel soit d'un avis contraire, sa situation, son passé, ses convictions même l'y obligent. On n'écrit pas la vie d'un homme pour prouver que cet homme est petit ou vide. Aussi bien l'ai-je déjà remarqué, l'intérêt de cet ouvrage ne réside pas dans le sujet, mais dans l'auteur. Ce qui nous intéresse dans Gambetta, ce sont les idées de M. Deschanel. Sa manière d'appuyer sur tel trait, de faire ressortir telle nuance, de poser tel principe, est pour nous d'une actualité dont Gambetta est bien innocent. Tant mieux pour lui s'il se trouve être digne d'éloge sur telle controverse. A l'occasion, ce rôle ne manque pas d'utilité — ni d'enseignement.

---

(16) *La République de Bismarck.* Un vol. de la Nouvelle Librairie nationale. Dans cet ouvrage, il est fait grand état des *Mémoires* de Hohenlohe, ainsi que du procès d'Arnim.

(17) Dans la *Croix* des 5 et 6 février, M. Jean Guiraud écrit à ce sujet :

« Je n'accuse certes pas Gambetta d'avoir voulu faire le jeu de nos ennemis, et d'avoir été leur complice. *Patriote*, il le fut dans la terrible crise de 1870-1871, et il le demeura toute sa vie. Mais sa passion anticléricale l'aveugla en 1877 sur les intérêts réels du pays. Il est curieux de noter que c'est au moment même où la passion irréligieuse l'emportait ainsi en lui, qu'il se prêta aux suggestions de Bismarck, lui proposant une entrevue pour liquider le différend entre l'Allemagne et la France. Ici nous regrettons que M. Deschanel n'ait pas mis à profit les souvenirs si suggestifs du prince de Hohenlohe, qui fut, de 1874 à 1885 — par conséquent, au Seize-Mai, — ambassadeur d'Allemagne à Paris. Il y aurait vu le représentant de Bismarck multipliant ses avances à Gambetta pour l'encourager dans ses campagnes anticléricales, et écrivant, au lendemain de sa première entrevue avec lui chez Thiers, le 2 juillet 1877 : « A l'entendre, on devrait exterminer » les Congrégations ; donc expulsion des Jésuites !... » (*Mémoires*, t. II, p. 403.) Evidemment, Hohenlohe était content de cet anticlérical qui se proposait « d'exterminer » les Congrégations » et d'expulser les Jésuites.

» Cette satisfaction, il l'exprimait à son empereur le 22 octobre 1877, au lendemain même de ces élections du 14 octobre 1877 qui, en ramenant les 363, avaient marqué l'échec du Seize-Mai et la victoire de Gambetta.

» Guillaume Ier lui ayant exprimé quelques craintes sur les sentiments belliqueux de Gambetta, devenu, par la défaite des conservateurs, l'homme du jour, Hohenlohe le rassura en lui montrant désormais la France détournée de la politique de revanche par la guerre anticléricale dans laquelle elle venait d'être lancée pour longtemps.

« Je me permis de contester le bien fondé de ses craintes » et déclarai en outre que je ne croyais pas que la Répu» blique de Gambetta se lançât dans une guerre contre » l'Allemagne... Gambetta, obligé d'engager la lutte contre » les cléricaux, provoquerait un conflit autrement consi» dérable que notre Kulturkampf. *Il serait donc trop » occupé à l'intérieur pour nous faire la guerre.* » (*Mémoires*, t. II, p. 409.)

» Cette politique anticléricale de Gambetta, Hohenlohe la note encore avec satisfaction le 19 mars 1879. Appelé au ministère au lendemain même de la démission de Mac-Mahon par le nouveau président de la République, Grévy, Waddington avait inauguré le gouvernement de la République par des républicains en donnant le portefeuille de l'Instruction publique à J. Ferry (4 févr. 1879) et, dès le 15 mars, Jules Ferry proposait au Parlement le « fameux article 7 » qui enlevait aux Congrégations le droit d'enseigner. Cinq jours après, Ferry et Gambetta développaient leur politique anticléricale à l'ambassadeur allemand au cours d'une réception du comte de Beust, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, et recevaient ses félicitations et ses encouragements. Gambetta ayant annoncé la prochaine fermeture de tous les établissements tenus par les Congrégations non autorisées, « je lui fis observer, écrit Hohen» lohe, qu'on s'y prenait un peu tard, après avoir toléré » l'enseignement des Jésuites pendant trente années. » *Gambetta m'approuva* ». (*Mémoires*, t. III, p. 14.) Quelques mois plus tard, le 17 novembre, l'ancien organisateur de la Défense nationale alla féliciter Hohenlohe de son maintien à la tête de l'ambassade allemande de Paris, et lui annonça le succès prochain de l'article 7. (*Mémoires*, III, p. 40.) Lorsque, malgré cette prévision, l'article 7 eut échoué au Sénat et que le gouvernement, substituant à l'action de la loi celle des décrets, eut prononcé l'expulsion des Congrégations non autorisées, Gambetta alla voir l'ambassadeur allemand pour lui annoncer que, les Congrégations ayant refusé, sur le conseil de l'archevêque de Paris, de demander les autorisations nécessaires, les expulsions allaient être opérées, et le Kulturkampf français déchaîné. (*Mémoires*, III, p. 75.)

(17 *bis*) Cf. le début du ch. XVI (pp. 219 et suiv.), consacré aux rapports de Gambetta et de Bismarck.

(18) P. 220.

« La Méditerranée a toujours été, avec le Rhin, le grand rêve français »

Par exemple, la question d'Egypte et le rôle qu'y tint Gambetta fournissent à M. Deschanel une place très suffisante pour dessiner à grands traits les linéaments d'une politique d'expansion française, donc d'une politique franco-anglaise idéale.

Il loue Gambetta — et nous le louons de cet éloge, en lui souhaitant de ne pas oublier à l'Elysée ces principes élaborés sur le quai d'Orsay — de vouloir « être l'ami, non la dupe » des Anglais (19). Pour cela, que faut-il faire ? De la politique positive, utilitaire, réaliste. A propos de notre reculade égyptienne en 1881, dont Clemenceau, avec cette absence de réaction efficace vis-à-vis des prétentions anglo-saxonnes qui le caractérisa toujours, reste pour beaucoup responsable, M. Deschanel écrit fort bien (et encore un coup, nous faisons des vœux pour que l'acte chez lui s'accorde à la parole) :

> Même en mettant les choses au pis, il y a un fait que les Français oublient trop souvent, et que les Anglais, eux, n'oublient jamais : c'est la valeur des gages. Ils ne lâchent pas ce qu'ils ont acquis. En toute hypothèse, abandonner pour rien nos droits, notre situation en Egypte, c'était une duperie sans nom. Nous n'avions pas le droit d'être absents (20).

Elevant plus haut encore la discussion, il établit :

> La Méditerranée a toujours été, avec le Rhin, le grand rêve français. A chaque période de troubles politiques et de désordres religieux, notre influence en Orient a subi une crise. Nos plus grands rois, nos plus grands ministres, Henri IV, Richelieu, par exemple, ont su mener de front l'œuvre de la France sur les marches de l'Est et dans la Méditerranée. Pouvions-nous, après 1870, rester à la fois dans la Méditerranée et sur les Vosges ? Jules Ferry, Gambetta le pensèrent ; et nous, qui naissions alors à la vie politique, nous le pensions avec eux. Aujourd'hui, l'histoire a prononcé. La possession d'un vaste empire colonial n'a pas affaibli la France, au contraire, elle l'a fortifiée (21).

Ces jugements de l'historien, du politique, qui ne les rapprocherait de la tâche de l'homme d'Etat ? Quand même nous nous abstiendrions de le dire, la nature des choses veut aujourd'hui que, imbu d'idées pareilles, M. Deschanel assume la première magistrature de la République à un moment où les intérêts de la France en Syrie, en Méditerranée, sur le Rhin, n'ont pas su trouver la sauvegarde qui leur était nécessaire, de l'aveu unanime de tous nos hommes d'Etat (22). Il n'est pas sûr que l'histoire ratifie, vis-à-vis de tel ou tel politicien, les emballements dont nous fûmes les témoins, et il n'est pas sûr que la période qui s'étend de l'armistice au départ récent de M. Clemenceau ne soit pas considérée comme marquant l'apogée de nos abdications, après celle de 1916 en Orient. En bon français, voilà tout au moins ce que semblent vouloir dire les réflexions très dignes, très méditées et très sagement appuyées, de M. Deschanel. Nous n'avons pas lieu de les trouver ni déplacées, ni inopportunes, ni de mauvais augure.

Du côté de la politique intérieure

Elles nous révèlent, en effet, des préoccupations d'excellent aloi, coordonnées, vraiment organiques. Avec une sagesse assez rare dans notre milieu parlementaire, M. Deschanel, sous couleur d'interpréter Gambetta, laisse clairement percevoir où vont ses préférences : « Il portait en lui, assure-t-il, le rêve de tout homme d'Etat digne de ce nom, *une France unie, réconciliée, groupant toutes ses forces pour une grande action extérieure* » (23), soucieux moins des partis que des compétences, là du moins où il s'agit d'administrer, non de gouverner. Il félicite Gambetta, lors de la formation de son grand ministère (de deux mois et demi : 5 nov. 1881-26 janv. 1882), d'avoir choqué les préjugés de ses amis en faisant appel aux services de Canrobert, du baron de Courcel, du général de Miribel, réactionnaires avérés, mais spécialistes éminents, incapables d'ailleurs d'une intrigue déloyale. Cette primauté consentie de la défense nationale et des spécialisations sur l'acharnement des partis et les hasards électoraux, mérite d'être relevée ; nous verrons si M. Deschanel sera plus heureux que Gambetta dans sa mise en œuvre, s'il saura mieux aussi en vouloir les conditions. Rien ne nous permet de croire que sa bonne volonté ne soit pas entière. Aura-t-il suffisamment de tact ? L'énergie ne lui fera-t-elle pas défaut ?

Utilité et rôle d'une Droite intelligente et énergique

A cet égard, un passage très symptomatique de son livre vaut d'être commenté en détail. Fidèle à une tradition déjà ancienne qui consiste à refuser à la droite toute participation au pouvoir, à lui dénier dans le gouvernement de ce pays la part légitime d'influence qui lui est due, mais à la rendre responsable des effets nécessairement perturbateurs de ses inévitables protestations, quand elle a le courage d'en élever une, M. Deschanel, confondant, non sans habileté, droite et monarchie, prend la parole et prononce :

> J'imagine, dit-il, un de ces grands monarchistes d'esprit haut et de conscience droite qui illustrent leur parti faisant loyalement son examen de conscience...

Et alors, c'est le défilé des boucs émissaires, le manifeste du 5 juillet sur le drapeau blanc, la lettre du 27 octobre, la lutte quasi fratricide des prétendants, l'échec du duc d'Aumale, la République fondée par le comte de Paris.

> Fut-ce la faute des républicains, si les conservateurs contribuèrent à renverser plus de cinquante ministères en quarante-quatre ans ? (24)

Cette tradition dont j'ai parlé, renouvelée d'Israël, est tellement instillée dans l'âme de nos dirigeants que M. Deschanel ne semble pas avoir eu même le soupçon qu'on peut répondre *oui* à sa question. Déjà il enveloppe décemment sa victime dans un linceul sacrificatoire :

> Ah ! — s'écrie-t-il — si les conservateurs français avaient toujours montré autant de sagesse dans la politique qu'ils ont montré de courage sur les champs de bataille !

Que cet état d'esprit est curieux ! Accepter de la droite tous les sacrifices, à commencer par celui du sang, faire appel à ses compétences administratives en les payant du prix des criailleries de la gauche — monnaie légère, même en temps d'assignats, — mais la tenir à l'écart des régions où l'on gouverne, quitte à la gourmander lorsque, par les moyens légaux que la Constitution lui donne, elle fournit discrètement la preuve que quelqu'un qu'on écarte du foyer n'est

(19) P. 283.
(20) P. 286.
(21) P. 285.
(22) *Cf.* à ce sujet, dans la *Renaissance* du 31 janvier 1920, l'enquête de M. André Lamandé sur l'attitude qu'imposent à la France les insuffisances notoires du traité de paix pour notre sécurité sur le Rhin.

(23) P. 268.
(24) Pp. 225-226.

pas tenu aux mêmes réserves que ceux qui s'y réchauffent, étrange nébulosité, commune à Clemenceau et à Deschanel, à Briand et à Barthou, nébulosité intolérable !

Ce pays, en vérité, sera sauvé par la droite, une droite intelligente, énergique, et qui n'aura pas peur d'être une droite, — ou il périra. C'est une erreur politique, une erreur d'histoire, de lui tenir, même de bonne foi, un langage déconcertant sur ce point.

Mais cette erreur prévaut si bien dans les milieux parlementaires que M. Deschanel lui-même, si apte à comprendre la nécessité d'une attitude puissamment nationale, n'est pas arrivé à s'en déprendre. Elle domine presque toute la troisième partie de son ouvrage, consacré à l' « établissement de la République », et parcourt trop fréquemment la quatrième, où il est question des « premiers pas » de la République.

M. Deschanel révisionniste

Il faudrait plus de place que nous n'en disposons pour suivre en détail M. Deschanel à travers cette quatrième partie (25). L'histoire, même correcte, même impartiale, n'est jamais, consciemment ou inconsciemment, de près ou de loin, qu'un moyen d'expression des besoins du présent. Il n'est donc pas sans profit de considérer quelle idée notre nouveau président se fait de la Constitution dont il aura la garde, à en juger par la manière dont il se prononce sur sa genèse.

Là-dessus, aucun doute n'est possible. M. Deschanel pense beaucoup de bien de notre Charte, mais il la croit imparfaite quoique perfectible. *M. Deschanel est révisionniste.* Qu'il s'agisse du 16 mai, des élections d'octobre 1887, du « pouvoir occulte », du programme enfin du « grand ministère », où la révision était abordée de face, partout il passe une main experte sur la cuirasse toute neuve afin d'en signaler déjà les défauts. Toute cette histoire de 1876 à 1882 est écrite par rapport à ce dessein, dont on trouvera l'économie clairement indiquée dans le passage que nous allons reproduire. On le trouvera peut-être un peu long. Si je le cite tout entier, c'est qu'aucun n'éclaire mieux que lui la conscience politique de M. Deschanel et ne met davantage en relief la figuration qu'il se fait de notre régime ! (26)

Une Constitution de compromis entre monarchistes constitutionnels déçus et républicains résignés

Deux livres publiés sous le second Empire — dit-il — eurent sur les dispositions de l'Assemblée nationale une profonde influence : *les Vues sur le gouvernement de la France*, par le duc Victor de Broglie, et *la France nouvelle*, par Prévost-Paradol. Le livre du duc Victor de Broglie, écrit en 1861, tiré à quelques exemplaires, saisi par la police, ne parut qu'en 1870 ; le livre de Prévost-Paradol en 1868. C'est là que se fit l'éducation politique de la génération qui devait réaliser la Constitution de 1875. Ni l'un ni l'autre n'insistent sur la nature même du régime. Ecoutez Victor de Broglie : « Tranchons le mot : une république qui touche à la monarchie constitutionnelle, une monarchie constitutionnelle qui touche à la république et qui n'en diffère que par la constitution et la permanence du pouvoir exécutif, c'est la seule alternative qui reste aux amis de la liberté. Toute autre république, c'est la Convention, toute autre monarchie, c'est l'Empire. » Il ajoutait : « Il sera sage de préférer la république à la guerre civile. » Le premier, il indiquait, dès 1861, l'opinion tant répétée par Thiers : « Ce sera le gouvernement qui divise le moins. » Il se montrait surtout hostile à une restauration légitimiste : « La pire des révolutions, disait-il, c'est une restauration. »

Et Prévost-Paradol : « Nous cherchons ici des institutions qui puissent s'accommoder également de la forme monarchique et de la forme républicaine, leur unique objet étant d'assurer la liberté dans la démocratie. » L'auteur de la *France nouvelle* disait : « L'influence prépondérante (ou, si l'on veut, le dernier mot en cas de conflit) étant ainsi réservée à l'Assemblée populaire avec l'unique restriction du droit de dissolution attribué au pouvoir exécutif, cette influence s'exercera de trois manières : par le vote du budget, par le vote des lois, par le renouvellement des ministères. » Il réclamait ainsi, pour l'Assemblée législative élue directement par le suffrage populaire, ce qu'il appelait « le pouvoir du dernier mot ».

Démocrate, libéral, parlementaire, le régime représentatif adapté au suffrage universel, voilà bien les idées que Thiers reprit en 1871, que Casimir-Perier condensa dans sa proposition, puis Laboulaye, qui, lui-même, avait défendu ces idées, en 1863, dans son livre *le Parti libéral* et au tome III de son *Histoire des Etats-Unis* (1866), et Wallon, enfin Gambetta et les républicains qui vinrent coopérer au vote des lois constitutionnelles. Avant tout, la peur du bonapartisme qui essayait de renaître, le souvenir des désastres, la haine de la dictature sous toutes ses formes, dictature d'un homme ou dictature d'une assemblée, voilà ce qui était au fond de leur esprit. Pour ces monarchistes constitutionnels déçus comme pour ces républicains résignés, il s'agissait de prendre des précautions contre une menace possible de pouvoir personnel et de sauvegarder la liberté politique. En votant la Constitution de 1875, l'Assemblée nationale voulut prévenir le retour des malheurs d'où elle était née. Division dans le pouvoir législatif ; unité et responsabilité dans le pouvoir exécutif ; au sommet, une autorité unique — ce dont la Révolution n'avait pas voulu — mais non héréditaire ; à la base, le suffrage universel, dont l'Assemblée nationale elle-même tenait son pouvoir ; la dualité des Chambres, comme en Angleterre, comme en Amérique, comme dans tous les grands Etats républicains ou monarchiques ; la responsabilité des ministres, solidaire en certains cas, individuelle en d'autres ; l'appel à la nation en cas de différend entre le ministère et la Chambre : voilà ce qui émergeait de tant de naufrages. Cette Constitution, d'ailleurs, n'était point rigide, elle restait toujours révisable.

Une réalisation difficile

Gambetta, à peu près seul alors, crut à la durée de cette charte, — transaction non seulement entre les thèses constitutionnelles qui s'affrontaient dans l'Assemblée, mais entre les systèmes constitutionnels qui s'étaient affrontés depuis près d'un siècle, et il vit juste. Mais il ne prévoyait pas que ceux-là mêmes qui auraient mission de l'appliquer en altéreraient les principes. Les inconvénients dont la France allait souffrir pendant quarante ans, et d'abord l'instabilité ministérielle : quelle entreprise humaine pourrait réussir avec de perpétuels changements ? — ces maux ne sont pas tous inhérents à la Constitution ; ils proviennent souvent, au contraire, d'infractions à la lettre ou à l'esprit de la Constitution.

Les démocraties modernes, jusqu'à présent, n'ont trouvé, pour se gouverner, que deux systèmes : dans les Etats fédératifs, le système américain, et dans les Etats centralisés le régime parlementaire, mais le régime parlementaire avec ses lois vitales, ses règles essentielles (27).

(25) Pp. 189 à 278.
(26) Pp. 185 et suiv.

(27) Un nouveau système brutalement autoritaire, expression ultime de la démocratie agissante, est né dans

Les chapitres qui suivent seront la démonstration de ces vérités. Après une expérience de quarante-cinq ans, la France devra rechercher par quels moyens, interprétation ou législation — ou les deux, — il lui faudra, en marquant mieux la séparation des pouvoirs, corriger les abus et rétablir le système faussé. Il faudra remplir ce devoir avec beaucoup de prudence, de soin, de science, en se défiant de l'incompétence, des improvisations hâtives, de la logique abstraite, des thèses *a priori* qui nous ont coûté si cher, et de l'esprit d'aventure. En tous cas, les meilleurs textes ne sauraient suffire ; il faut les mœurs, le bon sens, la raison des hommes.

La quatrième République entrevue par M. Deschanel à travers les désirs de Gambetta

Gambetta, comme Mirabeau, fut un orateur enflammé et un puissant réaliste ; mais Mirabeau disait (14 février 1790) : « Je suis indigné à l'idée que je n'aurai contribué qu'à une vaste démolition » ; Gambetta, lui, pût se rendre cette justice qu'il avait édifié un ordre de choses nouveau. Si l'institution d'une seconde Chambre s'est acclimatée dans la France républicaine, c'est à lui d'abord qu'on le doit. Et si la République a pu vivre, c'est grâce à l'institution de la seconde Chambre. Il avait vu clairement les causes des échecs de l'idée républicaine dans le passé ; au lieu de théories et d'abstractions, il apportait une politique pratique, efficace. Son art fut d'introduire dans les esprits et dans les mœurs, à travers le scepticisme universel, cette grande nouveauté. Après la République de 1792 et celle de 1848, qui avaient péri presque aussitôt, il a fondé une République qui dure depuis près d'un demi-siècle et qui a résisté au plus profond bouleversement des âges. Par là, il occupe une place unique dans l'histoire des idées politiques en France.

Nous pouvons donc caractériser de la sorte la *quatrième République*, entrevue par M. Deschanel à travers les désirs de Gambetta : un régime de conciliation et de compromis, situé à mi-chemin de la monarchie et de la démocratie intégrale, propice à réaliser « l'alliance du peuple avec la bourgeoisie » (28), fournissant à l'exécutif une marge d'initiative et d'autorité très appréciable, garantissant au législatif un contrôle et une liberté d'allures absolue, nationale dans toute la force du terme, c'est-à-dire n'opposant aux droits naturels de l'individu aucune restriction tyrannique, et, poursuivant, pour des fins nobles et humaines, l'idéal d'une France toujours plus glorieuse et plus prospère, par l'entremise d'un Etat robuste (29).

---

la république russe des soviets. M. Deschanel paraît le trouver négligeable.

(28) Discours de Bellevile, p. 253.

(29) Cf. Voir sur ce point, pp. 48 et 49, la façon très « sympathique » dont M. Deschanel expose la doctrine de l'Etat chez Gambetta.

« On voit tout ce qui distinguait Gambetta de l'ensemble de la gauche. Il ne partageait, ni sur la Prusse, ni sur Sadowa, ni sur l'armée, les idées de ses collègues républicains. Il ne partageait pas davantage leurs vues sur l'organisation de l'Etat. Eux, parce qu'ils voulaient abattre l'Empire, voulaient détruire l'Etat, qui en était le support. L'Etat, comme l'armée, se confondait à leurs yeux avec le régime impérial, dont ils méditaient la ruine. Lui, au contraire, tout nourri de Mirabeau et de Comte, identifiait l'Etat avec la démocratie L'Etat, disait-il, c'est nous ; le suffrage universel, c'est nous ; le pouvoir, c'est nous, en vertu du principe de la souveraineté nationale. Donc, le pouvoir doit être fort puisqu'il parle au nom de la nation ; *l'Etat doit être puissant et actif puisqu'il est un moteur du progrès, au profit du peuple.* Jamais cette idée ne l'abandonnera, et plus tard, longtemps après la chute de l'Empire, elle deviendra la source de graves difficultés entre lui et une fraction du parti républicain. »

La question religieuse et M. Deschanel : liberté religieuse et transaction avec l'Eglise

Un pareil programme ne manque ni d'élévation ni de bon sens. Reste à savoir si l'on peut le réaliser. Nous avons dit un mot de la lutte des partis et de la façon (très traditionnelle dans son milieu) dont M. Deschanel en partie l'escamote, à son insu très certainement. Les forces conservatrices dans ce pays ont si peu manifesté, moins leur existence que leur *activité*, elles se sont si bien réfugiées tantôt dans l'insignifiance doctrinale et tantôt dans la bouderie stérile, elles ont si bien donné l'impression qu'on pouvait tout oser contre leurs droits, que le peu de cas que l'on fait d'elles au Luxembourg comme au Palais-Bourbon explique assez facilement leur démission quotidiennement renouvelée. Il leur manque une âme, une conscience, une volonté, le sens d'un but et d'une direction à réaliser et à parcourir.

La question religieuse, sans se confondre, tant s'en faut, avec la question de la droite, y est pourtant bien par plus d'un côté. Disons tout de suite que M. Deschanel, pour autant qu'il interprète Gambetta, semble professer à cet égard une doctrine plus acceptable que celle dont on gratifie communément dans les régions du pouvoir les catholiques français, comme ce fut le cas notamment lors du passage aux affaires de M. Poincaré ou de M. Clemenceau, pour ne citer que des vivants.

Gambetta, puisque Gambetta il y a, ferait-il sur ce point figure de méconnu ? M. Deschanel le soutient volontiers, dirait-on. Sans doute, il ne songe pas à le peindre en croyant, voire en penseur sympathique à la croyance. Ce n'est pas avec un esprit court et déchristianisé comme celui de Gambetta que l'on peut même apprécier dans toute leur étendue des problèmes aussi vastes et aussi complexes que ceux posés par l'évolution des idées religieuses. Cependant on découvre avec un certain plaisir, ou plutôt on éprouve un certain plaisir à voir M. Deschanel nous découvrir complaisamment que Gambetta ne fut peut-être pas le sectaire que ses actes et ses déclarations laissent transparaître.

Cela n'est pas d'un mauvais augure. Que Gambetta ait été ce qu'il a voulu, ce qu'il a pu être, son peu d'importance intrinsèque fait qu'il n'y a pas urgence à éclaircir l'énigme, si c'en est une. Par contre, il est d'une actualité pratique et pratiquement importante de savoir que M. Deschanel, en se réclamant de Gambetta, cherche dans son patron, plutôt que des exemples d'intolérance, des leçons de liberté religieuse et de transaction avec l'Eglise.

Gambetta et le catholicisme

« Les Gambetta — prononce M. Deschanel avec quelque emphase — étaient catholiques de père en fils et catholiques pratiquants ; plusieurs de ses oncles appartenaient au sacerdoce. » (30) M. Deschanel ne nous dit pas à quel âge Gambetta perdit la foi. Ce dut être vers 1854 — il était né le 2 avril 1838, — avant d'aller faire son droit à Paris. Dès cette époque, en effet, on nous le montre entiché par-dessus tout de Mirabeau et de Rabelais, en attendant Voltaire et Proudhon.

« Simplisme » du penseur « arriviste »

Il semble avoir perdu de bonne heure le besoin de croire (31), ou même de penser au delà d'une

---

(30) P. 12.

(31) Cf. pp. 243, 249. « Il avait été déiste — déiste oratoire — en sa jeunesse. » Dans une lettre à son père du 9 mars 1863 (il avait vingt-cinq ans), il se défendait d'avoir

certaine couche peu profonde de considérations, pratiques, maniables, utilitaires. Petit esprit, sans rayonnement, sans mystère, sans plongées, sans intuition, tâcheron de génie d'une politique de seconde zone, les grands sujets lui étaient interdits par l'infirmité de sa nature. Au point de vue spirituel, il semble s'être contenté très vite d'un agnosticisme courtaud et béat. Quand il se décida — très tard — à faire acte de « penseur », ce fut, une première fois, en 1873, à l'occasion du *Dictionnaire* de Littré, une seconde fois, le 12 décembre 1880, à la Sorbonne, pour donner une adhésion retentissante au programme positiviste — dont la part de finesse lui échappait d'ailleurs complètement. M. Deschanel n'hésite pas à prononcer, à l'occasion de cet épisode, le mot de *simplisme*. Il fait honneur à notre président.

Gambetta n'éprouva donc aucune répugnance à faire sien l'anticléricalisme du parti républicain quand il s'y agrégea officiellement (32). En 1869, il contresigna les exigences des Comités radicaux, et c'est avec leur estampille qu'il entra au Corps législatif. Il réclamait donc la séparation des Eglises et de l'Etat, qui était, en principe du moins, pleinement de son goût, et la suppression des armées permanentes, à laquelle il prétendit plus tard avoir toujours répugné. Comme député, il lui fallait prêter serment à l'Empire, dont il souhaitait la ruine. Il le prêta. Ces compromissions donnent la mesure de l'homme. Une fois encore, sachons gré à M. Deschanel de parler franc et d'observer que « certaines consciences très hautes ne purent jamais se résoudre à ce manque de tenue morale et que, au surplus, des « équivoques » de ce genre « coûtent cher au pays ». Mais Gambetta faisait-il toujours passer son pays avant son parti ?

Au fait, le mot qui paraît le mieux lui convenir pourrait bien être celui d'*arriviste*. Coûte que coûte, il lui fallait plaire et flatter, d'une main un peu rugueuse et malhabile, j'y consens, d'une main orgueilleuse certainement et gourmande de gestes autoritaires, d'une main que la parole dominatrice affole et enivre, mais qui n'en reste pas moins une main d'arriviste et de suiveur. S'il avait prévu Sedan, il n'aurait probablement pas voté les crédits militaires en juillet 1870. Mais il croyait à la victoire, par manque de jugement.

Gambetta et la politique religieuse

Sur le terrain législatif, pris entre les sentiments catholiques de la nation et les exigences des radicaux, Gambetta ne cessa de louvoyer. Son tempérament le porta aux compromis, son esprit et son emphase oratoire aux décisions tranchantes et agressives. Que pensait-il dans son for intérieur ? M. Deschanel croit pouvoir nous exhiber un Gambetta désireux de s'entendre avec Rome. Dans quel dessein ? La question vaut d'être tirée au clair.

Anticlérical mais qui berce habilement les catholiques avec des paroles doucereuses

Gambetta est anticlérical. Il n'aime pas le catholicisme, considéré par lui comme une force du passé. Le 5 avril 1870 (33), dans son premier grand discours, il oppose, sans rire — et c'est ce qui le classe ! — la politique tirée de l'Ecriture sainte, « code de l'ancienne monarchie », à « la politique tirée du suffrage universel » — phrase proprement incompréhensible.

Il est tellement anticlérical, et tellement considéré comme tel, qu'il suffit de son adhésion, en juillet 1871, à un ordre du jour relatif à la question du pouvoir temporel, pour que Keller, qui n'y était pas opposé, le repousse alors immédiatement au nom de la droite (34).

Sans doute, il proteste toujours de la pureté de ses intentions. Mais en quoi cette attitude le différencie-t-elle des pires sectaires ? Nous connaissons le refrain. Laïcité ?

> Il explique ce qu'il entend par laïcité : le respect de la liberté des consciences. A l'église, l'enseignement de la foi ; à l'école, l'enseignement de la science. Il essaye de gagner le clergé des campagnes ; il en parle avec émotion et avec respect (35).

Six mois plus tard, à Versailles, le 24 juin 1872, commémorant la naissance de Hoche, il s'écrie avec son héros :

> Dans ce pays, vous n'aurez la paix, le calme, à l'avenir qu'avec la tolérance religieuse (36).

De même, quelques semaines plus tard, à Albertville :

> Allez dans vos temples, croyez, affirmez, priez. Ce que je demande, c'est la liberté, une liberté égale pour tous et pour moi, pour ma philosophie (*le mot est très ambitieux !*) comme pour votre religion. Nous ne sommes pas les ennemis de la religion ; nous la voulons assurée, libre et inviolable (37).

Mais cette attitude, à ce moment, est-elle sincère ? Ne fait-elle pas partie d'un plan, dont elle ne serait qu'un chapitre provisoire ? « Ajournons la discussion des doctrines pour nous en tenir momentanément aux questions de conduite, cultivons avec toutes les précautions imaginables ce germe de République », venait-il de déclarer à Chambéry (38). Dans ce dessein, il fallait à tout prix rassurer les catholiques, les bercer doucement avec des paroles aimables.

En dépit de ces efforts — très dignes, très sincères, très intéressants — de M. Deschanel, je ne crois pas plus au succès futur de Gambetta dans les milieux catholiques qu'à sa prise en considération par les milieux intellectuels.

Sans doute, il se plie aux circonstances, quand elles sont urgentes. Par exemple, il recommandera en Alsace la candidature des prêtres catholiques (39). Ces manigances de second ordre étaient tout à fait de son ressort. Toujours et partout il manœuvre. A quoi bon le cacher ? Le 13 février 1876, à Bordeaux, exposant le programme de son parti, où figure la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il avoue sa répugnance à en hâter l'avènement. Accomplir cette réforme immédiatement ? « Je ne le veux pas »,

renié les idées de sa famille : « Quant aux idées religieuses et à la grande idée de Dieu, je suis trop sensé, en politique et en morale, pour l'abandonner. Et puis, comme tu l'as remarqué avec beaucoup de justesse, c'est une des plus précieuses ressources de l'éloquence. Tu peux donc te rassurer de ce côté-là, j'y suis resté fidèle. » On a l'impression que Gambetta joue sur les mots. Qu'est-ce qu'une foi qui se borne à utiliser l'Evangile pour corser une prosopopée ?

(32) Cf. p. 29.

(33) Cf. pp. 32 et 33.

(34) Cf. pp. 135-136. Plus tard il confère au plus brutalement anticlérical de ses amis, à Paul Bert, le ministère de l'Instruction publique et des Cultes.

(35) Discours de St-Quentin, 16 nov. 1871 (pp. 141-142).

(36) P. 147.

(37) P. 149.

(38) P. 148.

(39) P. 164.

répond-il avec énergie (40). Toujours cette préoccupation de louvoyer. Il sait bien que le pays ne suivrait pas. Il faut l'habituer à cette idée (41).

« Le cléricalisme, voilà l'ennemi! »

Son cœur, durant tous ces calculs, où est-il ? N'en doutons point, son cœur bat contre nous. Ce talent, tonitruant et grossier, qu'il a de frapper à l'usage des masses, en une espèce de billon sonore, des mots-médailles, c'est contre nous qu'il l'exerce. C'est contre nous, il ne s'agit pas d'ergoter, que fut prononcée l'apostrophe du 4 mai 1877, restée fameuse en ce pays. On parlait ce jour-là du pouvoir temporel et de certaines manifestations catholiques parfaitement légitimes, peut-être discutables, en sa faveur. Ah ! comme le souffle lui vient, à ce Gambetta, pour partir en croisade contre les catholiques ! « Il y a une chose, s'écrie-t-il, qui, à l'égal de l'ancien régime, répugne à ce pays, c'est la domination du cléricalisme. Je ne fais que traduire les sentiments du peuple de France en disant ce qu'en disait un jour mon ami Peyrat : *Le cléricalisme, voilà l'ennemi !* » (42)

Certes, M. Deschanel explique. Il atténue, il distingue, il signale le grossissement inévitable du genre oratoire quand il s'exerce dans l'atmosphère fiévreuse des partis. Il a raison, mais peu importe. Sa pente portait Gambetta très loin de nous. Il a beau protester, comme à Château-Chinon, le 26 octobre, de sa ferme intention de « ne pas attaquer la religion ni ses ministres quand ils se renferment dans leur domaine religieux, moral » (43), le mot était lancé. Il roule toujours contre nous et contre l'union nationale.

Rêve d'une réconciliation avec le Vatican à l'avènement de Léon XIII

Pourtant, suivant M. Deschanel, Gambetta rêvait avec le Vatican d'une réconciliation en forme et totale (44).

En [février 1878] — dit-il — Pie IX meurt. Dans une lettre intime, Gambetta écrit : « Aujourd'hui sera un grand jour, la paix venue de Berlin et peut-être la conciliation faite avec le Vatican. On a nommé le nouveau Pape : c'est cet élégant et raffiné cardinal Pecci, évêque de Pérouse, à qui le vieux pape Pie IX, jaloux, avait essayé, en mourant, d'enlever la tiare en l'instituant camerlingue. Cet Italien, plus diplomate que prêtre, est passé au travers de toutes les intrigues des Jésuites et des clergés exotiques : il est pape, et le nom de Léon XIII qu'il a pris me semble du meilleur augure. Je salue cet événement plein de promesses. Il ne rompt pas ouvertement avec les traditions et les déclarations de son prédécesseur. Mais sa conduite, ses actes, ses relations vaudront mieux que les discours, et, s'il ne meurt pas trop tôt, nous pouvons espérer un mariage de raison avec l'Eglise. »

Gambetta savait bien que le Concordat de 1801, ce Concordat dont il avait demandé l'abrogation en 1869 et en 1872 encore, n'était pas éternel, que l'œuvre de Bonaparte ne pourrait pas durer sous la République. Mais aussi, *il avait trop le sens, le goût de l'autorité pour ne pas vouloir tenir, dans une certaine mesure, le clergé.* Il savait que toujours, et même en régime de séparation, l'Etat et l'Eglise se rencontrent en plusieurs domaines, soit au dedans, soit au dehors ; il se rendait compte que la lutte religieuse, si elle maintenait l'unité de son parti, divisait la nation, et que, pour la cause suprême, l'unité de la nation était le salut. Il envisageait donc un nouvel arrangement avec Rome. Il rêvait de négocier avec Léon XIII, comme il avait négocié avec les orléanistes pour faire la République, comme il avait négocié avec les républicains de la veille pour leur faire accepter le Sénat, comme il avait négocié avec les légitimistes et même avec les bonapartistes pour évincer les orléanistes des sièges de sénateurs inamovibles, comme il négociait maintenant avec ses électeurs de Belleville pour leur faire accepter la politique moyenne de la France. Il était l'homme de la tractation, du compromis, de la *combinazione* ; il était né diplomate. Il était compliqué ; il y avait même parfois quelque ruse en lui : « Quel métier que le mien ! *Il me faut les tromper tous pour les mieux servir !* »

Ce paragraphe est souverainement instructif. Nous apprend-il tant que cela du nouveau ?

Et d'abord y voyons-nous paraître un Gambetta plus sympathique ? Vraiment, ce besoin vital de se mouvoir dans une atmosphère de fausseté, qui peut-être ménage sa position, à lui, Gambetta, mais embrouille les intérêts du pays, est-il tant que cela recommandable ? Y a-t-il une politique digne de ce nom sans une certaine loyauté ? Je ne le crois pas. Dans cette question de la politique religieuse comme dans celle des rapports franco-allemands, la rouerie trop grosse du Génois ne pouvait aboutir qu'à des désastres.

Incompréhension des droits des catholiques

Et puis, faut-il le dire ? Ce n'est pas en visant à l'asservissement du clergé que l'on réalisera jamais, dans ce pays, la concorde religieuse. Cet état d'esprit jacobin et absolutiste qui pèse lourdement sur l'acte de 1801 ne saurait être aujourd'hui de mise, pas plus en 1878 qu'en 1920 (45). Si l'on veut réaliser une fois pour toutes l'union nationale en rendant au catholicisme ce qui lui est dû et aux catholiques leur part d'influence, il y faudra plus de franchise et moins d'arrière-pensée. Même pour servir, on ne doit pas chercher à tromper.

Quoi qu'il en soit, jusqu'à son dernier jour, Gambetta ne se départit pas de son attitude un peu double. Le 18 septembre 1878, à Romans, il chante encore son éternel refrain :

Je ne reconnais à personne le droit de choisir, au nom de l'Etat, entre un culte et un autre culte, entre deux formules sur l'opinion des mondes ou sur la fin des êtres. Je professe le plus profond respect pour ceux qui en exercent le ministère (46).

Mais quoi ? A peine a-t-il terminé cette tirade qu'il en commence une autre, où d'obscures menaces sont proférées contre le clergé régulier. Qui Gambetta voulait-il tromper ? (47)

---

(40) P. 191.
(41) P. 196.
(42) P. 203.
(43) P. 214.
(44) Cf. pp. 215-216.

(45) Dans la *Croix* du 6 février, M. Guiraud écrit : « Si Gambetta voulait maintenir le Concordat, c'était pour mieux ligoter l'Eglise avant de lui porter au moment opportun le coup décisif de la séparation. Aussi, dans la déclaration ministérielle qu'il lut au Parlement, le 15 novembre 1880, il réclama, d'accord avec Paul Bert, la « stricte application du Concordat ». Désormais, cet acte de « concorde » entre l'Eglise et l'Etat devint une arme que les majorités parlementaires et le gouvernement manièrent contre l'Eglise pour l'intimider, la paralyser, pour mieux préparer, comme ils le proclamaient eux-mêmes, la séparation définitive qui, en enlevant au catholicisme son budget et son caractère officiel, déterminerait sa mort, d'après leurs calculs. »
(46) P. 232.
(47) Dans l'article de la *Croix* du 5 février que j'ai déjà cité, M. Guiraud précise :
« Jules Simon, qui cependant n'était nullement catho-

Gambetta : l'homme
Médiocrité et besogne diviseuse

Le jour où Gambetta ferait décidément partie du Panthéon national, non celui où l'on enterre, mais celui, invisible, où l'on continue de vivre par le souvenir inspirateur, signifierait qu'une déchéance profonde atteint la vitalité spirituelle de ce pays. Médiocre en tout, sauf en verbiage et en manigances de politicien très ordinaire, Gambetta ne dut son succès qu'à des circonstances invraisemblables et probablement uniques dans l'histoire du siècle dernier. Quand M. Deschanel parle, après tant d'autres, du « suicide de la monarchie », c'est l'histoire qui parle par sa bouche, mais cette voix est funeste au prestige de son héros. A dire le vrai, Gambetta sut tirer habilement parti de cette défection, il sut profiter de la lassitude générale pour installer sur les ruines volontaires des régimes classiques l'innovation républicaine ; mais son œuvre est-elle à ce point résistante et réussie qu'il faille avec M. Deschanel y contempler un spectacle sans précédent ? La République « gambettiste » a-t-elle résisté tant que cela « au plus profond bouleversement des âges » (48) ?

Il serait prématuré de le dire. Ce qui n'est que trop certain, c'est la besogne diviseuse réalisée par Gambetta au sein des forces qui maintiennent l'assiette morale de la France. Depuis son passage aux affaires, le pays est coupé en deux plus qu'il l'était auparavant. C'est un disciple et un collaborateur de Gambetta, Waldeck-Rousseau, qui reprit et poursuivit son œuvre anticléricale.

lique, disait de lui : « La toquade de cet *athée fanatique* » est de lancer notre pays voltairien *contre le clergé*. Gambetta et ses amis n'ont pas plus l'amour de la liberté que » Rouher. S'ils remplaçaient l'Empire, ils seraient plus » autoritaires que lui. Vous n'imaginez pas ce qu'on » entend au milieu d'eux. » (Mme ADAM : *Mes sentiments et nos idées*, p. 376.)

» En 1869, Gambetta se faisait recevoir, à Marseille, dans la franc-maçonnerie (LECANUET : *L'Eglise de France*, I, p. 42).

» Consommé dès sa jeunesse, son divorce avec la religion fut définitif. A partir de février 1873, il éprouva une vive passion pour Mme Léonie Léon, avec laquelle il vécut jusqu'à sa mort. Il aurait voulu régulariser cette union. « Quand tu le voudras, ma chère femme, nous » mettrons à profit *les inventions du Code civil*... Je ne » serai satisfait de cœur et d'âme que le jour où tu » porteras le titre de cette union indissoluble qui nous » lie à jamais. » Ce qui l'en empêcha, c'est qu'il ne voulait invoquer que « les inventions du Code civil » et ne paraître que « devant M. le maire », tandis que Mme Léon exigeait un mariage religieux. Et lorsque, atteint à la main droite d'une balle qui est restée mystérieuse, il vit son état brusquement s'aggraver, il n'appela pas de prêtre auprès de lui, et ce fut un cortège civil, avec toutes les pompes officielles, mais en l'absence de Dieu, qui conduisit son corps au Père-Lachaise. »

Son incompréhension des droits les plus banals des catholiques ou de leur attitude frise l'absurdité :

« Dans ses luttes contre les catholiques de l'Assemblée nationale, ses lettres à l'un de ses confidents, M. Barthélemy, nous le montrent hanté par des préjugés anticléricaux ne dépassant guère la mentalité d'un Homais. La « fusion » qui se prépare entre les deux branches de la Maison de France lui fait craindre une Terreur blanche ! Buffet ou le duc de Broglie organisant des massacres... Quelle erreur de jugement ! C'est cette passion qui lui faisait dénoncer les démarches les plus naturelles de l'Eglise. Le 4 mai 1877, il signalait, comme un attentat inouï contre les institutions républicaines, un Bref du Pape conférant au chancelier de l'Université catholique de Lille le « pouvoir de conférer des grades et même de » déléguer ce droit », et il ne comprenait pas que cette Université, légalement établie en vertu de la loi de 1875, avait besoin de cette investiture canonique pour délivrer les grades théologiques, qui, d'après la conception même de Gambetta, échappaient à la compétence de l'Etat. »

(48) P. 188.

Gambetta, le livre

Certes, M. Deschanel se réclame lui aussi de la tradition gambettiste, mais sur quels principes ? Dans l'héritage du tribun, il revendique avec un zèle particulier où l'exégèse ne manque pas, les doctrines réalistes, traditionnelles, basées sur l'histoire, sur la géographie de la France (49), et qui font à notre nation un devoir de s'affirmer en Orient et sur le Rhin, le souci d'entretenir nos forces militaires, la volonté de bâtir un Etat solide, harmonieusement équilibré, à l'abri de secousses partisanes, ouvert au progrès social, un Etat intelligent aussi, une « République athénienne », comme disait Gambetta aux obsèques d'Alton-Shée, l'ancien pair de France devenu républicain (50), un Etat enfin de tolérance et de liberté, habitable aux catholiques.

Tâche qui s'offre au nouveau Président et aux nouvelles Chambres

Noble dessein ! Encourageantes perspectives ! Qu'en penser, qu'en dire, sinon que M. Deschanel mérite d'être secondé, loué, approuvé dans la mesure où il tendra son énergie vers la réalisation de pareils vœux ?

L'Assemblée qui vient de l'élire a devant elle une tâche plus vaste et plus ingrate que l'Assemblée de 1871. Puisse-t-elle être plus ferme, plus consciente, plus résolue, plus intelligente ! On ne résout rien par la bouderie. Tout est possible à l'activité concertée. Faguet disait quelque part que l'idéal, en politique, serait d'être gouverné par des modérés qui ne reculeraient pas devant la violence pour faire prévaloir leur modération. Ce souhait n'est pas sans convenir à la Chambre actuelle. Si l'on veut réviser la constitution dans un sens acceptable, si l'on veut pacifier les querelles religieuses et réparer les injustices de ces quarante dernières années, il n'est que temps d'agir : l'occasion d'aujourd'hui ne se représentera peut-être jamais plus. Le péril social est urgent. Il faut y parer avec une habile fermeté.

(49) Cf. p. 36. Depuis son élection à la présidence, M. Deschanel n'a rien renié de sa profession de foi à cet égard. Les journaux du 31 janvier nous le montrent très affirmatif sur nos revendications traditionnelles. En voici un exemple :

« Notre nouveau président de la République a reçu à l'hôtel de la présidence de la Chambre une délégation du Comité de l'Orient, qui lui a été présentée par M. Louis Barthou, président, entouré de MM. Arsène Henry, ambassadeur ; amiral Fournier, général Bailloud, etc.

» Aux félicitations que lui a présentées M. Louis Barthou, M. Paul Deschanel, en remerciant les délégués de leur démarche, et les félicitant de l'œuvre accomplie par leur groupement pendant la guerre, a ajouté :

« *Pas un instant, pendant toute ma vie et au cours de » cette guerre, je n'ai cessé de penser à l'Orient, d'en parler, je puis dire, chaque jour.*

» C'EST QUE, EN EFFET, LA MÉDITERRANÉE ET L'ORIENT » SONT, AVEC LE RHIN, LE RÊVE DE LA FRANCE ; LES » DEUX PIVOTS DE SA POLITIQUE : SES FRONTIÈRES DE L'EST » D'UN COTÉ, LA MÉDITERRANÉE ET L'ORIENT DE L'AUTRE.

» D'autre part, une délégation du Comité central syrien a été reçue par M. Deschanel. M. Chekri-Ganem a prononcé une allocution de félicitations à laquelle le nouveau président de la République a répondu en assurant le Comité central syrien de sa très vive sympathie et de toute sa sollicitude envers la cause qu'il défend.

» Il a particulièrement insisté sur le grand intérêt que le Gouvernement français porte aux pays du Levant et à la prospérité morale et matérielle de la Syrie. »

(50) P. 168.

Ces réflexions nous arrachent peut-être à notre besogne de *reviewer*. Retournons-y. Parlons, pour finir, de la biographie elle-même.

Elle est limpide, correcte, instructive. Avec la simple prétention de parler clair, M. Deschanel, sans faire d'infidélité à l'ordre chronologique, a su grouper les questions connexes et dérouler, en même temps qu'une vie, *l'histoire d'une idée*, qui pourrait bien être la sienne, dans ce qu'elle a de plus sympathique.

Il sera bon, à propos de Gambetta, de lire d'autres ouvrages que le sien. Mais on pourra lire le sien sans défiance : les arguments les plus forts que j'ai allégués contre sa thèse m'ont été fournis par les références de sa thèse même (51). Où trouver meilleur signe d'impartialité ?

Cette lecture est facile d'ailleurs et agréable. Dénuée d'emphase, exempte de prolixité, la prose de M. Deschanel est une prose honnête, simple, souverainement compréhensible, parfaitement adaptée au ton du récit, de la discussion, distinguée et calme. Tant au point de vue politique qu'au point de vue littéraire, cette œuvre fait grand honneur à celui qui l'a conçue et menée à bout. L'intérêt qu'il y a porté gagne le lecteur, qui y sent non seulement une intelligence informée par l'exercice du pouvoir, mais un cœur sincère et loyal. Les traits personnels y mettent au surplus de l'animation. Fréquemment, M. Deschanel interrompt le discours pour conter quelque souvenir particulier, celui, par exemple — ô terreur ! — du président Grévy lui récitant du Racine et de l'Horace (52). Que cette République athénienne nous soit au moins épargnée !

Fréquemment aussi le ton s'anime, et l'on voit courir alors, sous le récit de l'histoire, les préoccupations de la haute politique. Ces passages sont les plus captivants (et les plus captieux) de tous : c'est à cause d'eux que nous avons entrepris ce compte rendu, car ils donnent à la biographie du chauvin hâbleur de 1870, du brouillon de 1871, de l'intrigant de 1873, de l'agitateur machiavélique de 1877, de l'impuissant de 1882, une portée et une dignité qu'elle eût vainement cherchées en dehors d'eux.

René Johannet.

Références documentaires

Sur **GAMBETTA** on pourra utilement consulter :

Questions Actuelles [*Q. A.*], t. 101, pp. 257-274 : Discours prononcé à Nice, le 25 avril 1909, par Georges Clemenceau, prés. Conseil, sur Gambetta, sa vie politique et son rôle dans la Défense nationale et l'établissement de la IIIe République ; — *ibid.*, pp. 274-278 : Commentaire de ce discours (la Défense nationale, le régime républicain, la revanche et la guerre au catholicisme), par le comte Albert de Mun (*Gaulois*, 30 avr. 1909).

Sur l'abandon de la revanche par Gambetta à la suite de ses relations avec Bismarck et Henckel de Donnersmarck, et sur les *Mémoires* de Mme Juliette Adam, cf. *Q. A.*, t. 100, pp. 274-279, et 110, pp. 408-418 ; et *Chronique de la Presse*, 1910, pp. 721-723 et 781-782 ; 1911, pp. 53-56 et 345-346 ; 1912, pp. 519-520.

Sur **M. PAUL DESCHANEL**, on pourra utilement consulter :

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Questions Actuelles [*Q. A.*], t. 52, pp. 258-286 : Discours de réception de M. Deschanel, successeur d'Edouard Hervé, et éloge du nouvel élu par Sully Prudhomme (1er févr. 1900). — *Q. A.*, t. 83, pp. 66-77 : Discours sur les prix de vertu (23 nov. 1905). — *Q. A.* t. 89, pp. 322-333 : Eloge d'Alexandre Ribot et du duc d'Audiffret-Pasquier (20 déc. 1906).

LOI DE SÉPARATION

Q. A., t. 78, pp. 134-144 : Discours sur l'ensemble de la loi (Chambre, 23 mars 1905). — *Q. A.*, t. 82, pp. 136-137 : Intervention contre la motion Raiberti (Retrait de l'urgence du projet de loi [Chambre, 3 juill. 1905]).

SOCIALISME

Q. A., t. 26, pp. 242-255 : Discours contre le socialisme (Chambre, 20 nov. 1894). — *Q. A.*, t. 29, pp 278-286 : Discours contre le programme socialiste de Jean Jaurès (Chambre, 29 juin 1895). — *Q. A.*, t. 37, pp. 68-89 : Discours sur la question sociale et le socialisme (Carmaux, 27 déc. 1896).

PRÉSIDENCE DE LA CHAMBRE

Q. A., t. 44, pp. 54-55 : Discours de remerciement au groupe progressiste pour son choix comme candidat à la présidence de la Chambre (1er juin 1898). — *Q. A.*, t. 44, pp. 55-60 : Discussion sur son élection à la présidence (1er-2 juin 1898). — *Q. A.*, t. 44, pp. 118-120 : Election et discours de prise de possession (13 juin 1898). — *Chronique de la Presse*, 1912, pp. 357-360 : L'homme ; le politique ; son élection à la présidence (articles d'Edouard Drumont [*Libre Parole*] et Ch. Paix-Séailles [*Courrier européen*]).

RAPPORTS ET DISCOURS DIVERS

Q. A., t. 21, pp. 200-210 : Rapport sur la Bibliothèque nationale (1893). — *Q. A.*, t. 39, pp. 300-310 : Discours sur la crise agricole (Chambre, 10 juill. 1897). — *Q. A.*, t. 42, pp. 306-314 : Discours-programme des progressistes (2 mars 1898). — *Q. A.*, t. 63, pp. 138-149 : Discours sur la politique extérieure de la France (Nogent-le-Rotrou, 6 avr. 1902). — *Q. A.*, t. 67, pp. 66-75 : Discours sur la situation des partis politiques (Chambre, 19 janv. 1903). — *Q. A.*, t. 71, pp. 153-158 et 183-190 : Discours sur la politique étrangère (Chambre, 19 nov. 1903). — *Q. A.*, t. 73, pp. 183-190 : Discours sur la politique d'Emile Combes (Saint-Mandé, 16 avr. 1904). — *Q. A.*, t. 76, pp. 9-16 : Discours sur la politique de la France à l'égard du Saint-Siège et la rupture des relations diplomatiques (Chambre, 21 oct. 1904). — *Q. A.*, t. 87, pp. 255-259 : Discours sur la politique du Cabinet Sarrien (Chambre, 21 juin 1906). — *Q. A.*, t. 112, pp. 48-54 : Discours sur l'accord franco-allemand du 4 nov. 1911, concernant le Maroc et le Congo (Chambre, 16 déc. 1911).

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

D. C., t. 3, pp. 114-139 : Dossier de la presse de Paris (Journaux d'information, Révolutionnaires et Socialistes, Radicaux-socialistes et Radicaux, Opportunistes et Modérés, Libéraux, Bonapartistes, Royalistes et Catholiques) sur l'élection du 10e président de la République française (1er acte [Paris, 16. 1. 20] : échec de Georges Clemenceau ; 2e acte [Versailles, 17. 1. 20] : élection de M. Paul Deschanel).

---

(51) Sans doute, il y en avait d'autres. Je renvoie pour cela aux ouvrages de Mme Juliette Adam, de Dutrait-Crozon, Maurras (*Quand les Français ne s'aimaient pas*), Marie de Roux, Emile Ollivier.

(52) P. 237

ACADEMIE FRANÇAISE

Réception de M. le maréchal Foch successeur du marquis de Vogüé

II — RÉPONSE de M. Raymond Poincaré (1)

MONSIEUR,

L'usage de notre Compagnie veut que je vous dise : « Monsieur », et je sais que les vieilles coutumes ne sont pas pour vous déplaire. J'éprouve cependant quelque embarras à vous dépouiller ici d'un titre dont j'ai été le premier à vous saluer, que vous portez avec éclat et qui est, au demeurant, d'assez bonne tradition française. Au risque de faire, pour une fois, un coup d'Etat académique, je préfère donc, Monsieur, vous appeler aujourd'hui, comme hier et comme demain, « Monsieur le Maréchal ».

La noble figure du marquis de Vogüé

Nul mieux que vous, Monsieur le Maréchal, n'était à même de ranimer devant nous la noble figure de M. le marquis de Vogüé. Par l'intelligence et par le cœur, vous appartenez, lui et vous, à la même famille. Il a été, dans les premiers temps de la guerre, un des auxiliaires les plus diligents des armées dont vous êtes devenu le chef glorieux. Il a personnifié les vertus patriotiques de cette France de l'arrière qui, par son esprit de sacrifice et de résolution, a si puissamment soutenu l'effort héroïque de nos soldats. Je me rappelle les conversations que j'ai eues avec lui, aux heures d'angoisse, dans quelques-uns de ces hôpitaux dont il surveillait l'installation avec tant de sollicitude. Ni son grand âge ni le voile qui était tombé sur ses yeux n'avaient changé son âme. Il dépensait sans compter une ardeur que de plus jeunes lui eussent enviée. Président de la Société de secours aux blessés, président du Comité central de la Croix-Rouge, il avait contribué à mobiliser ces bataillons de la charité à qui vous avez rendu, Monsieur le Maréchal, un hommage si mérité. Mais il était de ceux qui trouvent que rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire, et il m'exposait ses vœux avec une énergie de conviction à laquelle il était impossible de résister. Lorsqu'on entendait ce beau vieillard parler de la France, des trésors de générosité qu'elle renferme, des élans dont elle est capable, on comprenait que, sous son inspiration, nos trois Sociétés d'assistance aux blessés fussent constamment prêtes à donner, jusque sous le feu de l'ennemi, l'exemple de ces qualités nationales. Il est mort au milieu de la guerre, sans avoir eu la joie suprême d'assister à la victoire, mais sans avoir jamais douté, et il a pu se dire avec assurance que rien de ce qu'il avait créé ne disparaîtrait avec lui.

Il eut toujours en vue les intérêts permanents de la France

Toute sa vie a été embellie par cette sereine confiance qu'il n'a cessé d'avoir dans les destinées du pays. Voyageur, archéologue, diplomate, historien, industriel, agriculteur, il donne les formes les plus diverses à son activité et, dans chaque emploi qu'il en fait, il a d'abord en vue les intérêts permanents de la France. Tout jeune, il part pour l'Orient. Curiosité de chercheur ou d'artiste ? Enthousiasme juvénile ? Entraînement romantique ? Oui, sans doute, mais, en même temps, désir patriotique de suivre en Asie Mineure les traces de nos ancêtres et d'y encourager nos établissements séculaires. Lorsque, pendant la guerre, il prête au Comité de Syrie une collaboration passionnée, il continue à quatre-vingt-six ans l'œuvre qu'il a commencee à vingt-cinq et dont il ne s'est jamais détourné. S'il déchiffre des inscriptions, s'il fouille, en Terre Sainte ou sur la rive droite de l'Oronte, les décombres amoncelés par les âges, il apporte à ses patientes recherches les méthodes du savant et la ferveur du chrétien ; mais il avoue à Renan que le principal attrait de l'Orient a été, à ses yeux, le souvenir impérissable de nos aïeux et de leur valeur militaire. Le grand soldat qui commande actuellement les troupes françaises en Syrie et qui fut, dans la guerre, un de vos meilleurs lieutenants, le général Gouraud, peut constater tous les jours que des expéditions scientifiques comme celle du marquis de Vogüé n'ont pas été sans augmenter en Asie Mineure notre renommée et notre prestige. Un archéologue qui se penche sur des stèles ou des colonnes brisées pour y retrouver ce que les croisés ont porté de notre art en Orient, un général qui, pour protéger les populations indigènes, arbore les trois couleurs dans les régions lumineuses où a flotté le drapeau fleurdelisé, ce ne sont pas des hommes qui suivent des voies différentes ; ce sont deux Français qui, sur un sol antique, profondément pénétré de notre influence, élèvent un monument immortel à la gloire de leur patrie.

Il fut un diplomate clairvoyant

Nommé, au lendemain de 70, ambassadeur en Turquie, M. de Vogüé va y avoir, comme ses pères, la fierté et la joie de servir. Il avait débuté tout jeune au ministère des Affaires étrangères ; il avait été attaché d'ambassade à Pétersbourg, il avait parcouru la plus grande partie de l'Empire ottoman ; M. Thiers avait pensé que la compétence n'était pas nécessairement un défaut chez un plénipotentiaire, et il avait envoyé M. de Vogüé à Constantinople. Vous avez écrit quelque part, Monsieur le Maréchal : « La réalité du champ de bataille est qu'on n'y étudie pas. Simplement, on fait ce que l'on peut pour appliquer ce qu'on sait. Dès lors, pour pouvoir un peu, il faut savoir beaucoup et bien. » La diplomatie, elle aussi, est une stratégie ; M. de Vogüé en connaissait la technique, et il ne s'en est pas trop mal trouvé.

De Constantinople, il est envoyé à Vienne. Il voit le comte Andrassy tourner peu à peu vers l'Orient la politique extérieure de la monarchie et, dès 1876, il annonce qu'en cas de conflit le gouvernement austro-hongrois cherchera à mettre la main sur la Bosnie et l'Herzégovine. Bientôt, en effet, l'Autriche réclame le droit d'occuper et d'administrer Mostar et Serajevo, et l'Europe, assemblée à Berlin, consacre solennellement une injustice, qui est le point de départ de toute une série d'attentats à la volonté des peuples. L'occupation de 1878 prépare l'annexion de 1908 ; l'annexion suscite l'appétit de l'Empire dualiste, et la diplomatie austro-hongroise, de plus en plus engagée dans les affaires balkaniques, arrive à vouloir traiter comme un pays vassal cette Serbie dont nous avons éprouvé, pendant quatre ans, la vaillance et la fidélité. Enchai-

(1) Cf. D. C., t. 3, pp. 226-233 : Discours du maréchal Foch.

nement fatal qui, d'une iniquité, a conduit la monarchie danubienne à une catastrophe, et qui vous a finalement permis à vous-même, Monsieur le Maréchal, de donner à la souveraineté du droit une assez belle revanche.

L'historien de Villars

Je crois deviner cependant qu'il ne vous déplaît pas trop que M. de Vogüé ait quitté la carrière et réservé ses loisirs à l'histoire. De toute son œuvre, c'est sa très belle étude sur Villars qui vous a le plus attiré. Non pas que vous vous jugiez en mesure de décider si l'illustre maréchal a eu tous les vices que lui prête Saint-Simon ou toutes les vertus que lui reconnaît son dernier biographe. Ce qui, en Villars, vous intéresse le plus, ce n'est pas la complexité de son caractère, ce sont ses talents militaires, ses campagnes et ses victoires ; et il était inévitable que vous fussiez tenté d'étudier les batailles de Friedlingen, de Malplaquet ou de Denain, comme vous avez fait jadis celles de Gravelotte et de Borny. Après votre démonstration, Saint-Simon lui-même n'oserait plus dire de Villars qu'il n'a été qu'un « enfant de la fortune » et que seul un infatigable bonheur lui a valu son nom retentissant. Ces sortes de bonheur ne s'attachent guère qu'à ceux qui les savent chercher, découvrir et fixer.

Mais les combats qui ont fait le renom de Villars n'étaient, Monsieur le Maréchal, que de légères escarmouches auprès de ceux que vous avez livrés ; et s'il est vrai, comme le prétend Saint-Simon, qu'il était incapable de régler les marches, les convois et les subsistances, il aurait été pour vous, ces années dernières, un assez pauvre collaborateur. Quant à vous, il y a longtemps que vous vous étiez préparé aux prodigieuses nouveautés des guerres nationales, et votre imagination s'était accoutumée à mouvoir devant elle des masses immenses de combattants avant qu'il vous fût donné de les conduire au feu. Votre vie n'a été qu'un long apprentissage de la victoire.

La jeunesse studieuse du maréchal Foch élève des Jésuites

Vous êtes né à Tarbes le 2 octobre 1851. Votre père, qui avait d'abord été avoué à Lourdes et à Argelès, était alors secrétaire général de la préfecture des Hautes-Pyrénées. Il appartenait à une vieille famille languedocienne qui habitait, depuis longtemps, au pied des monts, le joli bourg de Valentine. Votre mère, née Dupré, était fille d'un officier du premier Empire, et les exploits de la Grande Armée ont enchanté les rêves de vos jeunes années. Votre enfance n'a eu sous les yeux que des exemples d'honnêteté, de travail, de discipline et de foi chrétienne, qui ont laissé en vous une empreinte ineffaçable. Au collège de Tarbes, vous êtes un élève studieux, à la fois ardent et réfléchi, impétueux et concentré, qui se plaît surtout aux résurrections de l'histoire et aux constructions de la géométrie. Un de vos maîtres de quatrième prédit que vous serez un polytechnicien. De Tarbes, vous allez continuer vos études à Saint-Etienne, puis à Metz, où les Pères Jésuites du collège Saint-Clément, qui vous reconnaissent, à leur tour, l'esprit de géométrie, s'appliquent à réaliser la prophétie de votre professeur de quatrième. Sur ces entrefaites, voici que la guerre éclate. Vous laissez là vos livres et, à moins de dix-neuf ans, vous vous engagez au 4[e] régiment d'infanterie. Vous y apprenez le maniement d'armes, mais, avant qu'on vous ait envoyé au combat, les hostilités se terminent par la défaite de la France, et vous revenez, la tristesse au cœur, achever au collège Saint-Clément la préparation de votre concours. Déjà les Allemands se conduisent en maîtres dans la ville de Metz, et, à chaque pas que vous faites dans les rues, vous rencontrez des officiers qui traînent insolemment leur sabre sur le pavé. Vous voyez émigrer une partie de la population et vous êtes témoin de la douleur de ceux qui restent. De sombres images se gravent dans votre esprit ; vous vous promettez de consacrer votre vie au relèvement de la France. Au mois de juillet 1871, vous vous rendez à Nancy pour y subir les épreuves d'admission à l'Ecole polytechnique. Comme toutes les villes de l'Est, Nancy est occupée par le vainqueur ; le général de Manteuffel est installé dans ce charmant palais du Gouvernement où vous avez vous-même résidé quarante-deux ans plus tard ; chaque soir, des retraites militaires partent de la place Stanislas et le son perçant des fifres rappelle aux habitants leur infortune. Comme vous, Monsieur le Maréchal, j'ai vécu jadis, en Lorraine, ces heures de deuil. Je ne m'étonne pas que vous ne les ayez jamais oubliées.

Le professeur de l'Ecole supérieure de guerre : apologie raisonnée de la force morale

Deux ans après, vous entrez à cette Ecole d'application d'artillerie qui, forcée, comme les Pères de Saint-Clément, de quitter Metz, s'est réfugiée à Fontainebleau ; et ainsi vous retrouvez partout le fantôme de nos malheurs. C'est sous ces impressions que vous commencez dans votre ville natale une carrière militaire dont chaque étape est marquée par l'acquisition de connaissances nouvelles. Vous êtes déjà un maître et vous voulez encore être un élève. Elève à l'Ecole de cavalerie de Saumur, élève à l'Ecole supérieure de guerre, vous ne vous lassez pas d'étudier. Vous pensez que les hommes appelés à conduire les troupes doivent s'y préparer longuement et que les improvisations géniales ne sont, sur les champs de bataille, que la fleur éclatante des méditations antérieures. Lorsque vous revenez à l'Ecole de guerre en 1895 comme professeur adjoint de tactique générale, et lorsque, très rapidement, vous y êtes nommé professeur titulaire, vous êtes en possession d'une forte doctrine que, pendant plusieurs années consécutives, vous allez pouvoir enseigner à l'élite de nos officiers d'état-major et qui exercera sur eux une influence prestigieuse. Vos leçons ont été réunies en deux ouvrages que les profanes eux-mêmes ne peuvent lire sans un vif intérêt. Dans un style sobre et vigoureux, qui a la précision et la simplicité du langage scientifique, qui économise intentionnellement les images, mais qui, à l'occasion, en laisse échapper de magnifiques, vous exprimez des idées dont l'ensemble ne constitue pas seulement un admirable cours de stratégie et de tactique, mais une apologie raisonnée de la force morale. A vos yeux, l'esprit domine la matière, et victoire égale volonté. Une bataille gagnée, c'est une bataille où l'on ne veut pas s'avouer vaincu. Cette résolution de vaincre doit se traduire par l'action et l'offensive. La défensive, c'est un duel où l'un des combattants ne fait que parer. Le mouvement est la loi de la stratégie : mouvement pour chercher la bataille, mouvement pour réunir les forces, mouvement pour les employer à briser, par un coup inattendu, la volonté de l'ennemi. Mais aux troupes il faut des chefs. « Quand vient l'heure des décisions à prendre, des sacrifices à consommer, où trouver les ouvriers de ces entreprises périlleuses si ce n'est dans les natures supérieures, avides de responsabilités ? » Penser et vouloir, l'esprit et le caractère ne

suffisent pas au chef : il lui faut encore le don de faire passer l'énergie qui l'anime dans les masses d'hommes auxquels il commande. L'armée ne vaut que par l'impulsion qu'elle reçoit de lui. Vous vous empressez de proclamer que le soldat français est plus apte que tout autre à suivre cette impulsion et, avant même de l'avoir vu à l'œuvre, vous le trouvez supérieur au soldat d'outre-Rhin par ses qualités héréditaires : activité, intelligence, entrain, dévouement, sentiment national. Depuis la guerre, vous complétez, n'est-ce pas ? cette énumération par deux mots : endurance et ténacité.

M. Clemenceau le nomme directeur de l'Ecole de guerre

Je me suis laissé dire qu'aux environs de 1900 il s'est rencontré des critiques, qui peut-être n'avaient jamais lu vos livres, pour vous reprocher dédaigneusement d'être un métaphysicien : ce qui est un grand crime partout ailleurs qu'à l'Institut. Vous aviez, il est vrai, pris éloquemment la défense de « ces grandes abstractions que sont le devoir et la discipline », mais, quelles que fussent vos croyances personnelles, vous n'en aviez jamais fait un objet d'enseignement à l'Ecole. Si vous avez été, en 1901, renvoyé dans un régiment, c'est donc par suite d'un de ces malentendus passagers qui peuvent, dit-on, se produire parfois entre la justice et la politique. Ces mêmes ouvrages qui vous avaient fait condamner vous valurent heureusement, six ans après, une belle revanche. Le ministre de la Guerre voulut vous nommer à la direction de l'Ecole où vous aviez si brillamment professé. Le président du Conseil, ministre de l'Intérieur, avait été prévenu contre vous. Vos chefs vous conseillèrent de le voir. Il s'appelait Clemenceau. Il ne vous avait jamais rencontré et ne prévoyait guère qu'un jour notre Compagnie, interprète de la gratitude nationale, vous appellerait tous deux à elle par des suffrages unanimes. Il vous écouta, fut frappé de vos observations, vous demanda vos livres et eut l'émotion de trouver, à la fin de la préface du second, ces quatre mots : *In memoriam! In spem!* Il garda les volumes quelques semaines, les lut attentivement, fut conquis par la force de vos idées et vous déclara avec une brusquerie cordiale qu'il faisait peu de cas des objections imaginées par les adversaires de votre candidature. On prétend que, pour donner plus d'énergie à l'expression de son sentiment, il se servit d'un terme qui ne figure pas encore dans notre Dictionnaire. Nous ne demanderons pas aux académiciens que vous êtes l'un et l'autre devenus de nous rapporter textuellement ce propos. Il nous suffit que du cabinet de M. Clemenceau vous soyez sorti directeur de l'Ecole de Guerre.

A la veille du grand conflit : commandant du 20ᵉ corps d'armée

Quelques années plus tard, vous obteniez la troisième étoile ; et enfin, le 23 août 1913, vous preniez à Nancy le commandement du 20ᵉ Corps et vous rentriez, aux sons de la *Marche lorraine* et de *Sambre-et-Meuse*, dans la ville où vous aviez entendu jadis les fifres de Manteuffel. Un malaise pesait depuis plusieurs mois sur l'Europe ; l'agitation des Balkans tenait toutes les chancelleries en alerte. Des travaux furent rapidement entrepris sur le Grand Couronné, pendant que vous veilliez à maintenir le merveilleux entraînement de votre 20ᵉ Corps. Vous prévoyiez si peu cependant une guerre immédiate que, même après l'attentat de Serajevo, le 18 juillet 1914, vous demandiez, pour aller prendre un peu de repos dans votre propriété de Bretagne, une permission de quinze jours, qui vous était accordée. Vos gendres, tous deux capitaines, étaient eux-mêmes autorisés à vous rejoindre, tant le Gouvernement était encore loin de s'attendre à l'agression qui se préparait dans l'ombre. Ce n'est que le 26, après la remise de l'ultimatum à la Serbie, que vous fûtes rappelé à Nancy. A peine y étiez-vous rentré qu'avant même la déclaration de guerre, la frontière était violée.

Les premières hostilités : en Lorraine

Avec quelle ardeur votre héroïque 20ᵉ Corps s'est-il élancé, le 14 août, lorsque a été donné à la 2ᵉ armée l'ordre général de la marche en avant ! Au prix de quels sacrifices vos troupes n'ont-elles pas bousculé l'ennemi, retranché sur les hauteurs qui bordaient la douloureuse frontière de 1871 ! Avec quelle joie n'ont-elles pas pénétré dans ces villages lorrains et dans cette jolie ville de Château-Salins, où la population, se croyant déjà délivrée, leur criait sa reconnaissance ! Mais, puissamment fortifiés dans la région de Morhange, munis d'une formidable artillerie lourde empruntée à la place de Metz, les Allemands parviennent à briser l'élan des corps qui combattent à vos côtés. Elles-mêmes, votre division de fer et votre division d'acier, se heurtent, sur les hauteurs de Baronville, à une muraille infranchissable. La retraite est ordonnée. Vous êtes obligés de rendre à l'ennemi ces lambeaux de Lorraine que vous lui aviez si péniblement arrachés, et vous laissez là-bas, dans le désespoir, les pauvres gens qui vous avaient accueillis comme des sauveurs. Il faudra plus de quatre ans pour que vous les retrouviez. Ils vous auront patiemment attendus.

L'attaque française a échoué ; il s'agit maintenant de faire échouer l'attaque allemande. Dans l'ivresse de son succès, l'ennemi s'imagine qu'il va pouvoir tourner nos places fortes de l'Est et prendre à revers le gros de nos armées engagées sur les frontières du Nord. Il occupe Lunéville et se glisse vers le Sud, à flanc découvert. Voilà l'occasion d'un de ces coups de surprise, d'une de ces actions soudaines, que vous avez si souvent recommandés à vos élèves. L'ordre est donné d'attaquer partout à fond. Les Allemands déconcertés fléchissent, se dispersent, s'enfuient. L'armée de Lorraine a non seulement sauvé Nancy, mais empêché l'ennemi de venir, par la trouée de Charmes, gêner la grande retraite stratégique qu'opère le général Joffre et qui va rendre possible la bataille de la Marne.

A la tête de la 9ᵉ armée : la Marne; les marais de Saint-Gond; la retraite allemande

Le rôle que vous avez joué, en ces heures tragiques, à la tête du glorieux 20ᵉ Corps, n'a pas échappé à la clairvoyance du généralissime. Avec ce discernement, qui est une de ses qualités maîtresses, il vous appelle, le 28 août, au grand quartier général et vous confie le commandement d'un détachement d'armée qui va bientôt devenir une armée nouvelle, la 9ᵉ. Pendant que vous vous employez à grouper des éléments encore mal fondus et à reconstituer des troupes fatiguées, votre cœur de père est cruellement éprouvé. Vous êtes sans nouvelles de votre fils, l'aspirant Germain Foch, et d'un de vos gendres, le capitaine Bécourt. Tous deux sont tombés pour la France sur la terre lorraine. Avant de pouvoir consacrer au pays, pour le mener à la victoire, toutes les ressources de votre génie militaire, vous lui faites silencieusement, vous aussi, comme tant d'autres Français, l'offrande de vos

plus chères affections. *In memoriam, in spem !* **Souvenir, espérance, ce sont, plus que jamais, vos** raisons de vivre et d'agir.

En constituant la 9e armée, le général Joffre avait **voulu éviter qu'au centre de la ligne immense dont** il poursuivait le repli méthodique, il ne se trouvât un point de trop faible résistance. Le 6 septembre, il lançait cet ordre fameux où était, en quelques phrases, condensée l'expression de l'énergie nationale, et comme les armées voisines, la vôtre était prête à se faire tuer sur place. Tandis qu'à l'aile gauche, Maunoury, puissamment aidé par Galliéni, tombe dans le flanc de von Klück qui s'éloigne de Paris, vous avez à défendre contre de furieuses attaques un front de 35 kilomètres, et vous devez, à tout prix, interdire à l'ennemi la traversée de ces marais de Saint-Gond qui dorment dans la vallée du Petit-Morin, au milieu de paisibles villages champenois. **Vous n'ignorez pas que vous allez avoir à** supporter une série précipitée de chocs formidables. **Par des ordres renouvelés, vous soutenez et encou**ragez votre armée et, de votre quartier général ou de votre poste de commandement, votre ardente volonté rayonne sur tout le champ de bataille. A droite, le 11e Corps, contre lequel s'acharnent des forces de plus en plus nombreuses, évacue Fère-Champenoise ; au centre, le 9e, menacé d'être pris à revers, est obligé de reculer, et la garde prussienne approche de ce château de Mondement, qui est la clé des Marais et dont la vieille tour domine la plaine. La légende, qui déjà se plaît à orner le peplum de Clio, raconte qu'en ces heures critiques vous avez envoyé au généralissime ce message plaisant : « Pressé fortement sur ma droite, mon centre cède, impossible de me mouvoir, situation excellente, j'attaque. » De graves auteurs ont donné ce texte pour authentique. Je n'ai pas le courage de les détromper. Si vous n'avez jamais écrit ces mots optimistes, vous les avez pensés et, mieux encore, vous les avez traduits en actes.

Au plus fort des combats, vous demandiez à votre voisin, le général Franchet d'Esperey, de vous aider à remplacer, en première ligne, la 42e division, que commande Grossetti et qui paraît épuisée par trois jours de lutte ; et dès qu'avec cet esprit de camaraderie militaire dont nos chefs ont donné tant d'exemples, le général Franchet d'Esperey a mis des troupes plus fraîches à votre disposition, vous vous empressez **d'attaquer le flanc du Xe Corps allemand. Mais, tandis que votre gauche ainsi renforcée con**tinue à progresser, la garde prussienne parvient à refouler la vaillante division marocaine et s'em**pare du château de Mondement. Encore un effort de pression et l'ennemi ouvrira la brèche.** Mais n'est-ce pas vous qui l'avez dit ? Être vaincu, c'est se croire vaincu ; et vous, devant le flot qui gronde, vous ne craignez pas d'être submergé. Courage ! La division marocaine [illegible] le château de Mondement, et la 42e division, que **vous avez fait glisser derrière le front, du Nord-**Ouest au Sud, ne s'attardera pas dans son mouve**ment ; elle sera immédiatement dirigée sur Corroy** et [illegible] l'offensive face à l'Est. D'heure en heure, vous [illegible] vos ordres pour exhorter les troupes. L'armée, haletante et harassée, attend le **secours que vous lui promettez. Si la 42e division** tarde à entrer en ligne, tout est perdu. Elle apparaît enfin à la tombée du soir, et avant même qu'elle **ait pu s'engager à fond, l'ennemi, décontenancé par** ce déploiement de forces nouvelles et renseigné, d'ailleurs, sur les échecs qu'ont subis les autres armées allemandes, sonne la retraite. Il pille les caves de Fère-Champenoise, dévalise les maisons, se livre à de honteuses bacchanales et se retire, laissant ivres morts, dans les sous-sols de la ville, quelques-uns de ces robustes soldats dont s'était enorgueillie la garde impériale.

Adjoint du général en chef
Premier essai de l'unité de commandement : la course à la mer ; les Flandres ; Foch et French

Peu de semaines après, vous vous trouviez à Châlons, où vous aviez transporté votre quartier général. Devant vous, les Allemands s'étaient arrêtés et tapis **dans des abris souterrains ; mais, vers l'Ouest et le Nord, ils cherchaient à nous gagner de vitesse** pour arriver les premiers à la mer et déborder notre **aile gauche. Déjà, pour les rejoindre et les dépasser, nos troupes remontaient vers la Somme et le Pas-de-Calais ; les trains roulaient à toute vapeur de Nancy** à Amiens ; de longs cortèges de camions défilaient bruyamment sur les routes ; l'armée presque entière semblait glisser dans une même direction. Le 4 oc**tobre, vous êtes appelé au téléphone par le général Joffre. Il ne vous a pas perdu de vue pendant la** bataille de la Marne et il a admiré l'heureuse audace de votre manœuvre. Il vous annonce qu'il vous a **nommé adjoint du général en chef et il vous prie** d'assurer immédiatement la défense de la contrée **menacée. Vous partez. Vous voyez au passage les généraux de Castelnau et de Mand'huy et vous vous** installez à Doullens. Le maréchal French, qui avait exprimé le désir de rapprocher toute l'armée britannique de ses bases maritimes, concentrait, depuis plusieurs jours, dans la zone d'Hazebrouck et de Saint-Omer, des troupes dont vous alliez avoir à coordonner l'action avec celle des nôtres. C'était déjà, sous votre **autorité, un premier essai, bien timide encore, de** l'unité de commandement. La leçon de cette expé**rience ne sera pas perdue.**

Au débotté, vous aviez pris vos cartes et examiné l'immensité du champ de bataille. Attiré par la vaste **plaine des Flandres où se sont, au cours des siècles,** décidées tant de guerres, vous aviez d'abord, dans la **première quinzaine d'octobre, rêvé de rabattre rapi**dement sur Menin et Courtrai les troupes franco-**britanniques. Mais l'armée anglaise était encore jeune et ne disposait que de faibles effectifs ; Anvers capitulait, et les Belges, qui, sous l'impulsion de leur noble roi, ne devaient pas tarder à retrouver toute** leur ardeur, se repliaient alors en assez mauvais arroi. Au lieu d'attaquer vous-même, comme vous l'espériez, vous voilà condamné à une parade sans riposte.

Les Belges se sont retirés sur Ostende. Ils sont **appuyés à droite, devant Dixmude, par cette pha**lange de fusiliers marins dont les exploits ont fait pâlir pour l'éternité les plus beaux modèles de courage antique ; mais l'ennemi avance le long de la côte, dans le sable des dunes, jusqu'aux approches **de Nieuport. Journées d'angoisse, où les minutes sont chargées d'inconnu et où vous cherchez surtout à maintenir la confiance autour de vous. Enfin, la 42e division, celle-là même que vous avez si hardiment fait défiler derrière les marais de Saint-Gond,** arrive, toujours aussi fougueuse, à la frontière belge, **et pendant que les fusiliers marins renouvellent leurs prodiges, vous la chargez d'étayer nos alliés à Nieuport et sur l'Yser. Vous aidez ainsi la Belgique à conserver intact le lambeau de terrain qui restera** jusqu'aux derniers jours de la guerre le réduit de son armée et le symbole de son indépendance.

Dans la soirée du 30 octobre, vous apprenez tout à coup que l'ennemi a déchiré d'un seul geste le

rideau de cavalerie britannique et pénétré à Hollebeck. Vous vous précipitez chez le maréchal French ; il est plus de minuit ; vous le réveillez. « Avez-vous des réserves ? lui demandez-vous. — Non. — Je vais vous en donner. Tenez jusqu'à ce qu'elles arrivent. — Je tâcherai. » Vous rentrez à Cassel, où vous avez, depuis peu de jours, transféré votre quartier général et, à 2 heures du matin, vous donnez des ordres pour que des renforts soient dirigés sur l'armée anglaise. Mais le 1er Corps britannique est presque anéanti ; le maréchal French est sur le point de retirer son artillerie lourde et de battre en retraite. Vous courez à Wlamertynghe et vous l'appelez auprès de vous: « Si nous accusons notre faiblesse, lui déclarez-vous, nous sommes emportés comme des fétus de paille. Maintenez, coûte que coûte, votre 1er Corps où il est. J'attaquerai moi-même à droite et à gauche avec des troupes françaises. » En parlant, vous avez pris une feuille de papier sur un bureau ; vous y jetez, à la hâte, quatre lignes où vous précisez votre pensée, et vous tendez la note au maréchal. Il la lit, réfléchit un instant, appelle un officier d'ordonnance et lui dit : « Allez, portez cet ordre. » Le désastre était conjuré.

Peut-être vous souvient-il que, le même jour, nous nous sommes rencontrés, vous et moi, à Dunkerque avec le général Joffre et Lord Kitchener. Vous étiez encore tout frémissant de votre conversation et, comme Kitchener, malgré son beau sang-froid, n'était pas sans éprouver quelque inquiétude sur le sort de la petite armée britannique, vous l'avez rassuré. « Mais, avez-vous ajouté, envoyez-nous le plus tôt possible les divisions que vous formez. — Vous aurez un million d'hommes dans dix-huit mois. » Et vous de répliquer : « Je préférerais moins d'hommes arrivant plus tôt. » La Grande-Bretagne a tenu, et au delà, la promesse de Kitchener et elle a devancé l'échéance qu'il avait fixée. Mais, en ces jours où la pauvreté des effectifs alliés nous préoccupait si vivement et où l'Angleterre ne nous laissait espérer une armée que pour le printemps de 1916, quelle inflexible volonté ne vous a-t-il pas fallu, au général Joffre et à vous, pour dire tous deux : « Nous nous battrons seuls, en attendant. »

La cristallisation du front
Pour avoir la supériorité morale sur l'ennemi

Bientôt, de la mer à la Haute-Alsace, le front se cristallise. Ce sont d'abord, au début, pendant les durs mois d'hiver, des tranchées boueuses ou glacées, des abris sans air et sans lumière, des parapets qui s'effondrent, des réseaux inachevés de fils de fer, de vagues esquisses de positions improvisées ; et les hommes vivent là, sous la pluie, sous la neige, sous les grenades, sous les bombes ; et de cet affreux chaos ne s'échappe pas un murmure d'impatience. Puis, les trains et les camions amènent peu à peu, derrière les lignes, des pioches, des bêches, des rondins, des tôles ondulées, des rouleaux de fil barbelé, tout un outillage qui semble destiné à préparer, pour des millions de troglodytes, des installations éternelles ; et un siège de géants commence, où les peuples qui s'affrontent sont, tour à tour, assiégeants et assiégés. Dans cette guerre qui piétine, comment arriver à la surprise stratégique ? Comment déterminer ce coup de foudre, cet inattendu, dont vous avez parlé après Xénophon, cet « événement », dont vous avez parlé après Napoléon ? Allons-nous donc être condamnés à l'immobilité et à l'impuissance ? Votre esprit travaille ; vous rédigez notes sur notes ; mais, dans vos recherches inlassables, vous vous éclairez toujours des mêmes vérités: « Victoire égale supériorité morale chez le vainqueur, dépression morale chez le vaincu. » Vouloir plus fortement et plus longtemps que l'ennemi, voilà donc la ressource suprême. Vous vous rappelez, une fois de plus, un mot de Frédéric II. Il passait devant un vieux château silésien et apercevait sur la façade un écusson où était représenté un combat de cerfs avec cette devise : « Le plus obstiné l'emporte. » — « C'est là, dit Frédéric, qu'est tout le secret du succès. » Tout de même, si les bois du cerf sont robustes, ils lui rendent l'obstination plus aisée ; et un dix cors a des chances de l'emporter sur un daguet. Vous comptez donc sur notre obstination ; mais vous demandez aussi qu'on donne à nos troupes un meilleur armement.

La bataille de l'Artois (mai 1915) : où apparaît la nécessité d'amasser les moyens matériels

Le 9 mai 1915, vous attaquez les positions allemandes en Artois, vous vous assignez prudemment des objectifs très rapprochés ; mais, après cinq longues semaines, c'est à peine si nous avons repris en profondeur trois ou quatre kilomètres de terre française, et de quelle terre ! Des entonnoirs, des fosses et des cavernes. De cette glorieuse et sanglante épreuve, vous tirez, dans vos rapports, des conclusions précises. Gardons-nous, dites-vous, de risquer toutes nos forces disponibles sur la possibilité de percer, sur l'idée « d'une trouée victorieuse et décisive ». Après les nouvelles offensives de septembre en Champagne et en Artois, vous répétez qu'il convient de ne procéder que « sûrement et parcimonieusement », de développer nos moyens matériels, artillerie et aviation, et de faire durer l'infanterie. Quiconque parcourrait aujourd'hui les belles instructions que vous avez rédigées dans cette interminable année 1915, où la fixité du front semblait défier le génie des plus grands capitaines, ne pourrait qu'admirer la maîtrise avec laquelle, devant l'inextricable réseau des lignes ennemies, vous saviez discipliner votre ardeur et refréner votre élan.

Verdun et la Somme (1916)

C'est avec la même circonspection que vous préparez pendant de longs mois, pour le printemps de 1916, une attaque sur les deux rives de la Somme. Mais, avant qu'elle soit lancée, les Allemands se ruent sur Verdun et les forces que vous comptiez utiliser entre Chaulnes et Gomécourt sont envoyées au secours de la cité lorraine. Votre offensive n'a plus, dès lors, d'autre objet que de faire diversion et de soulager l'effort des troupes qui se relayent, dans une lutte infernale, sur les bords de la Meuse. Pendant tout le mois de juillet, puis, de nouveau, pendant tout le mois de septembre, les communiqués français et britanniques enregistrent, avec le chiffre des prisonniers faits et des canons capturés, le nom des villages enlevés par les alliés dans les environs de Péronne et dans les plaines du Santerre : pauvres villages dont il ne reste plus, dans un paysage désolé, que des monceaux de poussière et des caves béantes ; malheureuse contrée où la bataille a recommencé, plus violente encore, deux ans après, et où le voyageur épouvanté n'aperçoit plus, dans l'étendue désertique, que des squelettes d'arbres, des murailles écroulées et des rangées de croix noires. N'oublions pas ces sombres heures de 1915 et de 1916, où nos armées impatientes marquaient le pas dans la vase et dans le sang ; n'oublions pas tant d'efforts obscurs et tant de sacrifices qui pou-

vaient alors sembler stériles. Pour que la victoire vît enfin le jour en 1918, il fallait, hélas ! ce long et douloureux enfantement.

1917, « l'année la plus noire de la guerre »

Déçus de n'avoir pu faire tomber Verdun et d'avoir laissé entre nos mains, dans la bataille de la Somme, plus de 36 000 prisonniers, les Allemands s'en prenaient à leur grand état-major, et Falkenhayn disgracié était remplacé, en septembre 1916, par le maréchal Hindenburg. En même temps, les Russes avançaient dans les Karpathes, les Italiens prenaient l'offensive autour de Gorizia, la Roumanie se déclarait, le 18 août, pour l'Entente. Il semblait que l'espérance nous sourît de nouveau. Mais tout allait changer. La Roumanie, bientôt submergée sous le nombre, la révolution russe trop rapidement suivie de l'anarchie et de la défection, les intrigues allemandes dans les pays alliés, toute une longue suite d'événements lamentables, devaient faire de l'année 1917, malgré la certitude de l'intervention américaine, l'année la plus noire de la guerre.

L'intervention en Italie après Caporetto

A croire votre acte de naissance, le 30 septembre 1916 était pour vous, Monsieur le Maréchal, la date où vous atteigniez la limite d'âge. Mais personne n'avait consenti à reconnaître une vérité sous cette invraisemblance. Vous aviez été maintenu en activité et vous aviez reçu cette médaille militaire qui est, pour un général, la plus enviable des récompenses, parce qu'elle confond, dans un même témoignage de gratitude nationale, la valeur d'un commandant en chef et la bravoure d'un simple soldat. Puis, comme les relations des armées alliées posaient tous les jours de nouveaux problèmes, le général Joffre avait établi à Senlis un bureau d'études internationales, dont il vous avait donné la direction ; et là, vous aviez aussitôt préparé deux plans de campagne, l'un pour le cas où l'Allemagne, comme elle y songeait alors, violerait la neutralité suisse, l'autre pour le cas où il serait nécessaire d'intervenir en Italie. Ce fut ce dernier projet qui, au mois d'octobre suivant, nous permit de transporter, avec une étonnante rapidité, dans la vallée du Pô, quatre divisions françaises et deux divisions britanniques. Sur ces entrefaites, le 17 mai, vous aviez été nommé chef d'état-major général de l'armée au ministère de la Guerre. Tel je vous avais vu si souvent aux armées, tel je vous avais retrouvé dans ce poste de conseiller du Gouvernement, l'esprit largement ouvert à toutes les questions, le jugement droit, la décision prompte. Votre autorité s'imposait à tous ceux qui vous entendaient ; elle frappait, dans les conférences de Londres, nos amis anglais ; elle éclatait aux yeux du général Cadorna lorsque, au lendemain de Caporetto, vous vous rendiez en Italie ; elle grandissait encore à Rapallo lorsque, dans les premiers jours de novembre, y était décidée la constitution d'un Conseil supérieur de guerre interallié. Premier pas, craintif encore, vers l'unité de commandement.

Nouveau pas vers l'unité de commandement

Mais l'idée chemine. Le 2 février 1918, les Gouvernements créent, au sein de ce Conseil supérieur, un Comité exécutif qui devra former une masse de manœuvre empruntée à toutes les armées alliées et, quand le moment est venu de donner à ce Comité un président qui aura, un jour, à diriger ces réserves générales, c'est le premier ministre anglais lui-même qui prononce votre nom : « En Angleterre, dit M. Lloyd George, nous avons la plus grande admiration pour les hautes qualités du général Foch. C'est un des premiers soldats du monde par sa science de la guerre, par son expérience et par les incomparables services qu'il a rendus. Mais il possède une qualité qui le désigne plus qu'aucun autre pour le rôle que nous lui réservons : c'est le dévouement qu'il a, non seulement pour son pays, mais pour l'alliance qui nous unit. Nous autres, Anglais, nous n'oublierons jamais qu'en Flandre, lorsque notre armée se trouvait en face des plus grandes difficultés, le général Foch l'a secondée de toutes ses ressources en hommes et en énergie. S'il avait été un de nos généraux, il n'aurait pu faire davantage pour nous. » Noble et juste hommage qui honore, au même degré, le soldat auquel il est adressé et le chef de Gouvernement qui le prononce.

Il ne devait pas se passer deux mois avant que le Cabinet britannique vous donnât, plus solennellement encore, une nouvelle marque de confiance et d'admiration.

Le grand choc allemand du printemps 1918 Foch général en chef des armées alliées

Pendant tout l'hiver, les Allemands avaient ramené de Russie, de Roumanie et d'Italie vers la France, objet permanent de leurs convoitises et de leur haine dévastatrice, soixante-quatre divisions nouvelles. Leur grand quartier général s'était établi à Spa ; Hindenburg et Ludendorff avaient pris leur poste de commandement à Avesnes, et ils avaient solennellement annoncé à leur empereur que leur armée serait bientôt rassemblée tout entière et prête à accomplir « la plus grande tâche de son histoire ». Plus simplement, ils voulaient avoir raison de nous avant que les troupes du général Pershing, qui commençaient à débarquer tous les mois en nombre important, fussent en état de se battre avec avantage. La menace d'une offensive formidable pesait donc sur nos lignes. Le maréchal Haig et le général Pétain se préparaient tous deux à recevoir le choc. Ce fut le 21 mars, avant l'aube, que le coup de poing fut donné sur une des parties les plus vulnérables du front. De Fontaine-les-Croisilles à Fargniers, point de charnière où se rejoignent les armées britannique et française et où il suffit peut-être, pour les dissocier, d'un heurt violent et inopiné, Marwitz et Hutier lancent trente-sept divisions contre quatorze que commandent le général Byng et le général Gough. La 3ᵉ armée anglaise résiste, mais la 5ᵉ, contre laquelle l'ennemi porte son effort principal, fléchit. En trois jours, la zone que les Allemands avaient abandonnée l'année précédente, après l'avoir ravagée, est de nouveau recouverte par un raz de marée. Vainement le général Pétain, toujours fidèle à la fraternité d'armes, alerte-t-il ses réserves et envoie-t-il précipitamment sur les points les plus menacés les Fayolle, les Humbert, les Debeney, les Pellé, qui, avec tout ce qu'ils trouvent sous la main, essayent de relever les digues et d'aveugler la voie d'eau. Ham, Péronne sont tombés ; Noyon est à la veille d'être pris ; l'ennemi marche sur Montdidier pour s'ouvrir la route d'Amiens et couper les communications entre les Anglais et nous. Le 24, le péril est si grand que le général en chef des armées françaises, redoutant de ne pouvoir plus garder le contact avec les alliés, dont la retraite continue, donne à ses lieutenants des instructions où s'entrevoit l'hypothèse d'une séparation mortelle : « Avant tout, maintenir solide l'armature de l'ensemble des armées françaises... Ensuite, si possible, conserver la liaison avec les forces britanniques. » De son côté, le 25, le maré-

chal Haig écrit d'Abbeville que la disjonction des armées françaises et anglaises n'est plus qu'une question de temps ; qu'il est nécessaire, pour rétablir la situation, de concentrer immédiatement, à cheval sur la Somme, à l'ouest d'Amiens, au moins vingt divisions françaises, chargées d'agir dans le flanc de l'attaque allemande, et il ajoute que l'armée anglaise devra combattre lentement en retraite en couvrant les ports du Pas-de-Calais. Ainsi, faute d'un commandement unique et d'une volonté maîtresse, l'armée française va, sans doute, être amenée à se ramasser vers le Sud, et l'armée anglaise à se replier sur ses bases de la Manche. C'est, à bref délai, la catastrophe. Le maréchal Haig s'est rendu compte du péril et il a télégraphié au chef d'état-major britannique à Londres pour le prier de venir en France avec un membre du Cabinet anglais et de demander l'institution d'un commandement supérieur. Lord Milner et le général Wilson arrivent, en effet, le 25. Le jour même, M. Clemenceau, vous et moi, nous nous rendons avec eux à Compiègne, auprès du général Pétain, et nous prenons tous rendez-vous pour le lendemain à Doullens, où nous rencontrerons le maréchal Haig. Au delà d'Amiens, les routes sont encombrées de troupes anglaises qui refluent déjà vers le Nord, sous l'aigre bise de mars qui fouette les visages. Lorsque nous descendons de voiture, le maréchal Haig est encore en conférence avec ses commandants d'armées. Pour ne pas l'interrompre, nous allons et venons plus d'une heure dans le petit square de l'Hôtel de Ville. Vous trompez cette longue attente en répétant à tous que rien n'est désespéré, qu'il faut défendre pied à pied chaque motte d'une terre sacrée et empêcher, coûte que coûte, l'ennemi de s'infiltrer entre les Anglais et nous. Nous montons enfin dans la grande salle de la mairie, et là se tient une réunion qui met en lumière le parfait accord des deux Gouvernements, et aussi le patriotique désintéressement du maréchal Haig et du général Pétain. Chargé, avec le consentement des deux commandants en chef, de coordonner l'action des armées alliées sur le front Ouest, vous décidez aussitôt qu'avant tout les troupes françaises et britanniques resteront étroitement liées et couvriront Amiens. En quelques heures, vous voyez le général Fayolle, le général Debeney, le général Gough, et, à tous, vous donnez la même consigne : « Tenir, tenir à tout prix. » Le lendemain, les Allemands sont arrêtés sur l'Oise ; et s'ils entrent à Montdidier, si, dans cette journée du Vendredi-Saint, dont Paris a gardé le triste souvenir, Moreuil est, à son tour, sur le point de succomber, le Piémont résiste à tous les assauts et, avec le jour de Pâques, l'espérance ressuscite au cœur des armées alliées. Le 3 avril, l'œuvre de Doullens se complète à Beauvais ; votre rôle n'est plus seulement d'assurer la coordination, mais la direction stratégique des opérations militaires ; et enfin, onze jours plus tard, vous recevez ce titre de général en chef qui consacre la reconnaissance définitive de votre autorité suprême.

Complexité et difficultés de ce commandement

« Sitôt qu'on cesse d'être sur la défensive, disait le maréchal de Villars, il faut se mettre sur l'offensive. » Votre magnifique campagne de 1918 relève elle-même de cette doctrine classique. Mais quand Villars commandait, par exemple, l'armée de la Moselle, il avait sous ses ordres 53 000 hommes ; et si haut que nous remontions dans l'histoire des guerres, nous n'y trouverons pas un général qui ait jamais eu, comme vous, à conduire plusieurs millions de soldats au combat. Dans les plus grandes batailles, Alexandre, Annibal, César, Napoléon comptaient modestement leurs hommes par milliers, et je ne vois guère que Xerxès qui puisse avoir la prétention de vous être, de très loin, comparé. Encore, si nous avons entendu dire que l'armée perse avait mis sept jours et sept nuits à traverser les ponts établis par le grand roi entre Sestos et Abydos, Hérodote, qui a le premier donné ce renseignement, n'ose pas le garantir, et je crains que nous n'ayons plus aucun moyen de le contrôler. Mais aujourd'hui, Monsieur le Maréchal, par combien de chiffres ne faut-il pas multiplier les chiffres d'autrefois ? Où est le temps où, de son poste de commandement, un général en chef embrassait tout le théâtre de la lutte et suivait lui-même les péripéties de l'action ? Maintenant, ce sont des peuples entiers que vous avez à commander, sur une ligne de 400 kilomètres, de la mer du Nord à la plaine d'Alsace ; et ces peuples transportent avec eux des batteries de toutes dimensions et de tous calibres, des millions de projectiles, des camions, des tanks, des wagons, des ponts, des télégraphes, des téléphones, des avions de réglage, de chasse et de bombardement, tout un matériel de titans modernes et de cyclopes civilisés ; et il faut que du centre où vous vous installez, votre volonté irradie à toute heure jusqu'aux cellules extrêmes de cet immense organisme en mouvement ; il faut qu'elle aille trouver l'artilleur à sa pièce, le fantassin dans sa tranchée, l'aviateur dans le ciel, et qu'elle leur inspire à tous la même foi et la même énergie ; il faut que, par vous, cette multitude armée n'ait plus qu'une âme et qu'elle soit prête à accomplir, sur vos instructions, l'effort surhumain sans lequel, bientôt, il n'y aurait plus d'humanité.

La défense sur la Somme, sur la Lys et le canal de la Bassée : la côte française sauvée

Vous voici donc à la besogne. Autant qu'à Louis XIV et à Villars, la défense de la Somme vous paraît la condition primordiale du salut de l'Etat, et à peine l'offensive allemande est-elle arrêtée que, le 8 avril, à Breteuil, vous préparez avec Haig, Pétain et Fayolle, une contre-offensive au sud de la rivière ; mais, le soir même, le commandant en chef britannique vous annonce que l'ennemi vient d'attaquer sa première armée entre la Lys et le canal de la Bassée, qu'il a surpris la deuxième division portugaise et que, profitant de ses avantages, il a pénétré, avec une rapidité foudroyante, jusqu'aux secondes positions anglaises. N'écoutant, cette fois encore, que l'intérêt général, vous courez sur-le-champ au secours de nos alliés : vous envoyez des renforts français dans les Flandres ; vous allez trouver, dans son humble demeure, l'admirable roi soldat qui, peu de jours avant, m'a donné, devant vous, l'assurance que vous pourriez en toute circonstance compter sur sa coopération militaire ; vous vous rendez compte, par vous-même, des moyens à employer et des ressources à réunir pour barrer aux Allemands la route de Calais. Tout est prêt ; les ordres sont donnés ; et, vers la fin d'avril, la vague ennemie, après avoir parcouru une distance de 18 kilomètres et déferlé sur le mont Kemmel, vient expirer sur les pentes du massif flamand ; la côte française est sauvée ; Ypres même dérobe à l'invasion ses ruines grandioses ; et il semble qu'après tant d'alertes vous allez, vous et vos infatigables troupes, avoir enfin quelques heures de détente et de répit.

Mais non. Convaincu, comme vous l'écrivez alors

à vos généraux, que « seule l'offensive permettra aux alliés de terminer victorieusement la bataille et de reprendre, par l'initiative des opérations, l'ascendant moral », vous vous mettez immédiatement à étudier une riposte qui puisse dégager, avec le chemin de fer d'Amiens, le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais. Malheureusement, les premiers éléments de l'armée américaine ont seuls jusqu'ici traversé l'Atlantique et, sur certaines parties du front, nous n'avons plus, en face d'un ennemi puissamment renforcé, qu'un fragile cordon de troupes décimées. Malgré l'échec final de ses deux premières tentatives, Ludendorff juge l'heure propice à un troisième assaut.

Le dernier recul des troupes de l'Entente au Chemin des Dames et au nord de Compiègne

Le vieux dieu allemand paraît encore sourire à ses fidèles et la carte de la guerre entretient leurs illusions. L'Empire n'occupe-t-il pas la Pologne, la Courlande, la Lituanie, la Livonie ? N'étend-il pas sa domination en Ukraine, sur le Don, dans le Caucase ? N'est-il pas maître de la Roumanie ? Ne va-t-il pas, pour précipiter les choses, presser l'Autriche de forcer le passage du Piave et de rejeter les Italiens en Lombardie ? C'est, pour l'Allemagne, le moment d'oser. Elle cherche un point faible sur l'immensité de notre front ; elle en discerne un sur ce Chemin des Dames, où la France a trouvé depuis trois ans et demi plus de gloire dans l'héroïsme obscur de ses poilus qu'autrefois dans les derniers éclairs du génie de Napoléon. Mais, après que quatre mille pièces d'artillerie, massées sur un très court espace, ont étouffé, dans un épais linceul d'ypérite, nos troupes de première ligne, les meilleures divisions allemandes se précipitent du haut des plateaux dévastés qui dominent la vallée de l'Aisne, et tombent sur nous, à trois contre un. Elles atteignent la rivière, la traversent, écrasent ou dispersent tout sur leur passage, arrivent à la Vesle, la franchissent, et ne semblent plus pouvoir être arrêtées par rien dans cette randonnée triomphale. L'univers s'étonne; l'humanité s'inquiète. Est-ce que l'armée française, l'armée de la Marne, l'armée de l'Yser, l'armée de l'Artois, l'armée de Verdun, l'armée de la Somme, celle qui, dans les plus terribles mêlées, n'a jamais fléchi et qui, si elle n'a pas encore définitivement vaincu, s'est du moins déjà révélée invincible, est-ce que cette armée, dont la réputation s'est répandue jusqu'aux confins du monde, serait maintenant prise de défaillance, à l'heure suprême où va se décider le destin des pays libres ? Non, non, que le genre humain se rassure ! L'éclipse est déjà passée : l'ennemi, attiré vers l'abîme par une sorte de fascination, poussera jusqu'à la Marne son avance téméraire ; mais pendant qu'il s'aventurera ainsi en profondeur, vous tiendrez, d'une main ferme, les deux montants de la porte qu'il a réussi à enfoncer ; vous ne vous laisserez arracher ni la montagne de Reims ni la forêt de Villers-Cotterets, et d'un revers momentané, vous saurez bientôt faire sortir la certitude de la revanche.

Vous demeurez, en ces journées fiévreuses, aussi maître de vous que vous l'aviez été en Lorraine, en Champagne, en Flandre, en Picardie. Entre le grand quartier général français qui réclame instamment des renforts pour couvrir la capitale et le commandement britannique qui craint de ne pas avoir à sa disposition, dans le Nord, des effectifs suffisants, vous dispensez vos ressources avec l'unique souci de la justice et de l'utilité commune. Ivres de leurs succès, qu'ils croient décisifs, l'empereur, Hindenburg, Ludendorff délibèrent dans les environs de Fismes et ordonnent l'accélération de l'offensive. Mais déjà, sans qu'ils s'en doutent, vous avez organisé la résistance. Secondées par les premières divisions américaines, nos forces reconstituées entourent la vaste poche où s'est engouffré l'ennemi. Les Allemands sont entrés à Château-Thierry ; ils ont atteint le chemin de fer de Paris à Châlons ; ils nous ont contraints à étirer encore nos unités appauvries sur une ligne sinueuse qui s'est allongée de plus de 50 kilomètres ; mais ils n'ont pas ouvert la brèche par où ils comptaient passer et, comme leur commandement les a bercés de l'espoir de finir bientôt la guerre dans Paris terrorisé, leur déception est amère et le découragement s'insinue, avec les premières lueurs de la vérité, dans leurs âmes si longtemps aveuglées.

Comprenant enfin que leur position sur la Marne deviendra vite périlleuse s'ils n'élargissent pas l'entrée de l'impasse où s'était étourdiment engagée leur victoire, ils attaquent le général Humbert et la 3e armée française, du sud de Montdidier au sud de Noyon ; et ce sont alors sur l'Oise, du 9 au 13 juin, de nouveaux combats qui s'allument, au moment où le feu commence à s'éteindre entre l'Aisne et la Marne. Cette fois encore, nous perdons du terrain, mais non sans l'avoir défendu pouce à pouce et, sous la sereine autorité du général Fayolle, tout est promptement rétabli : von Hutier, qui croyait déjà coucher dans le château de Compiègne, s'arrête, essoufflé, sur les bords du Matz.

Après cette série de tentatives, qui ont procuré à l'ennemi des avantages tactiques, sans entraîner cependant contre nous aucune décision, allez-vous enfin juger le moment venu de lancer la riposte que vous avez promise à vos armées et à laquelle votre tempérament, autant que votre raison, aspire depuis si longtemps ? Pas encore ; vous modérez une fois de plus votre ardeur naturelle et recommandez le calme à vos troupes impatientes. Ne faut-il pas, avant tout, briser jusque dans ses derniers ressorts la puissance offensive de l'adversaire ? Il garde encore des réserves. Achevons de les lui détruire. Fermons-lui le chemin de Calais et le chemin de Paris. Empêchons-le de gagner la mer ou de venir frapper la France à la tête ; et apprêtons-nous d'abord à recevoir le choc furieux où il va désespérément ramasser toutes ses forces. Mais où essayera-t-il de nous surprendre ? C'est le secret de Ludendorff, et vous êtes d'abord obligé de veiller partout, de Nieuport à Dannemarie. Bientôt, cependant, quelques indices concordants vous laissent penser que vous allez être attaqué à l'ouest et à l'est de Reims, et ces signes précurseurs ne sont pas pour vous étonner. Une fois de plus, l'Allemagne a vu grand et, pressée, du reste, d'en finir par les premiers grondements de son opinion publique, elle s'est laissé séduire par le mirage d'une entreprise colossale. Par des bombardements réitérés, elle croit avoir troublé le cœur de Paris. Elle voit déjà ses troupes défilant de nouveau dans les Champs-Elysées. Encore quelques semaines, et l'armée impériale victorieuse dictera, sur les rives de la Seine, les volontés allemandes à la France paralysée.

L'assaut suprême de l'ennemi De la défensive à l'offensive

Vous êtes prêt. L'action qui s'annonce est, de toutes celles que vous aviez prévues, celle qui va peut-être le mieux servir vos desseins. Si vous réussissez à maîtriser l'ennemi, sa situation sera plus

gravement compromise que jamais dans le couloir sans issue où il s'est aventuré. Sur son flanc droit, la 10e armée, commandée par le général Mangin, sera aux aguets dans l'épaisseur des bois de Villers-Cotterets et n'attendra que votre signal pour s'élancer.

C'est contre l'armée Gouraud que se prépare, de Reims à l'Argonne, l'assaut le plus redoutable. Vous avez dit à Pétain : « Quelle que soit la violence de la poussée, l'ennemi doit être arrêté là. » Et Pétain a dit à Gouraud : « Si vous êtes attaqué de la Pompelle à la butte de Tahure, vous vous sacrifierez pour la France. Vous n'attendrez pas les Allemands sur vos premières positions, vous n'y laisserez que des mitrailleurs et des éléments de couverture, pour ralentir les vagues d'assaut ; et, dès que les Allemands, trompés par le succès apparent que vous leur aurez vous-même ménagé, s'avanceront vers vos deuxièmes positions, vous démasquerez vos batteries et vous écraserez l'assaillant dans le piège où vous l'aurez attiré. — Il sera fait suivant vos instructions », a répondu Gouraud ; et, de son œil bleu, il interroge froidement l'horizon.

La fête nationale vient de se terminer dans une sorte d'attente solennelle ; il est minuit dix ; un roulement de tonnerre éclate et se prolonge, pendant quatre heures, de Château-Thierry aux gorges de l'Argonne. A la naissance du jour, l'infanterie allemande sort de ses tranchées, pénètre dans les nôtres, essuie le feu des mitrailleuses, voit nos hommes se replier en combattant et, pleine de confiance, précipite sa marche. Mais, bientôt, elle se heurte à des positions vigoureusement défendues ; toute la zone qu'elle traverse est battue par notre artillerie ; les abris où elle se réfugie ont été remplis de gaz qui les rendent inhabitables ; les tanks qui la précèdent sont mis en pièces par les explosifs que nous avons disposés sur leur passage. L'ennemi hésite, se trouble et s'arrête, comme médusé, devant la Main de Massiges.

Vainement est-il plus heureux à la Pompelle, au nord de Bligny, à Marfaux et jusque sur la Marne, qu'il parvient à traverser. Qu'importe ! Ces succès partiels ne lui ont pas livré la montagne de Reims et il n'a point élargi le seuil de l'antichambre close dont il cherche à ébranler les parois. Voici donc l'instant venu, pour la 10e armée, de sortir de son couvert forestier et de se jeter, avec ses nouveaux chars et ses escadrilles aériennes, sur l'Allemand décontenancé. Elle bondit ; la 6e armée l'appuie ; et toutes deux ramassent, en quelques heures, douze mille prisonniers et huit cents canons.

Victoires sur victoires

Il semble enfin que, suivant une de vos expressions, nous soyons arrivés à l'un de ces moments solennels où une armée, sur le champ de bataille, se sent portée en avant comme si elle glissait sur un plan incliné. Dans une lente ascension, nous avons gravi des pentes abruptes ; et, du sommet que nous avons atteint, nous apercevons maintenant l'ennemi qui commence à plier et la victoire qui nous appelle. Les Allemands se défendent encore avec âpreté ; ils font tête sur les trois fronts où ils sont attaqués ; ils ne se replient que pas à pas ; mais ils abandonnent la voie ferrée ; ils retraversent la Marne, ils sont ramenés sur l'Ourcq et sur l'Ardre ; ils sont forcés de repasser la Vesle ; ils nous laissent encore entre les mains des milliers de prisonniers et un immense butin de guerre. C'est vous qui désormais tenez votre adversaire à la gorge. Vous ne le lâcherez plus.

« L'Entente, dites-vous, doit frapper maintenant à coups redoublés. » Avec le maréchal Haig, les généraux Rawlinson et Debeney, vous voulez d'abord dégager Amiens et reconquérir Montdidier ; et quelques belles journées du mois d'août vous suffisent pour exécuter ce programme. Puis, de Santerre, vous portez immédiatement la bataille dans toute la région qui s'étend entre la Scarpe et la Somme. Pendant que nous continuons à refouler les Allemands vers l'Est, vous les faites attaquer sur leurs ailes, au Nord, par l'armée britannique, au Sud par la 3e armée française en direction de Lassigny ; puis c'est de nouveau le tour de notre 10e armée, qui balaye les plateaux entre l'Aisne et l'Oise et s'avance jusqu'à l'Ailette ; puis de nouveau le tour des Anglais, qui recommencent l'assaut sur plus de 50 kilomètres, forcent le passage de l'Ancre, enlèvent Croisilles, Bapaume, Nesle, Péronne, et continuent, dans le même style, jusqu'à ces positions Hindenburg où l'ennemi s'est retiré l'an passé à l'abri de tous les souvenirs des Niebelungen et d'où il s'est élancé cette année comme pour conquérir l'anneau d'or de la Walkyrie. Allez-vous vous laisser arrêter par ces lignes réputées imprenables, qui courent de marais en collines ou de forêts en ravins et qui portent les noms tutélaires de Wotan, de Brunehild, de Siegfried et d'Albéric ? Si vous donnez à l'Allemand déjà déprimé le loisir de se refaire derrière ce rempart légendaire, l'occasion peut vous laisser les cheveux dans les mains. Donc, pas de repos, et en avant !

Tandis que, sous l'autorité supérieure du général Pétain, le général Pershing et les Américains délivrent Saint-Mihiel et une partie de la Woëvre, vous préparez des attaques concentriques qui devront se succéder à de brefs intervalles entre Meuse et Suippe, entre Somme et Sensée, entre Lys et Yser. Gouraud s'avancera en direction de Rethel et de Mézières, appuyé à droite par les Américains, qui descendront les deux rives de la Meuse et nettoieront l'Argonne. La 1re armée française investira Saint-Quentin, pendant qu'à sa gauche trois armées britanniques, déployées du Tronquoy à l'Escaut, marcheront droit sur la ligne fabuleuse où les Allemands se croient protégés par le chaperon magique de Siegfried. Dans les Flandres, le général Degoutte, devenu, aux côtés du roi Albert, major général de l'armée belge, combinera avec le général Plumer et la 6e armée française, secrètement transportée dans le Nord, une opération destinée à déblayer, vers Roulers, le vaste champ de bataille où vous cherchiez déjà, quatre ans plus tôt, d'immenses et lointaines perspectives.

La muraille allemande crève : la poursuite En avant ! En avant !

Avant les premiers jours d'octobre, la muraille derrière laquelle se sont retranchés les Allemands se lézarde et crève en plusieurs endroits. La résistance a cependant été tenace et les objectifs que vous vous étiez fixés sont loin d'être atteints. Vous n'en êtes que plus résolu à reprendre l'attaque. Vous savez que, sur vos conseils, le général Diaz prépare une offensive ; qu'en Orient, Franchet d'Esperey a contraint les Bulgares à demander un armistice ; que l'Autriche épuisée est sur le point de capituler elle-même. Il n'y a donc pas à hésiter ; il faut repartir au pas de charge ; et, d'un geste infatigable, vous réveillez la bataille entre la Suippe et la Meuse, entre l'Aisne et l'Oise, entre l'Escaut et la Selle ; et tous vos lieutenants, après vous, répètent à leurs

troupes enfiévrées d'espérance : En avant ! En avant !

Les Allemands, qui se sentent perdus, perdus en Orient, perdus en Autriche, perdus bientôt devant vous, essayent, une fois de plus, d'une manœuvre politique pour échapper à un désastre militaire. Ils adressent au président Wilson une demande d'armistice. Voici peut-être que va sonner le dernier quart d'heure. Il ne reste pas une minute à perdre. Vous ordonnez la continuation des trois offensives convergentes. En avant ! En avant ! Que Degoutte poursuive sa marche vers Bruxelles ! Que Haig progresse vers Avesnes et vers Mons ! Que l'ennemi soit obligé par là d'abandonner Lille, Roubaix et Tourcoing ! Que le groupe Fayolle se hâte vers Fourmies, Hirson et Vervins ! Que le groupe Maistre accélère son allure vers Mézières et vers Sedan ! Et les Belges rentrent victorieusement à Ostende et à Bruges ; et Lille est libérée d'une longue captivité ; et les Britanniques s'approchent de Valenciennes ; et les Italiens enlèvent Sissonne ; et Gouraud enveloppe Vouziers ; et les Américains débouchent aux lisières de l'Argonne. Plus vite encore, criez-vous ; et le 19 octobre, complétant vos instructions du 10, vous prescrivez aux armées des Flandres de forcer les lignes d'eau pour courir sur Bruxelles, aux armées anglaises de rejeter les Allemands dans le massif des Ardennes, aux armées françaises et à la 1re armée américaine de redoubler de vitesse pour aller effacer à Sedan les douloureux souvenirs de 1870. En même temps, vous invitez Pétain à disposer secrètement en Lorraine deux armées françaises qui, sous le commandement de Castelnau, attaqueront les Allemands à l'est de Metz pour les prendre à revers et marcher sur la Sarre.

Le 31 octobre, tout le front belge s'ébranle et, en quatre jours l'armée du roi Albert parvient aux portes de Gand ; les Canadiens entrent dans Valenciennes ; les Néo-Zélandais font tomber le Quesnoy ; Rawlinson emporte Landrecies ; Debeney déborde Guise ; Gouraud pénètre dans le Chesne et franchit le canal des Ardennes ; Hunter Ligget touche à Belleval et à Montigny ; cependant que le général Bullard, avec la 2e armée américaine, s'apprête à se jeter sur Briey et que, devant Nancy, les armées de Castelnau s'apostent pour voler, dès le 13 ou le 14 novembre, vers Sarrebrück et couper la retraite à l'ennemi.

L'empereur, Hindenburg, Ludendorff, trinité sinistre, prennent peur. Il ne leur reste qu'une quinzaine de divisions de réserve et les alliés en ont plus de cent. Toute l'armée allemande, déprimée par la défaite, va être condamnée à se frayer une route étroite et dangereuse entre le Limbourg hollandais et l'attaque franco-américaine dont elle est menacée à l'est de la Moselle. Aux grands maux les grands remèdes. L'ennemi se résigne à un repli général. Il fuit devant la cavalerie alliée, qui, après quatre ans d'immobilité, galope à la victoire ; il laisse Mouzon aux Américains, Sedan à Gouraud, la région de Mézières à Guillaumat, Vervins et Rocroi à Humbert, Guise, Fourmies, Hirson à Debeney, Condé, Maubeuge, Tournai, à Douglas Haig, une large bande de territoire belge au roi Albert ; il pousse plus loin l'aveu de sa déroute : il ordonne l'évacuation de Metz et de Thionville. Mais, quelque hâte qu'il mette à se retirer, quelques efforts qu'il fasse çà et là pour retarder notre poursuite, il va être étranglé sur la Meuse avant de pouvoir rentrer en Allemagne. Dans peu de jours, il n'aura d'autre issue que la capitulation en rase campagne. Il préfère capituler entre vos mains, en chargeant des parlementaires de solliciter de vous la suspension des hostilités.

La Victoire, l'Armistice

Le 8 novembre, par une matinée sombre et pluvieuse, votre train est garé à Rethondes, en forêt de l'Aigle. Un second train amène M. Mathias Erzberger, le comte Obendorff, le général major von Winterfeld, et autres plénipotentiaires allemands. « Quel est, Messieurs, leur demandez-vous, l'objet de votre visite ? — Nous sommes venus, répond M. Erzberger, pour recevoir les propositions des puissances alliées en vue d'un armistice. — Je n'ai aucune proposition à faire. » Les Allemands se consultent du regard. « Eh bien ! hasarde le comte Obendorff, dites-nous, Monsieur le Maréchal, comment vous désirez que nous nous exprimions. Notre délégation est prête à vous demander les conditions d'un armistice. — Demandez-vous formellement un armistice ? — Nous le demandons. — Alors, je vais vous lire les conditions des alliés. » Le lendemain, les Allemands vous remettent quelques observations écrites, auxquelles vous répondez le 10, en ne consentant qu'à des modifications de détail, et, dans la nuit du 10 au 11, vous reprenez séance, dans votre wagon-bureau, avec les plénipotentiaires allemands. Le texte de l'armistice est lu, article par article, et les signatures sont données. Votre œuvre est accomplie. Vous envoyez à vos armées, par radiotélégramme, l'ordre de suspendre les hostilités à partir de 11 heures du matin. Vous félicitez, en trois phrases immortelles, vos officiers, vos sous-officiers et vos soldats d'avoir gagné la plus grande bataille de l'histoire et d'avoir sauvé la cause la plus sacrée, la liberté du monde ; et le 12 novembre, vous arrêtez et vous fermez votre journal de marche avec la même simplicité que vous avez mise à l'ouvrir le 26 mars, après la réunion de Doullens.

Une paix de vigilance : « Souhaitons que le monde n'ait jamais à se repentir de ne s'être qu'incomplètement inspiré de vos avis. »

C'était à vous de faire la guerre ; ce n'était plus à vous de faire la paix. Vous aviez cependant le droit de dire ce que, d'après vous, la paix devait être pour mieux empêcher le recommencement de la guerre. Les mémoires que vous avez rédigés dès le mois de novembre, pour exposer les garanties militaires que vous jugiez indispensables, portent la marque de votre patriotisme et de votre expérience. Souhaitons que le monde n'ait jamais à se repentir de ne s'être qu'incomplètement inspiré de vos avis. Mais que dis-je, souhaitons ? Vous n'êtes pas l'homme des vœux stériles et des regrets superflus. Votre esprit réaliste prend les choses telles qu'elles sont et cherche à en tirer le meilleur parti pour notre pays. Maréchal de France, Field Marshal britannique, soldat respecté, non seulement par toutes les nations de l'Entente et par tous les jeunes Etats européens, mais par nos ennemis d'hier, Président du Comité de Versailles, vous demeurerez pour la France et pour tous les pays amis le plus clairvoyant et le plus précieux des conseillers. En ceignant aujourd'hui notre épée pacifique, vous ne vous condamnez pas, Dieu merci ! à la retraite et au repos. Nul mieux que vous ne saura veiller au désarmement de l'Allemagne ; nul mieux que vous ne découvrira les réalités sous les apparences et, comme nous disions hier, sous les camouflages.

Si l'on affuble un uhlan d'un costume de gendarme ou si l'on coiffe d'un casque de pompier un soldat de la garde, ce n'est pas vous qui vous laisserez prendre au déguisement. Si, derrière de belles façades industrielles, on se met en mesure de fabri-

quer en série des canons ou des avions, vous saurez bien renverser le paravent. Il faut que les puissances de guerre ne viennent pas à se réveiller un jour dans l'inattention universelle, pour déchaîner sur l'humanité de nouveaux cataclysmes.

Plus de quatorze cent mille Français sont morts pour que ne mourût pas la France. Des générations enthousiastes, des armées innombrables, formées de la moelle de notre nation, se sont volontairement sacrifiées pour défendre, au prix de leur sang, nos traditions et nos libertés. Vous voulez que ce sacrifice reçoive une juste récompense et qu'après une aussi effroyable secousse la postérité puisse, au moins, travailler dans le calme, dans l'ordre et dans la sécurité. Soyez certain que vous êtes en pleine harmonie de sentiments avec la Compagnie qui vous accueille aujourd'hui ; et ne vous étonnez donc plus, Monsieur le Maréchal, de vous trouver parmi nous. Vous et vos armées, vous avez sauvé notre vieille civilisation latine, notre langue, nos chefs-d'œuvre, notre passé et notre avenir. Comment l'Académie française aurait-elle négligé de vous en témoigner sa gratitude ?

[Cf. *D. C.*, t. 1, pp. 468-470 et 473-474 : Consécration des armées alliées au Sacré Cœur par le maréchal Foch ; — t. 2, pp. 288, 294-303 : Mémoire (inspiré des Notes du maréchal Foch) du Gouvernement français sur la fixation au Rhin de la frontière occidentale de l'Allemagne et l'occupation interalliée des ponts du fleuve (25. 2. 19).]

MOUVEMENTS INTERNATIONAUX

Le facteur moral et religieux dans la réconciliation des peuples

Les peuples de l'Europe ne pourront demeurer éternellement ennemis. L'instinct humain, la nécessité de vivre les poussent à s'unir. Une fois les crimes expiés ou oubliés, cette union se fera dont les facteurs s'appellent : commerce et industrie.

Or, est-il possible de négliger le facteur moral et religieux et son rôle prépondérant dans cette œuvre de paix ?

Et s'il est une force capable de créer l'apaisement des esprits dans l'amour et la justice avant tout — car la justice est vérité, — n'est-ce pas l'Eglise catholique ?

Quand l'heure aura sonné de la réconciliation des peuples, ce sera elle la maîtresse de cette heure.

S. S. Benoît XV a déjà dans ce sens, en maintes circonstances (1), *adressé à tous ses fils, sans distinction de nationalités, l'appel ému de son cœur de Père.*

Sa voix n'est pas restée sans éveiller des échos, directs ou indirects, dans la presse européenne. Nous en recueillons quelques-uns — de portée diverse — à titre documentaire.

(1) Voir, notamment, Lettre au cardinal Amette, 7. 10. 19 (*D. C.*, t. 2, pp. 498-499) : — Lettre à l'épiscopat allemand, 15. 7. 19 (*D. C.*, t. 3, pp. 82-83).

PRESSE ALLEMANDE

L'Internationalisme chrétien

Sous ce titre on lit dans l'*Augsburger Postzeitung* (25. 12. 19) :

Devons-nous, nous catholiques, nous unir en une Ligue particulière de la paix mondiale afin de donner vie et réalité à cette paix des peuples ? Je dis : non ! Car nous avons déjà une Ligue de la paix mondiale, et c'est notre Eglise catholique. Faut-il ressasser les rengaines et le pathos de la franc-maçonnerie sur la réconciliation ? Faut-il singer son extravagante Union des citoyens du monde ? Devons-nous par hasard échafauder un système déterminé, prendre parti pour le libre échange, entrer en campagne contre le « militarisme », parce que, comme catholiques, nous visons à la réconciliation des peuples ?

Prenons garde, au contraire, de ne pas chercher à tirer de la doctrine du christianisme un système d'économie mondiale défini, une constitution mondiale déterminée, si je puis ainsi nommer l'organisation juridique des peuples entre eux. Ce serait atteler le monde à des principes qui ne s'appliquent pas dans leur teneur à des situations de fait déterminées seulement par des contingences historiques.

Toute notre tâche doit consister à être des chrétiens complets. Ce n'est pas la politique, mais le christianisme seul qui peut nous apporter la paix. Il ne faut pas perdre de vue l'ensemble. Nous nous dispersons beaucoup trop. Notre force offensive, notre élan se perdent dans les mouvements nombreux et minimes. C'est se disperser que de prendre une des idées chrétiennes, de la mettre en évidence, d'en faire le point de départ d'un mouvement pour la paix du monde.

Travailler à la paix mondiale, c'est affaire du christianisme tout entier, de l'Eglise tout entière, et pas seulement de membres groupés individuellement dans une Ligue pour la paix.

Par cela même que nous réalisons en nous le christianisme d'une manière vivante, nous sommes les champions les plus agissants de la paix des peuples. Il ne faut pas que nous laissions à notre chef suprême seul le souci de travailler à rapprocher les nations.

Nous, catholiques de tous pays, nous devons entrer en rapports les uns avec les autres. Nos évêques doivent, en tant qu'évêques et non pas comme membres d'une Ligue minuscule, s'adresser aux évêques des Etats ennemis et ainsi chercher à faire disparaître les haines, la passion de revanche, l'oppression. Les catholiques de France pourraient-ils refuser la main pacifique que les catholiques allemands leur tendent par-dessus le désert de l'Ouest (les pays dévastés), par-dessus les anciennes tranchées et les fils de fer barbelés ?

Quel besoin avons-nous pour cela d'une Ligue pour la paix mondiale ? Nous avons notre Eglise et nos évêques. C'est agir non en chrétiens mais en pharisiens que d'alléguer sans cesse la faute, les crimes de l'adversaire ! Notre faute, qu'elle soit réelle ou non, ne saurait empêcher les évêques et catholiques de France de nous tendre une main de réconciliation et de paix, ni rendre impossible le rétablissement de rapports mutuels de justice et de bienveillance. Ne disons-nous pas dans le *Pater noster* : « Que votre règne arrive ; pardonnez-nous nos offenses, comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés » ?

Point n'est besoin d'effacer aucune différence

nationale, de rêver un civisme mondial, d'imaginer une constitution mondiale à venir, un parlement du monde, une unité factice des hommes.

Nous ne devons soustraire au christianisme aucun corps qu'il anime. L'esprit du christianisme doit remplir toutes les formes de société, tous les systèmes économiques, tous les groupements nationaux et internationaux. Si nous sommes à fond les disciples de Notre-Seigneur et si nous suivons la loi de l'amour, alors se vérifiera l'antique parole du Sauveur : « *Pacem meam do vobis*, je vous donne ma paix ! »

GERMANIKUS.

[Traduit de l'allemand par la *D. C.*]

PRESSE RUSSE

Pour un rapprochement russo-allemand

Le journal russe *Prizyf* (*l'Appel*), édité à Berlin, a publié le 24. 1. 20 cette lettre du Dr FŒRBER, membre de la Ligue catholique de Munich :

MONSIEUR LE RÉDACTEUR,

Voudriez-vous avoir l'obligeance de publier dans votre journal la présente lettre ?

L'atroce guerre est terminée. C'est désormais pour tout homme un devoir de chaque jour de travailler au rapprochement des peuples ennemis, de créer dans le monde une vie nouvelle faite d'entente et de paix : œuvre sainte et grandiose.

Non, l'heure n'est pas encore venue d'établir les responsabilités, de rechercher les origines de cette guerre. Les hommes ont devant eux une tâche trop lourde à remplir : celle de rétablir entre les peuples les rapports d'un commerce amical.

Dans ce dessein, il importe de prêter une attention toute spéciale aux tendances religieuses, aux croyances du peuple.

Hélas ! on a sur ce point constaté, en ces derniers temps, une recrudescence d'athéisme. Sous son influence, les peuples ont renié Dieu et, d'une façon générale, repoussé les enseignements du christianisme.

Ils sont devenus, par suite, la proie d'un abject matérialisme, et on les voit se livrer sans frein à toutes les jouissances matérielles.

De plus, de cette incrédulité surgit, conjointement au matérialisme, un faux nationalisme qui prit la place de ce nationalisme véritable parce que moral, dont le but est d'élever le niveau religieux du peuple tout entier.

C'est par ce nationalisme véritable que les peuples s'approprient les meilleures qualités de leurs voisins et que s'accomplit l'œuvre capitale du rapprochement des nations.

Lors de mon séjour en Russie, j'ai esquissé un projet de ce rapprochement pratique des peuples. Mon intention est de le réaliser avec l'appui de la classe intellectuelle, à qui appartient la direction de l'action et des tendances populaires.

Une étroite amitié exige le rapprochement des peuples. Or, ce rapprochement sera facilité par l'étude de la littérature, les voyages et surtout les séjours prolongés en pays étranger. Ce sont là d'excellents moyens d'étudier à fond la civilisation, les mœurs et la vie religieuse des nations.

A cet effet, il serait bon de créer des pensions de famille où l'on hébergerait les étudiants étrangers.

La Ligue catholique dite *Liga für praktische akademische Kulturarbeit* (Munich, 22, Œttingenstrasse 16/1) a commencé la réalisation de ce plan.

Avec l'aide de la classe intellectuelle russe et dès le rétablissement de l'ordre, elle ouvrira de ces pensions de famille dans toutes les villes russes où existe une Université.

Les personnes qui s'intéresseraient à cette œuvre pourront s'adresser pour tous renseignements à la « Ligue catholique », Munich, 22, Œttingenstrasse 16/1.

Dr FŒRBER.

Sous la rubrique « Entretiens avec les nôtres », la rédaction du *Prizyf* donne de cette lettre du Dr Fœrber les commentaires suivants :

Le Dr Fœrber rêve d'une union aussi étroite que possible entre les deux peuples, allemand et russe, sur le terrain « culturel » et industriel, union basée sur une mutuelle compréhension.

Ce rêve, en dépit d'obstacles extérieurs et passagers, semble bien près de se réaliser, car il est conforme aux leçons de l'Histoire et au cours logique des événements actuels ou prochains.

Dans la lettre transcrite plus haut, le docteur Fœrber expose son projet d'organiser pour la jeunesse allemande tout un système d'excursions en Russie avec le puissant concours des Universités.

Or, le Dr Fœrber n'agit pas en son nom personnel. Il parle en tant que membre de la Ligue catholique bavaroise, dont le but est de faciliter par tous les moyens aux Russes et aux Allemands une connaissance mutuelle.

Cette initiative, étant donné la source d'où elle émane, peut nous inspirer toute confiance. A son origine, en effet, nous trouvons la solidarité née des principes du christianisme, qui a créé et informe nos deux cultures.

En ces heures où triomphent les forces obscures de l'Esprit mauvais, ennemi de notre foi, tout chrétien qui réfléchit tant soit peu doit comprendre combien s'impose l'union de tous les chrétiens, quelles que soient les différences dogmatiques qui séparent les diverses Confessions d'une seule et même Foi.

En face des attaques de nos ennemis, nous devons, par tous les moyens, nous chrétiens, fortifier, consolider nos positions, les établir sur la connaissance « vécue » des principes de la foi chrétienne.

Maintenant plus que jamais apparaissent dans toute leur réalité les dommages, les dangers issus de la séparation des Eglises, de la rivalité, de l'intolérance mutuelles sur le terrain religieux. Que de souffrances, méritées d'ailleurs, tous les chrétiens n'ont-ils pas à supporter actuellement par suite de l'offensive fanatique et féroce dirigée contre eux par le judaïsme militant, cet éternel ennemi de notre foi et des doctrines du Christ notre Sauveur et notre Dieu !

Nous voyons depuis longtemps les meilleurs parmi les hommes, ceux dont le sens religieux est le plus développé et, à leur tête, Wladimir Solovief, se faire les apôtres de l'union des Eglises, prêcher la concorde, la conciliation des diverses opinions particulières, l'oubli des fautes et des errements historiques. Quel bien, selon eux, n'en sortirait pas pour le monde chrétien tout entier !

Si attirante soit-elle, cette espérance ne semble pas devoir se réaliser complètement dans un avenir prochain.

Un sentiment intime me crie cependant qu'avec le temps cette union se fera, mais ce ne sera pas de sitôt ; pour le moment, les divergences sont encore trop profondes.

En tout cas, comment ne pas accueillir favorablement toute tentative de rapprochement et d'union ? A ce titre, la généreuse initiative de la Ligue catholique bavaroise doit trouver chez nous un généreux et sympathique écho.

Ce rapprochement est double : national et religieux.

L'un et l'autre sont d'heureux symptômes de l'heure historique que nous vivons. Mais le second a évidemment, pour nous, fidèles du Christ, notre divin Maître, une importance sans comparaison plus grande que le premier.

Ce n'est pas la première fois qu'en ces années de trouble et de détresse l'Eglise catholique sait défendre et rappeler la loi de l'Amour, loi qui nous est commune à tous, indépendamment des divergences dogmatiques qui nous séparent.

En 1917 et 1918, on s'en souvient, notre souverain et son auguste famille se trouvaient aux mains des brigands qui avaient violenté et corrompaient notre Russie. A ce moment, une seule voix dans le monde entier retentit en leur faveur : celle de Sa Sainteté le Pape Benoît. Seul, le chef de l'Eglise catholique réclama des divers gouvernements de plus en plus révolutionnaires qui se succédèrent à la tête du pays la délivrance des prisonniers, augustes martyrs livrés à la torture.

Quand, en ces années d'épreuve, l'Eglise pravoslave [orthodoxe] eut à subir des persécutions et des vexations d'une férocité inouïe, quand les meilleurs pasteurs de l'Eglise tombèrent victimes de la haine exacerbée des Juifs qui insufflaient au malheureux troupeau des révolutionnaires russes leurs sataniques suggestions, l'Eglise catholique, à plusieurs reprises, sut exprimer sa réconfortante sympathie et venir en aide à sa Sœur dans le Christ, l'Eglise pravoslave.

Il est juste d'ajouter que l'Eglise protestante fit de même.

Ces manifestations sont très significatives ; on ne doit ni les mépriser ni les oublier. En elles sont renfermées les plus radieuses perspectives pour les temps à venir. Ce sont là des semences d'amour, d'union, de fraternité. Fasse Dieu que ces germes naissants ne soient pas étouffés !

W.

[Traduit du russe par la *D. C.*]

PRESSE FRANÇAISE

Les intellectuels français et l'Allemagne

M. René Johannet, notre distingué collaborateur, a répondu comme suit à une enquête entreprise par la revue *la Renaissance politique, littéraire, économique*, sous ce titre : « Quelle doit être notre attitude à l'égard de l'Allemagne d'après les intellectuels français ? »

1° Quand même nous aurions la stupidité de concevoir pour la France vis-à-vis de l'Allemagne un isolement aussi farouche que celui que vous décrivez, la nature de notre frontière rhénane et l'exécution même du traité nous empêcheraient de le réaliser, heureusement !

2° Le spectacle de l'histoire ancienne, moderne et contemporaine, ne me paraît pas être tel qu'il nous amène à concevoir la démocratie comme un facteur nécessaire de paix. Je serais plutôt d'un avis contraire. Il est vrai que l'imprécision du vocabulaire politique va si loin que, pour certains, la démocratie ne s'écarte pas d'un sage pacifisme sous peine de cesser d'être la démocratie. Mais alors n'est-ce pas un peu préjuger de la réponse que de demander si la diffusion des idées de paix en Allemagne n'aiderait pas au maintien de la concorde ?

Après comme avant, la question reste donc entière. En fait, nous n'aurons pas vis-à-vis de l'Allemagne une attitude entièrement de notre choix. Nos besoins, le va-et-vient des programmes politiques avec les changements de majorités parlementaires, les injonctions de nos alliés (à de certaines heures, nos dirigeants nous ont *livrés* aux jalousies anglo-saxonnes, pieds et poings liés, pour des espoirs que l'avenir a déjà déçus), tout cela représente une gigantesque inconnue qui ne nous permet que les anticipations les plus vagues et les plus médiocres.

Et puis... *l'Allemagne*, c'est bientôt dit. De même qu'en France il y a bien deux ou trois co-attitudes possibles, suivant les zones, les intérêts, les points de vue, les préjugés, les idéologies, de même en Allemagne on discerne environ et à la fois dix ou douze existences politico-économiques dont les apparitions fragmentaires ou successives sollicitent de nous des réflexes très différents.

La condition du succès, à mon avis, réside principalement dans cette observation de fait : laquelle de ces Allemagnes avons-nous intérêt à dégager ? Laquelle devons-nous, *coûte que coûte*, écraser dans l'œuf ?

Dans ce sens, je n'hésite nullement à vous répondre : *toute politique positive de paix franco-allemande doit se fonder sur un rapprochement des catholiques français et des catholiques allemands.* Tôt ou tard, le jour viendra où les autorités du *Reich* persécuteront le catholicisme, qui est malgré tout *la seule force* honnête de l'Allemagne. En face de cette Allemagne — je n'hésite pas à le dire — vertueuse et pondérée en dépit de certains de ses meneurs, qui tendra les bras vers n'importe qui, nous aurons à faire un geste décisif. Ou nous l'abandonnerons aux gloutonneries prussiennes, socialistes, « évangéliques », ou nous l'aiderons — prudemment, sagement, et contre des engagements précis de sa part — à se libérer.

Le développement de cette attitude nous conduit peut-être à envisager la constitution d'un nouvel Etat qui engloberait la Rhénanie (largement comprise), l'ancienne Souabe, l'Autriche, bref, d'un Etat rhéno-danubien, étroitement connexe à la France, intéressé par nature au maintien de la paix européenne. Mais cela, c'est du luxe et du rêve ! La réalité prochaine nous mettra en face d'une alternative moins simple et plus exigeante, celle qui découlera de l'observation ou de la non-observation du traité, ainsi que des intrigues berlinoises pour en éluder les clauses les plus gênantes.

Là encore la position des catholiques allemands — dont tout dépend en définitive — méritera d'être judicieusement appréciée, observée de très près, tant vis-à-vis de nous que vis-à-vis du *Reich*.

3° La formule *Société des Nations* n'a servi jusqu'ici que de prétexte aux entreprises les moins avouables. Il n'y a nulle raison de croire que l'avenir apporte à ce fait aucun changement. La paix actuelle ne résulte pas du traité ; *elle se maintient malgré le traité*, par suite de l'épuisement général.

La guerre reprendra le jour où n'importe lequel

des vaincus se sentira le cœur de dire *non* et d'appuyer sa négative par les armes.

Une fois de plus, je ne découvre aucune chance de paix durable en dehors du catholicisme. Les fantaisies wilsoniennes, l'impérialisme anglo-saxon, la sauvagerie bouffonne des divers socialismes ne nous apporteront que du sang et des larmes. Si quelque chose ressort de cette longue histoire de cinq ans (1914-1919), c'est l'impuissance des démocraties libérales, vaguement socialisantes, hypocritement ploutocratiques, à *fonder de l'ordre* autour de soi.

Le moment me paraît venu pour les catholiques européens de s'affirmer comme une force politique agissante. Eux seuls gardent encore des principes supérieurs et sauvent les restes de la civilisation. Voyez ce qu'a donné Luther, ce que produit l'orthodoxie !

Ce sera donc une conclusion un peu différente de ce que vous attendiez peut-être, mais, vraiment, je ne vois pas de solution à la crise mondiale en dehors *d'une entente concrète, débattue à ciel ouvert, entre les catholiques des différents Etats, y compris les catholiques allemands, irlandais, autrichiens et hongrois.*

J'appelle de tous mes vœux le Congrès *politique* où se nouera cet ordre nouveau. Tout le reste est poussière, hypocrisie, *ersatz*. L'Europe veut justice.

(*Renaissance*, 31 1. 20, pp. 21-22.)

***

La conclusion même de l'enquête de la *Renaissance* ne peut que fortifier la position prise par M. René Johannet :

Je remercie nos maîtres et nos amis d'avoir répondu à cette enquête avec une franchise et une bonté qui les honorent. Ils ont bien voulu reconnaître qu'il n'y a pas, actuellement, de questions plus angoissantes et plus délicates que celles qui furent posées. Mais ont-ils résolu le redoutable problème et montré, pour demain, la route à suivre ?

Leurs réponses sont si différentes d'allure et de ton qu'on peut, au premier abord, en être déconcerté. Pourtant, à bien voir, elles se rencontrent et se confondent, malgré d'apparentes contradictions, sur des points d'une importance capitale. Ce sont ces points que j'essayerai, d'abord, de mettre en lumière.

1° *Les intellectuels français réprouvent la haine à l'égard de l'Allemagne.*

Voilà qui est net. Nous continuons la tradition française. Sur ce point, les hommes les plus divers se retrouvent, et prélats et libres-penseurs se tendent la main. « Je ne suis pas partisan d'une haine stérile. » (Rosny.) « La haine est une force aveugle. » (Amiral Degouy.) « La haine est une mauvaise conseillère. » (Paul Brulat.) « Haïr tous les Allemands serait indigne d'un chrétien et d'un homme. » (Mgr Baudrillart.) « Elle est le partage des êtres faibles et inférieurs. » (Mgr Lacroix.) « Elle n'est pas française. » (Eugène Le Mouël.) « De toute manière, pas de haine. » (Georges Delaquys.) « Je demeure le soldat sans haine que j'ai été. » (Noël Garnier.)

Certes, le noble écrivain, M. Joseph Bédier, affirme : « Je suis résolu, pour ma part, à ne plus frayer avec l'Allemand. » Mais, ceci dit, il ajoute vivement : « Toutefois, il reste que, pour les peuples comme pour les individus, une seule loi est belle : tu aimeras ton prochain comme toi-même. »

Un seul a pu dire avec véhémence : « Je hais ! » C'est M. Edmond Haraucourt. Mais lui-même, effrayé de la froide résonnance de son cri, a cru bon d'y ajouter un correctif : « J'entends bien qu'une pareille aversion ne saurait constituer une règle de conduite durable pour la suite des générations. »

Les intellectuels français n'ont pas de haine ; et ils ont raison. La haine est la force des vaincus. Elle consume et n'illumine pas. Elle n'est ni dans le sens du progrès humain ni dans celui de la tradition française.

Nous, haïr ? C'est alors que l'Allemagne pourrait entonner un hymne de victoire. M. Etienne Gilson, le jeune professeur de philosophie de l'Université de Strasbourg, l'a noté en de fortes paroles :

« Le jour où les Etats allemands pourraient se dire : « La France a abjuré l'Evangile de l'amour « pour embrasser celui de la haine ; la voilà devenue « semblable à l'un d'entre nous », ce jour-là serait aussi pour l'Allemagne celui du plus grand triomphe. Son essence même aurait vaincu. »

Une telle unanimité n'implique pourtant pas que tous les hommes communieront, demain, dans l'universelle fraternité ; et, sur un second point, la quasi-unanimité s'est faite :

2° *Les intellectuels français gardent à l'égard de l'Allemagne une attitude de défiance.*

« Il faut persuader la nouvelle génération de la nécessité d'une méfiance toujours en éveil », écrit l'amiral Degouy. Sur ce thème, presque tous nos correspondants ont brodé, avec plus ou moins de vigueur, suivant leur tempérament ; les uns prêchant la méfiance « dardée » (Mme Aurel), la méfiance active et savante, qui pourrait prendre la forme d'une croisade anarchiste en Allemagne (thèse de M. Sébastien Charles-Leconte), les autres — qui comprennent la plupart des écrivains combattants — inclinent presque vers une confiance charitable et mesurée. Mais bien peu font crédit à la nouvelle Allemagne et se montrent partisans d'un rapprochement (sauf au point de vue économique) avec notre ennemie d'hier. Il faut « veiller aux créneaux », « cuirasser nos frontières », telles sont les opinions exprimées, que M. Georges Lecomte résume avec vigueur : « Nous garderons nos périscopes en place et nos revolvers à la main. »

L'air reste chargé de poudre et les hommes ne trouvent plus dans leur cœur cette foi en l'humanité qu'exige une solide instauration de la paix. Le vieil idéal qui animait les hommes de 93 et de 48 n'est plus de mise ; et une troisième remarque s'impose :

3° *Les Français ont moins de confiance dans la force conquérante des idées morales que dans la force défensive des forteresses et des canons.*

Les forces morales que nous avions appelées à la rescousse sont, en général, mal accueillies. On hausse les épaules devant elles. On les tourne en dérision. On ne croit pas à leur influence salutaire. Personne n'a dit le mot, mais beaucoup les traitent comme M. Charles Maurras traite les idées démocratiques, de « nuées, filles de la mer ».

Cette constatation nous conduit à un angoissant dilemme. Hé quoi ! nous gardons notre poudre sèche et nous aiguisons notre bonne épée ; vainqueurs, nous devons nous condamner à une attitude de vaincus que tenaille la peur du lendemain ? Nous proclamons les armes notre plus ferme appui... et nous sommes partis d'un fait sur lequel l'unanimité était complète : notre impuissance matérielle

à lutter contre une Allemagne nombreuse, assoiffée de revanche.

Au fond de quelle impasse nous conduit-on ? Et qu'allons-nous devenir s'il est vrai, à la fois, que les garanties militaires du traité de Versailles sont insuffisantes et que les forces morales ne comptent pas contre une Allemagne belliqueuse ?

Nous sommes donc revenus au point de départ de 1914, contraints de dépendre ou de nos ennemis ou de nos alliés ? Et je le demande à mes anciens compagnons de guerre : « Est-ce pour retomber en cette déchéance que nous avons vécu, durant quatre années, l'horreur de la tranchée ? » Et nos morts, nos quinze cent mille morts, dans quelle épouvantable nuit les faisons-nous entrer ?

Je sais bien que d'autres intelligences, non moins lucides, ne partagent pas ce pessimisme et gardent leur foi en la vertu pacificatrice de l'Idée. Des néo-chrétiens, MM. Ghéon et René Johannet, croient à la possibilité d'une véritable paix franco-allemande par le « rapprochement » des catholiques français et des catholiques allemands. D'autres, comme MM. Aulard, Victor Margueritte, J.-Ernest-Charles, Charles Brun, Mgr Lacroix, font confiance à la Société des Nations et à la vertu des idées démocratiques. D'autres vont plus loin encore. Ce sont des libres-penseurs qui reprennent à leur compte le rêve de Jésus et travaillent à l'avènement de l'amour parmi les hommes. « Ceux-là, dit encore M. Etienne Gilson, perpétuent l'idéal chrétien qui est aussi l'idéal humain le plus noble. » Mais ils ne sont qu'une faible minorité : MM. Henri Barbusse, Paul Brulat, Noël Garnier, Jean Bernier, et encore leur chef, Henri Barbusse, ne cache-t-il pas, dans sa réponse, les difficultés de la tâche.

Et l'angoissant problème reste tout entier :

Faibles par les armes, nous le sommes.

Faibles par le nombre, oui, nous le sommes ; et Roger Dévigne a pu écrire à ce sujet :

« La France tout entière est coupable de haute trahison. »

Faibles par les moyens que peuvent inspirer la ruse et la méfiance tenace, nous le sommes aussi, car un peuple ne remonte pas le courant de son génie.

Et, convaincus de cette triple faiblesse, nous ne croyons plus à la force invincible des Idées !

Certes, j'aurais voulu conclure, sur cette enquête, en gardant l'attitude la plus objective. Mais, ancien combattant, je suis trop rempli encore de nos rêves et de nos serments de tranchée, de la pensée des morts, du souvenir des ressources morales merveilleuses qui se révélaient, chaque jour, dans l'âme des plus humbles soldats, pour qu'il me soit possible de taire ma tristesse devant la vague de pessimisme qui menace de nous submerger, nous et notre victoire.

On peut, selon ses opinions politiques, douter de l'influence des idées démocratiques ou de la valeur de la Société des Nations. Mais il est une force dont nous ne pouvons douter et contre laquelle, si nous *voulions* la mettre en œuvre, toutes les autres se briseraient : la puissance de rayonnement et d'attraction du clair génie français.

En aurions-nous perdu conscience malgré le témoignage de dix siècles d'Histoire et des quatre années que nous venons de vivre ?

André Lamandé.

(*Renaissance*, 14. 2. 20, pp. 20-21)

AVIS AUX ABONNÉS DE LA « D. C. »

Augmentation du nombre de pages
Augmentation du prix d'abonnement

PREMIÈRE CONCLUSION DE NOTRE ENQUÊTE

Les premières notes et le prospectus qui ont annoncé l'apparition de la D. C., promettaient des « livraisons hebdomadaires alternées de 16 et de 32 pages ».

Or, par suite de deux augmentations successives réalisées sans modification du prix d'abonnement, du 8 février 1919 au 7 février 1920, les abonnés ont reçu 1 922 pages de texte au lieu de 1 180, soit une augmentation de 62 % (1).

A cette double augmentation matérielle, nous avons joint un supplément très notable de dépenses résultant du dépouillement et de la traduction des périodiques étrangers qui servent notamment à la constitution de ces « Dossiers de la Documentation Catholique *» si appréciés de tous nos lecteurs.*

***

Mais, durant ces douze mois, nous avons eu à supporter d'autres augmentations formidables sur les matières premières et la main-d'œuvre, augmentations qui font des bonds invraisemblables tous les trois ou quatre mois et ont contraint tous les périodiques à hausser leurs tarifs sous peine de disparition.

Nul ne sera donc surpris que l'administration de la D. C. demande pour l'avenir un supplément d'abonnement — très inférieur à l'accroissement de dépenses de l'année écoulée.

Désormais — en attendant que la situation générale s'améliore — la D. C. coûtera, au lieu de 15 francs par an, 20 francs (22 pour l'étranger), soit une augmentation de prix de 33 %, alors que la seule augmentation de notre texte atteint 62 %.

***

Nous espérons fermement que nos abonnés non seulement nous resteront fidèles, mais qu'ils se feront tous un devoir — devoir dont l'accomplissement aura sa récompense ipso facto *— de chercher autour d'eux des abonnés nouveaux, d'abord pour empêcher toute augmentation ultérieure et faire ainsi mentir les sombres pronostics des spécialistes des questions de presse, et aussi pour nous permettre de réaliser un sérieux progrès : augmenter bientôt le nombre de pages sans nouvelle augmentation de prix.*

C'est, en effet, la première conclusion que nous voudrions donner à notre enquête (dont nous espérons que l'actualité ne nous interdira pas de parler prochainement en détail) : l'ensemble de nos abonnés demandent le maintien des rubriques existantes et s'en déclarent enchantés ; mais un grand nombre souhaitent l'accroissement des rubriques qui leur sont plus utiles personnellement. Nous sommes tout disposés, avec leur concours, à leur donner satisfaction.

(1) La première augmentation a eu lieu dès le début de la *D. C.* : au lieu de 27 fascicules de 32 pages et de 26 fascicules à 16 pages, les abonnés ont eu 1818 *pages*. En second lieu, depuis le 1er novembre, la quantité de *texte* contenue dans chaque numéro a été, par l'allongement et l'élargissement des colonnes, augmentée de près d'un cinquième.

LA VOIX DES ÉVÊQUES

La Discipline paroissiale

Lettre quadragésimale de Mgr Landrieux, évêque de Dijon :

Le désordre social actuel est l'aboutissement de l'irréligion engendrée par la Révolution

... Nous assistons, après plus d'un siècle, à l'aboutissement normal de la Révolution : car la Révolution a été autre chose que l'abolition de la Monarchie ; elle a été doctrinale ; elle a voulu faire expérience d'athéisme social ; elle a érigé l'irréligion en dogme politique et elle a entrepris d'éliminer de la vie nationale Dieu, la foi, l'Evangile.

Longtemps, on s'est fait illusion. Lorsque l'équilibre politique fut rétabli sous l'Empire et la persécution religieuse assoupie avec le Concordat, on a pu croire qu'une certaine moralité indispensable à l'ordre public allait survivre à la foi. En réalité, on vivait des réserves religieuses accumulées par les ancêtres et entretenues, au jour le jour, par l'apport quotidien de l'apostolat catholique, des écoles non laïcisées et des foyers restés chrétiens. Les réserves sont maintenant épuisées dans les masses populaires. La génération qui s'en va n'en avait déjà plus guère ; celle qui vient n'en a plus du tout ; et c'est celle-là qui fait peur ; si bien que l'outrance même de cette faillite des mœurs, qui va jusqu'au reniement de la patrie, au lendemain de la guerre, et qui s'accuse aujourd'hui en un relief puissant dans une démence soudaine d'anarchie, a contraint tout à coup le pays à réfléchir, à se ressaisir et à se demander si l'heure ne serait pas venue, pour lui comme pour le prodigue, d'avouer son mécompte, de reconnaître son erreur et de défaire loyalement ce qui a été mal fait.

Seul le retour à la religion peut enrayer le mal Quelques indices d'un heureux revirement dans l'esprit des maîtres du pouvoir

Sans chercher plus loin, faut-il, oui ou non, pour que la France se relève et vive, que la famille soit remise d'aplomb, que les mariages soient féconds, que la conscience se redresse, que l'honnêteté reprenne ses droits, que l'autorité soit respectée à tous les échelons du pouvoir, que le travail soit en honneur, qu'on réfrène la débauche, que la rue s'assainisse, qu'on ait enfin raison de tous ces vices qui rongent le corps social, que les âmes désemparées aient un idéal, que l'école surtout revienne au bon sens et donne aux enfants au moins ces principes élémentaires de morale, ces notions essentielles sur Dieu, l'âme, le sens de la vie, qui forment le patrimoine commun de l'humanité ?

Alors, qu'on ne biaise pas, qu'on revienne franchement à l'arbre qui produit ces fruits-là !

Quand même nous arriverions, par le jeu normal de nos institutions, par la sagesse de nos hommes d'Etat et l'énergie du Gouvernement, à refouler l'anarchie, à pacifier les conflits sociaux, à relever nos ruines, à rétablir l'ordre dans nos finances, la prospérité dans nos affaires, à consolider nos frontières, à mettre sur pied même la Société des Nations, nous n'aurions rien fait de profond ni de durable si nous n'avions réformé les âmes.

Or, les âmes ne se réforment pas sans la religion : il y faut Dieu, la foi, l'Evangile.

Que l'auscultation porte sur un point ou sur un autre, les mêmes raisons nous ramèneront toujours à la même conclusion : le mal, c'est l'irréligion !

Il semble aujourd'hui, à de multiples indices, que les partis politiques, inféodés jusqu'alors au laïcisme et maîtres du pouvoir, en aient le pressentiment.

La crainte aura été pour eux le commencement de la sagesse. Il y a loin encore de cette intuition à la conversion, c'est certain. Qu'il faille, pour déterminer le revirement nécessaire, de nouvelles alarmes et de nouveaux orages, c'est possible, et c'est vraisemblable ; mais la lueur qui se lève ne s'éteindra plus ; l'évolution qui s'accuse dans les idées et dans les faits aboutira, ne serait-ce que sous la poussée de l'instinct national. Et la France, libérée enfin de l'étreinte maçonnique qui l'étouffait, dira comme le petit-fils de Renan quand ses yeux s'ouvrirent à la foi : *Je renonce aux idées de mon père pour revenir à celles de mes pères !*

Dans quel sens orienter l'effort catholique

Par où commencer ? Pratiquement, que faire ? Dans quel sens orienter notre effort ?

D'abord, il ne s'agit pas de commencer. Sur le chantier de l'apostolat, l'Eglise ne chôme pas. Elle a son objectif, toujours le même : la Rédemption à réaliser, à mettre en valeur ; le royaume de Dieu à défendre, à consolider, en nous et autour de nous. Il s'agit seulement d'adapter l'activité catholique aux exigences de l'heure, selon l'opportunité du moment.

Il ne tient pas à nous de refaire demain la famille ni de réformer l'enseignement, mais nous pouvons commencer par la paroisse ; et, volontiers, je formulerais ainsi ma pensée : Que chacun s'applique résolument, aujourd'hui comme hier, aujourd'hui mieux qu'hier, à l'œuvre de sanctification personnelle, à sa place, dans son milieu, par le devoir quotidien, prêt à faire tout le bien possible qui se trouve à sa portée, *mais avec un souci plus raisonné et plus réfléchi de la discipline paroissiale.*

Et c'est sur ce point-là que je veux, cette année encore, attirer votre attention, d'autant mieux que j'y suis formellement encouragé par Celui qui est notre Chef, notre Père, le Pasteur suprême, et que j'ai conscience de répondre à son désir.

I

La paroisse base de notre organisation

En 1917, en effet, Notre Saint Père le Pape Benoît XV daignait m'écrire, au sujet de ma première pastorale sur la paroisse, que cette question est « *d'extrême importance* » ; qu'il faut « *rétablir la paroisse* » ; que rien n'est plus apte « *à rendre sa prospérité à l'Eglise de France, après tant et de si lamentables bouleversements, que de ramener nos paroisses à leur constitution normale et de rappeler les fidèles à la discipline paroissiale* »... « *Vos pensées*, ajoutait-il, *répondent pleinement aux Nôtres, et Nous souhaitons que tous les évêques donnent à leur peuple ces mêmes directions et ces mêmes enseignements.* » (1)

(1) Lettre de S. S. Benoit XV, du 14 avril 1917. — Cf. *Acta Apost. Sedis*, vol. IX, n. 5, 1 mai 1917.

La paroisse n'est pas à créer, elle existe. La Révolution lui avait porté un coup terrible : le Concordat l'a remise sur pied, mais amoindrie, en tutelle. L'Etat, d'une main, l'assistait ; de l'autre, il la régentait. Or, à ce régime, elle a perdu ses énergies, elle a végété. Les choses allaient d'elles-mêmes : on n'a plus senti le besoin de veiller, d'aider, d'intervenir ; et, peu à peu, les fidèles se sont désintéressés ; le nom restait, avec l'église, avec le curé ; on disait toujours « *la paroisse* », mais, autour de l'église, autour du curé, la petite chrétienté paroissiale avait fini par s'effriter, dissociée sous l'indifférence, dans un déplorable individualisme religieux.

Il a fallu la secousse de 1905, quand l'Etat brusquement s'est dérobé, pour ramener l'attention sur la paroisse. On a compris qu'elle n'est pas une fiction, une abstraction conventionnelle, mais une réalité concrète, positive, qui a ses racines dans le sol et dans l'Histoire, et sur laquelle on peut, on doit s'appuyer pour reconstruire.

Nous n'avons pas à innover, à inventer un système d'organisation ; nous l'avons sous la main, dans les cadres mêmes de l'Eglise : *la paroisse*, *le diocèse !*

Ç'a été l'erreur des premières tentatives, au lendemain de la catastrophe, de s'être inspirées trop exclusivement de préoccupations, sinon politiques, au moins sociales, de concevoir et d'établir des groupements à côté de la paroisse.

Cette base n'offrait pas la même solidité, ni surtout la même stabilité.

On avait le souci d'aller au plus pressé. Mais cet opportunisme hâtif, un peu fiévreux, n'est pas dans la manière de l'Eglise. Autant elle se plie avec une souplesse merveilleuse aux besoins particuliers de chaque époque, autant elle a soin toujours de greffer l'effort nouveau sur l'effort des siècles passés, pour assurer à ses entreprises la continuité, l'unité, les soustraire à l'instabilité des choses humaines.

L'Eglise est un tout, et tout doit faire corps dans l'Eglise, la paroisse comme le diocèse, corps vivants, corps organisés ; et il est indispensable, si l'on veut refaire une France chrétienne, que la paroisse retrouve, dans la cohésion, la vie et l'activité d'autrefois. C'est par là que l'effort de restauration religieuse doit commencer, sur le terrain de la paroisse et dans le cadre paroissial, c'est-à-dire dans la ligne de l'Eglise, pour assurer le rattachement avec le diocèse d'abord et, par le diocèse, avec Rome.

Peut-on nier que notre faiblesse actuelle ne tienne, pour une grande part, à ce défaut d'organisation ?

Les événements, la politique, sous l'impulsion sournoise et tenace de la franc-maçonnerie, sont parvenus à mettre l'Eglise à l'écart de la vie nationale ; aux yeux de l'Etat, elle ne compte plus ; le pouvoir l'ignore. Les catholiques, par contre-coup, faute d'union, faute d'entente, sont noyés, impuissants, dans la foule, avec cette sensation de lassitude que laisse après lui l'insuccès. Le curé est un isolé ; il a vu décliner son influence à mesure que la paroisse perdait son caractère. On le considère comme un simple préposé au service du culte qui donne le concours de son ministère, sur réquisition, à ceux qui le réclament, un par un, chacun pour son compte ; mais il n'est plus le moteur, le régulateur, l'âme de l'organisme paroissial, puisque la paroisse, en tant que groupement autonome, organisé, vivant, n'est plus que l'ombre de ce qu'elle était jadis.

Et pourtant, si l'étranger, impressionné plus qu'il ne convient par les échos qui lui reviennent de notre politique anticléricale, se méprend sur l'état religieux de notre pays, nous savons bien, nous autres, que le mal, pour grave qu'il soit, l'est moins peut-être que de loin il ne le paraît, et qu'à y regarder de plus près, nous valons mieux qu'au delà de nos frontières on ne le pense.

Tous ceux qui ont voyagé, qui sont à même de juger, s'accordent à dire que si, dans d'autres pays, le peuple est plus croyant, plus pratiquant qu'il ne l'est aujourd'hui chez nous, nulle part ailleurs on ne trouve rien qui soit comparable à nos élites catholiques : ces familles préservées, à la foi profonde, aux fortes traditions, qui sont nos réserves pour demain. Que de ressources saines en France, et saines, on peut le dire, dans le mesure même où elles sont catholiques !

Malheureusement, ces éléments, les meilleurs, ne sont que juxtaposés, ils ne se rejoignent pas, ils ne s'agglutinent pas pour faire bloc.

Autour du curé doivent se réunir toutes les bonnes volontés

De là, encore une fois, malgré d'admirables dévouements et d'incontestables vertus, notre impuissance en face des partis adverses, compacts et disciplinés, moins forts en réalité qu'ils n'en ont l'air.

Pourquoi les médiocres ou les pires dominent-ils, et depuis si longtemps, les honnêtes gens, les hommes d'ordre et de bon sens ? Parce qu'ils sont organisés et que nous ne le sommes pas ; parce que nos bonnes volontés et nos énergies, disséminées et sans lien entre elles, ne s'additionnent pas ; parce que, avant de se répandre et de s'épuiser dans les œuvres, elles n'ont pas pris soin de s'étayer solidement sur leur base naturelle, *la paroisse !*

Je crois que, sans faire une conquête de plus, si nos catholiques, tels qu'ils sont, se décidaient à s'entendre entre eux, à rallier franchement la paroisse pour prendre contact avec le curé et s'organiser dans le cadre paroissial, il y aurait quelque chose de changé. Ce serait déjà un recensement de nos forces, un premier effort, un point de départ, une attitude ; et ce petit groupe, du seul fait de sa constitution, deviendrait bien vite un centre de ralliement pour d'autres qui ont besoin d'être entraînés. On les voit bien ceux-là qui sont prêts à venir, qui font un pas et qui n'osent faire le second. La timidité les prend tout de suite à la porte de l'église, et ils restent debout, comme des étrangers qui ne se sentent pas de la maison.

A quoi cela tient-il ? A l'absence de vie paroissiale et d'habitudes paroissiales.

Les hommes
La guerre leur a fait connaître le prêtre
Il faut leur tendre la main

Ne les avons-nous pas négligés, les hommes ? N'avons-nous pas été trop timides, nous aussi, à leur endroit ?

La persécution tracassière, qui poursuivait les catholiques dans la vie publique, a rendu les populations craintives autour de nous. On a appréhendé d'épouser notre sort en épousant notre cause. On sentait que d'être chrétien c'était une tare vis-à-vis du Gouvernement, et, à force de se heurter partout à cette excommunication politique, les hommes ont fini par se tenir à l'écart de l'église et du prêtre. Il y avait entre eux et nous une gêne réciproque que les rapports de bon voisinage, une réelle cordialité bien souvent, n'arrivaient point à dissiper. Et quand on s'abordait en passant, on s'ingéniait à parler de tout pour éviter de parler des choses essentielles. On avait peur des deux côtés, et le mot que l'on brûlait de dire, que l'autre peut-être attendait, n'était jamais prononcé.

Et voilà que, tout à coup, la guerre a jeté dans la même fournaise les hommes de France et les curés de France. Pendant cinq ans, ils ont vécu côte à côte ; ils ont combattu et souffert ensemble pour la même cause, affronté les mêmes dangers, partagé les mêmes angoisses, et, dans la tragique intimité des tranchées, ils se sont découvert mutuellement des qualités qu'ils ne soupçonnaient pas. Malgré le nivellement des situations sociales, sous l'habit militaire, dans le rang, l'influence morale du prêtre s'est affirmée ; dépouillée de tout prestige extérieur, elle n'en a été que mieux accueillie et plus pénétrante : la confiance allait à lui ; il était devenu le confident, le conseiller, l'ami des âmes droites, hésitantes, troublées, que le malheur des temps, le respect humain, la négligence, je ne sais quels préjugés, quelles préventions, avaient éloignées de nous.

Après qu'on s'est vu de si près hier, comment ne se reconnaîtrait-on pas demain ?

Voilà ceux à qui il faut tendre la main tout de suite, sitôt que sera reconstitué, avec les meilleurs, avec nos fidèles, le noyau de la petite chrétienté paroissiale. Et il semble qu'une mission en fournirait l'occasion propice.

Mais ce travail doit être entrepris avec méthode, en patience, dans la prière. C'est une éducation à faire, une orientation à donner, un programme à réaliser : rappeler d'abord la notion de la paroisse, inspirer l'amour de la paroisse, développer toujours plus l'esprit paroissial, coordonner toujours mieux l'action paroissiale, pour accroître sans cesse, avec le concours des paroissiens, la vitalité de la paroisse.

On nous a parlé maintes fois de la renaissance de la vie monastique au XIXe siècle, du mouvement des œuvres de charité et d'apostolat, de ces institutions admirables qui se sont fondées, développées dans la tribulation et qui ont traversé la persécution sans périr. Quand pourrons-nous parler, comme d'un fait, *de la renaissance de la paroisse ?*

Ça été pour nous une surprise que de retrouver en Alsace ces traditions d'autrefois : l'union du peuple avec ses prêtres, la concentration des familles autour de l'église, l'école annexe du foyer et de la paroisse. Que ce soit aussi un encouragement, une émulation, une espérance !

II

Les Unions paroissiales

Lutter pour la défensive et pour la conquête, c'est la condition du royaume de Dieu sur la terre, et cela depuis toujours. L'Eglise est militante et elle doit l'être partout ; et alors, puisque la paroisse n'est qu'un secteur de l'Eglise militante, elle a besoin, comme l'Eglise, pour agir, pour lutter, d'une organisation et d'une discipline.

Que de fois n'a-t-on pas dit en parlant de nous : « Des chefs et pas d'armée ! »

Quelques partisans, quelques amis autour des chefs, quelques fidèles, fussent-ils nombreux, qui font de la religion une affaire personnelle, ne constituent pas une armée : il est indispensable qu'ils soient encadrés et disciplinés, qu'ils se sentent solidaires entre eux et avec leurs pasteurs, comme les membres d'un même corps.

Il nous arrive, de temps en temps, à propos d'une solennité extraordinaire, de mobiliser sans effort des foules, des hommes par centaines et par milliers, décidés, résolus, qui étalent bravement au grand soleil leur fidélité : ils chantent le *Credo*, ils acclament Jésus-Christ, ils jettent à tous les échos de la région, à pleine voix, à plein cœur, la fière profession de foi : « *Catholiques et Français toujours !* » et c'est sincère. On dirait une armée. Et, le len demain, il n'y a plus rien ! Ce n'était pas un armée. C'étaient des unités un moment rappro chées, sans lien entre elles, pas même au village dans leurs paroisses; car tous ces baptisés, à qu on a dit que la Confirmation les faisait soldats d Christ, ne se rattachent que par un simple fil, l sympathie, à leur église, à leur curé : ils ne son pas incorporés, ils ne forment pas corps.

Nous les avions retrouvés, sur place, dans no Congrès cantonaux d'avant-guerre, n'attendant qu'un signe, qu'un mot d'ordre pour se mettre à l'œuvre C'est là que nous irons les rechercher pour recon stituer avec eux les cadres de nos Unions paroissiales

L'obstacle à vaincre : l'individualisme

L'obstacle à vaincre, c'est l'individualisme, c faux frère de la liberté, né du protestantisme et d la Révolution. Il n'a point entamé la constitution de l'Eglise, mais il a désagrégé l'ordre social chré tien fondé par l'Eglise. Il a rongé, dissocié tout c que l'Eglise avait bâti : la famille, la patrie, la cor poration, le groupement paroissial. Il a dénoncé dans toute association, une servitude. Il a créé u esprit qui est le contre-pied de l'esprit paroissial si bien que les catholiques, sans y prendre garde ont perdu le sens du nom qu'ils portent.

Ils ne voient pas, ou ils ont oublié, que la notion même de « catholique » exclut l'individualisme l'isolement, et appelle le groupement, l'union, la dis cipline, pour l'action collective.

On y revient, d'ailleurs. Le mal, comme toujours a engendré le malheur. L'erreur, en passant dans les faits, a provoqué, dans le monde du travail sur tout, une rupture d'équilibre dont l'ouvrier, plu isolé qu'émancipé, a été dupe et victime. Le mou vement syndical est une réaction violente contr cette aberration du siècle dernier. Ce revirement v dans notre sens ; en réhabilitant l'idée d'association et de solidarité, il ne peut que faciliter notre tâch d'union.

D'autant plus que nul terrain n'est plus favorabl à l'entente que le terrain paroissial.

Qu'est-ce qui nous diviserait ? Des divergence politiques ? Il n'en est point question ici : no préoccupations sont d'ordre purement religieux Mais, à ce titre précisément, tout nous rapproche tout nous unit.

Ce qui doit nous rapprocher : l'esprit paroissial

Il y a entre nous, catholiques groupés autour d nos églises, non seulement un commun dénomina teur, mais une communauté de vie surnaturelle puisée à la même source avec des intérêts connexes Il s'agit de nous entendre avec « nos semblables » je veux dire avec d'autres baptisés, d'autres catho liques qui pensent comme nous, qui se réclament du Christ, comme nous ; qui cherchent le royaume d Dieu, comme nous ; qui s'y acheminent à travers les mêmes difficultés que nous ; qui sont visés e atteints comme nous par la législation maçonnique qui pâtissent avec nous des entraves apportées à l'œuvre de Rédemption dans notre pays, et qui son intéressés autant que nous à soutenir et à défendre la cause religieuse qui est la nôtre, aussi bien à Rome qu'au village.

De là un sentiment de confraternité, auquel cor respondent certaines obligations extérieures ; de là un esprit de famille, un esprit de corps qui s'ap pelle l'*esprit paroissial*.

Cest une manière de voir, de sentir, de juger plus large, qui se réfère au bien général de la paroisse et qui crée à la communauté une âme col

ective ; c'est une sorte d'amour-propre, de fierté, le dignité, qui fait qu'on épouse les intérêts de la paroisse et qu'on se solidarise avec elle ; c'est, vis-à-vis des pasteurs, une piété filiale qui remonte, à tous les degrés de la hiérarchie, jusqu'au Pape ; c'est une discipline qui coordonne les initiatives, les activités, dans le sens du mouvement paroissial.

Ce souci de l'unité d'action est essentiel, surtout dans les œuvres, parce que les œuvres ne sont que les formes diverses de l'apostolat catholique et, dès lors qu'elles opèrent sur le terrain paroissial, il est indispensable qu'elles s'adaptent aux besoins de la paroisse pour appuyer et renforcer l'*action paroissiale.*

A s'isoler, à poursuivre, chacune à son gré, un objectif spécial, à se poser, pour agir, en marge de la paroisse, sans accord avec elle, sans vue d'ensemble, sans directive générale, elles risqueraient, pour le moins, de se gêner mutuellement et d'engendrer la division, la confusion.

Des œuvres excellentes peuvent n'être pas opportunes, ne serait-ce que parce qu'on ne peut pas tout planter dans son jardin, quand on n'a qu'un petit jardin. Là où deux ou trois arbres auraient prospéré, si vous en mettez dix, ils végéteront et ne donneront rien.

Il faut donc un juge de l'opportunité. Qui, sinon celui qui a mission et responsabilité ?

Cette organisation ne nuira pas aux grandes œuvres autonomes de France

Cette conception des choses ne va pas le moins du monde à l'encontre des grandes œuvres qui débordent les limites de la paroisse et du diocèse et qu'on pourrait appeler — en écartant du mot le sens qui pourrait déplaire — « nationales », comme les Conférences de Saint-Vincent de Paul, les Tiers-Ordres, la Jeunesse catholique, nos Ligues féminines, etc. Elles ont leur autonomie, leur esprit, leurs cadres, une impulsion centrale, à Paris ou ailleurs, mais, pour l'action, elles se font spontanément diocésaines et paroissiales, elles s'adaptent, sur place, aux nécessités locales de l'action catholique, sous la direction de l'évêque, dans le diocèse, et du curé dans la paroisse.

Bien loin d'écarter ce concours des laïques, nous le souhaitons et nous le provoquons. Ils sont tenus d'ailleurs d'apporter cette contribution à l'œuvre commune, autrement que par leurs aumônes, mais en y prenant part active, dans la mesure où ils le peuvent.

Ils ont leur rôle dans la paroisse. Autant il importe que le curé garde son rang, le premier, puisqu'il est pasteur du bercail, chef de famille, autant il est sage d'y réserver aux fidèles le leur, avec confiance. Ils doivent collaborer, coopérer comme membres de la communauté. « *Les prêtres ne doivent pas se dévouer tout seuls à cette tâche de rénovation religieuse*, écrivait Pie X au lendemain de son élection, *mais tous les fidèles.* »

Nous aurions peut-être quelque reproche à nous faire sur ce point. Nous n'avons pas su toujours les intéresser à nos affaires ni leur faire comprendre que leurs intérêts religieux ne font qu'un avec les nôtres. On n'y songeait pas. Sous le régime concordataire, on n'en voyait pas la nécessité, on n'en sentait pas le besoin, et ce manque d'initiation, bien souvent, excusait leur indifférence.

Et puis — pourquoi ne pas l'avouer ? — on a appréhendé, derrière la collaboration, l'ingérence, et, crainte d'abus possibles, on s'est tenu sur une réserve excessive.

Que ces appréhensions aient été justifiées, ici ou là, dans les années qui ont suivi la Séparation, pour la mise en train, pour la mise au point, après le débat passionné des cultuelles, c'est possible. Qu'elles le soient aujourd'hui ? Je ne le pense pas. L'expérience est faite. On est revenu de certaines illusions. On a vu l'inconvénient de certains entraînements. Les œuvres paroissiales, dans les grands centres, sont nombreuses et florissantes. Elles donnent pleine satisfaction à ceux qui les ont fondées, précisément parce qu'elles sont établies sur une base franchement chrétienne et animées du pur esprit de l'Evangile. Le curé gouverne paternellement, et les dévouements qui le secondent sont subordonnés, comme en famille, filialement.

Elle ne gênera en rien l'apostolat des religieux Séculiers et réguliers sont les ouvriers de la même œuvre

Quand nous revendiquons les droits de la paroisse, on nous réplique parfois qu'à concevoir ainsi l'action paroissiale nous allons restreindre et gêner l'apostolat des religieux.

A Dieu ne plaise que le bien que nous cherchons ait une pareille répercussion : ceci peut parfaitement se concilier avec cela. Et je tiens à m'en expliquer très librement.

Non, certes, il ne s'agit pas de restreindre le champ d'activité des religieux. Nous en serions les premiers lésés. L'heure serait, en effet, bien mal choisie, car nous avons trop besoin de leur concours : nous ne saurions nous en passer, aujourd'hui moins que jamais, puisque les bras manquent et que nous sommes débordés par la tâche pastorale. Moi-même, à mon dernier voyage à Rome, j'ai demandé au Saint-Père de permettre aux religieux de nous aider davantage.

Il n'est donc pas question de restreindre cette coopération nécessaire : il suffit qu'elle ne perde pas de vue la paroisse, qu'elle s'oriente en ce sens, avec le souci de « collaborer » avec nous pour soutenir et renforcer l'action paroissiale. Ce n'est pas un cantonnement ni un refoulement, c'est surtout une entente ; c'est un esprit plutôt qu'une consigne.

Ne sont-ils pas d'ailleurs dans cette disposition, tout pénétrés de cet esprit ? Leur apostolat n'en est que plus fécond. D'aucuns peut-être, ici ou là, ont pu l'oublier dans l'élan du zèle, sans y prendre garde, en vue d'un bien immédiat ou trop particulier : de là quelques malentendus qui se font de plus en plus rares.

Le temps n'est plus des querelles et des rivalités qui divisaient les forces.

Quand le gouvernement cherchait à justifier, aux yeux du pays, en 1901, la destruction des Congrégations, M. Waldeck-Rousseau affirma à la tribune « *la nécessité de protéger la paroisse, de défendre le clergé contre les empiétements des moines* » (1).

La loi de 1905, qui dépouillait la paroisse et le clergé, comme la loi de 1901 avait dépouillé les moines, n'a pas tardé à souligner l'hypocrisie de cette argumentation.

C'est une erreur et une maladresse autant qu'une injustice d'opposer ainsi les Congrégations au clergé séculier. Nous sommes tous les ouvriers de la même œuvre, et nos efforts tendent au même but ; nos ennemis aussi sont les mêmes, et, par-dessus les inévitables susceptibilités qui sont misère de ce monde et qui tiennent plus à la faiblesse des hommes qu'à la nature des choses, nos intérêts se rejoignent pour se confondre avec ceux de l'Eglise.

Toutes les fois que nous avons abordé ce sujet

(1) Discours, 21 janvier, 13 juin 1901.

entre nous, séculiers et réguliers, nous avons toujours été d'accord. Et je ne m'étonne pas de trouver, sous la plume d'un religieux qui excelle à dégager, dans les discussions délicates de notre temps, la note juste, cette formule que je signe volontiers : « La paroisse est le centre normal de la vie religieuse des chrétiens et des familles chrétiennes ; les œuvres et les institutions de piété, d'apostolat, d'assistance charitable, se groupent naturellement autour de la paroisse ; la fréquentation d'un centre d'action religieuse en dehors de la paroisse pourra bien se juxtaposer très légitimement, mais ne devra pas se substituer à la fréquentation de la paroisse et de ses œuvres. Indubitablement, l'organisation paroissiale est le cadre assigné, depuis de longs siècles, à la piété, à la charité des fidèles par la discipline même de la Sainte Eglise. » (1)...

COURT APERÇU DU MOUVEMENT FÉMINISTE CHRÉTIEN EN EUROPE

Nous l'empruntons au bulletin de l'*Action Sociale de la Femme* (déc. 1919) :

Si nous envisageons la carte d'Europe publiée récemment par l'Union pour le suffrage des femmes, nous constatons que seulement en France, en Suisse et en Portugal, à l'Ouest ; en Serbie, Bulgarie, Roumanie, Grèce et Turquie, au Sud-Est, la femme ne vote pas.

L'Italienne et l'Espagnole vont voter.

Les femmes anglaises, écossaises, irlandaises et islandaises, russes, finlandaises, polonaises, bessarabiennes, transylvaniennes, hongroises, tchécoslovaques, autrichiennes, allemandes, belges, hollandaises, danoises, suédoises et norvégiennes, votent.

Encore y a-t-il eu, à Paris, un essai fait à blanc par *Excelsior* au moment des élections masculines, essai dont le résultat, forcément inexact, n'en a pas moins prouvé que la Française était loin de se désintéresser de la question, comme certains politiciens le prétendaient à tort.

Dans tous les pays, les électrices organisent leur instruction de citoyennes. Plus modestes que les hommes, elles reconnaissent avoir besoin d'une formation spéciale, et c'est peut-être pour cela que là où leur influence s'est déjà fait sentir, celle-ci a été bienfaisante. En Espagne, en Luxembourg, en Italie et en Allemagne, partout, à côté des groupements d'avant-garde, nous voyons se créer des Sociétés féminines civiques catholiques.

En Angleterre, c'est la *Catholic Woman's Suffrage Society* qui, dans son organe *The Catholic Citizen*, rapporte les paroles de S. S. Benoît XV à miss Christitch, chargée de lui exposer le but de l'œuvre : « *Oui, nous approuvons ! Nous voudrions des femmes électrices partout.* » Forte de cet encouragement, la *Catholic Woman's Suffrage Society* s'est mise au travail. Elle s'est donné comme but d'avoir, dans chaque circonscription, un groupe de femmes électrices intelligentes, qui étudient les problèmes et devoirs nouveaux devant lesquels elles sont placées, afin d'exercer une sorte d'apostolat civique autour d'elles.

Les femmes ont à reconquérir leur influence sur la vie nationale si elles veulent sauver l'âme de leurs enfants, car jamais choix ne s'est imposé plus durement que celui qu'il y a à faire entre la civilisation chrétienne et l'anarchie marxiste, dite bolchevique. Suivons le conseil du *Féminisme chrétien de Belgique*, extrait du journal *la Femme belge* :

« Soyons, en un mot, la femme qui, appartenant à la classe dirigeante, considère comme un devoir impérieux de diriger. La femme qui, détenant des forces sociales, n'est pas libre d'ignorer le rôle que jouent ces forces, mais qui, au contraire, obligée de les employer au bien, s'instruit de l'usage qu'elle doit en faire.

» Soyons la femme à qui la guerre a enseigné quelque chose. Celle qui restera ardemment dévouée à la cause commune. Celle qui voudra connaître son rôle dans cet organisme qu'est la patrie. Celle qui lui consacrera sa vie, comme nos morts glorieux lui ont immolé la leur. »

La France n'a pas attendu l'encouragement de S. S. Benoît XV. Dès janvier dernier, l'Action Sociale de la Femme créait la « Commission d'éducation sociale civique de la femme », groupement d'œuvres qui atteint actuellement plus d'un million de femmes. Son but est indiqué par son titre et, comme la *Catholic Woman's Society*, elle cherche à créer des groupes départementaux, des cercles d'études sociales non seulement pour la bourgeoisie, mais aussi pour l'ouvrier et l'ouvrière des villes et de la campagne. Car « le gouvernement d'une nation par l'ensemble des citoyens n'a jamais été qu'une fiction. Dans tous les régimes et chez tous les peuples, c'est toujours une élite qui domine et qui entraîne ». Ajoutons à cette pensée du R. P. de Rutten qu'il importe que ce ne soit pas une élite d'intrigants, et avec lui encore : « Le grand danger qui menace nos démocraties modernes, c'est l'éparpillement des responsabilités et la dictature des incompétences. »

Bien qu'il ne soit pas encore question pour nous d'avoir une « lady Astor à la Chambre des Communes », la Française peut être appelée à donner son avis dans certains postes de la Ligue des Nations. Il est important qu'elle y soit bien et suffisamment représentée pour toutes les questions qui touchent à la famille, la femme ou l'enfant.

Les Anglaises, préoccupées de voir si peu respectée par les gouvernements cette clause pourtant acceptée, demandent aux femmes françaises et des autres nations de faire des démarches auprès de leurs gouvernements pour qu'on vote les crédits nécessaires à la représentation féminine à la Ligue des Nations. Nous le ferons bien volontiers, car nous aurons certainement à y défendre la cause de nos enfants en même temps que celle de la civilisation chrétienne (1).

(1) Cf. Yves de la Brière, *Les luttes présentes de l'Eglise*, t. II, p. 45.

(1) Cf. *D. C.*, t. 1er, pp. 548-552 et 654-660 ; « Le féminisme et les catholiques canadiens » ; t. 2, pp. 629-631 : Allocution de S. S. Benoit XV sur la mission de la femme dans la société.

Imp. P. Feron-Vrau, 3 et 5, rue Bayard, Paris, VIIIe.—*Le Gérant* : A. Faigle.